

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 4329

[C — 2002/28133]

**10 OCTOBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 40, 41, 42 et 46;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, notamment les articles 8 et 9, modifiés par les décrets du 23 décembre 1993, du 7 mars 1996, du 11 mars 1999 et du 15 avril 1999;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement régional wallon du 4 juillet 1991 réglementant les modalités d'épandage des effluents d'élevage;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995, relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraines;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir des sources agricoles;

Vu l'avis de la Commission consultative des Eaux;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 27 février 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Considérant la Directive du Conseil des Communautés européennes 91/676/CEE du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Considérant les avis motivés des 28 novembre 1998 et 9 novembre 1999 émis par la Commission européenne à l'encontre de la Région wallonne pour absence de programme d'action dans les zones vulnérables désignées;

Sur la proposition conjointe du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement et du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et objectifs

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Ministre » : le Ministre de la Région wallonne ayant la Politique de l'Eau dans ses attributions;

2° « Ministres » : les Ministres de la Région wallonne ayant la Politique de l'Eau et de l'Agriculture dans leurs attributions.

3° « Administration » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

4° « Administration de l'Agriculture » : la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

5° « agriculteur » : la personne physique ou morale qui s'adonne à la production agricole, horticole ou d'élevage en Région wallonne, à titre principal, partiel ou complémentaire et qui dispose à ce titre d'un numéro de producteur, d'un numéro de T.V.A. et est assujettie à une caisse d'assurances sociales;

6° « exploitation agricole » ou « exploitation » : ensemble des moyens de production par lesquels l'agriculteur exerce son activité, en ce compris, les bâtiments, les infrastructures de stockage, les fertilisants, les animaux d'élevage et les terres agricoles qu'il déclare utiliser; étant entendu que les terres agricoles déclarées par des tiers qui reçoivent l'azote organique exporté de l'exploitation ne sont pas considérées comme des terres de l'exploitation;

7° « eaux de surface » : les eaux stagnantes ou courantes à débit permanent situées à la surface du sol comprenant notamment les voies navigables, les cours d'eau non navigables y compris leurs cours souterrains, les ruisseaux et rivières en amont du point où ils sont classés comme cours d'eau non navigables, les voies artificielles d'écoulement telles que les rigoles, fossés ou aqueducs, affectées à l'évacuation des eaux pluviales ou d'eaux usées épurées, les lacs et les étangs;

8° « eutrophisation » : l'enrichissement de l'eau en composés, notamment azotés, provoquant un développement accéléré des algues et des végétaux d'espèces supérieures qui perturbe le fonctionnement normal de l'écosystème aquatique et entraîne une dégradation de la qualité de l'eau en question;

9° « pollution par le nitrate » : le rejet de composés azotés de sources agricoles dans le milieu aquatique, directement ou indirectement, pouvant mettre en danger la santé humaine, nuire aux ressources vivantes et à l'écosystème aquatique;

10° « composé azoté » : toute substance contenant de l'azote (N), à l'exception de l'azote moléculaire gazeux (N₂). Il convient de distinguer :

- a) « l'azote minéral » (Nmin.) : azote sous forme de fertilisant minéral,
- b) « l'azote organique » (Norg.) : azote sous forme de fertilisant organique,
- c) « l'azote total » : la somme de l'azote organique et de l'azote minéral;

11° « azote potentiellement lessivable » (APL) : quantité d'azote nitrrique contenue dans le sol à l'automne, susceptible d'être entraînée hors de la zone racinaire pendant l'hiver;

12° « profil azoté » : mesure de la quantité d'azote nitrrique présente dans le sol réalisée selon un mode opératoire permettant d'évaluer l'azote potentiellement lessivable si le profil est réalisé en automne;

13° « fertilisant » : toute substance contenant un ou des composés azotés et destinée à la fertilisation des végétaux; les fertilisants sont subdivisés en fertilisants organiques et en fertilisants minéraux :

— « fertilisant organique » : tout fertilisant obtenu à partir de matière organique, à l'exception des résidus culturaux laissés en place après récolte; les fertilisants organiques sont divisés en deux classes :

a) « fertilisants organiques à action rapide » : fertilisants organiques caractérisés par une proportion élevée d'azote disponible rapidement après épandage; il s'agit notamment des lisiers, des purins, des effluents de volailles et des jus d'écoulement;

b) « fertilisants organiques à action lente » : fertilisants organiques caractérisés par une faible proportion d'azote disponible au moment de l'épandage; il s'agit notamment des fumiers de bovins et de porcs, ainsi que des composts de fumiers;

Les produits non classés en a) ou en b) sont catégorisés au cas par cas par l'Administration de l'agriculture;

— « fertilisant minéral » : tout fertilisant n'étant pas un fertilisant organique; l'urée est assimilée à un fertilisant minéral;

14° « effluents d'élevage » ou « effluents » : fertilisants organiques d'origine agricole, c'est-à-dire les déjections d'animaux ou les mélanges, quelles qu'en soient les proportions, de déjections d'animaux et d'autres composants tels que des litières, même s'ils ont subi une transformation. Parmi les effluents d'élevage, on retrouve notamment :

a) le « fumier » : mélange solide de litière, d'urine et d'excréments d'animaux, à l'exclusion des effluents de volaille; le fumier peut être « sec », c'est-à-dire caractérisé par un taux de matière sèche supérieur à 24 % ou « mou », c'est-à-dire caractérisé par un taux de matière sèche inférieur à 15 % en raison de sa faible teneur en litière, notamment lorsqu'il est issu d'aires de raclage;

b) le « lisier » : mélange de fèces et d'urines, sous forme liquide ou pâteuse;

c) le « purin » : les urines seules diluées ou non, s'écoulant des lieux de résidence des animaux;

d) les « effluents de volaille » : les fumiers de volailles et les fientes de volaille;

— « fumier de volailles » : déjections de volailles mêlées à de la litière (notamment des copeaux ou de la paille);

— « fientes de volailles » : déjections pures de volailles; elles peuvent être humides, préséchées ou séchées;

e) le « compost de fumier » : fumier ayant subi un traitement mécanique d'aération adéquat permettant sa décomposition aérobie; un fumier est réputé composté lorsque sa température, après s'être élevée à plus de 60 °C, est redescendue à moins de 35 °C;

15° « teneur en matière sèche » (MS) : rapport entre le poids de matière après séchage à 105 °C et le poids de matière fraîche obtenu selon un mode opératoire en vigueur dans un laboratoire;

16° « terres » : l'ensemble des prairies et des terres arables;

17° « incorporation » : action d'enfouir dans le sol un fertilisant de manière à ce que ce composé soit complètement mélangé au substrat et que sa présence en surface soit reliquaire;

18° « stockage au champ » : stockage éloigné du lieu de production ou des bâtiments de ferme nécessitant un transport par charroi;

19° « stockage à la ferme » : stockage rapproché du lieu de production ou des bâtiments de ferme;

20° « fumière » : aire réservée au stockage du fumier, à l'exclusion des stabulations et des zones de résidence des animaux;

21° « jus » ou « jus d'écoulement » ou « écoulement » : liquide provenant de source agricole, à l'exception du purin et du lisier, susceptible de participer à la pollution de l'eau par le nitrate et s'échappant par ruissellement de l'aire ou du réservoir où il est produit ou stocké; les eaux pluviales ne sont pas considérées comme des jus d'écoulement;

22° « stabulation » : mode de logement du bétail dans les bâtiments; parmi ces modes de logement, existent notamment :

a) la « stabulation sur caillebotis ou grilles » : mode de logement sans litière caractérisé par la récolte de l'ensemble des déjections animales pures, sous forme de lisier, dans un réservoir ad hoc;

b) la « stabulation entravée » : mode de logement avec litière caractérisé par l'entravement des animaux, la récolte de fumier sec, dans certains cas de fumier mou et de jus d'étable assimilé à du purin;

c) la « stabulation semi-paillée » : mode de logement non entravé combinant une aire sur caillebotis ou grilles en surplomb d'une aire paillée assimilable à une stabulation paillée;

d) la « stabulation paillée » ou la « stabulation sur litière » : mode de logement non entravé avec litière caractérisé par la récolte de fumier sec et, dans le cas de présence d'une aire de raclage, la récolte de fumier mou;

23° « contrat de valorisation » : contrat réglant les modalités de transfert de fertilisants organiques et de transactions liées au pâturage pouvant notamment revêtir la forme d'un « contrat d'épandage » ou celle d'un « contrat de pâturage » :

— « contrat d'épandage » : contrat réglant les transferts de fertilisants organiques entre un agriculteur et un tiers;

— « contrat de pâturage » : contrat réglant les transactions liées au pâturage (notamment les animaux en pension et les locations de prairies) entre un agriculteur et un tiers;

24° « valeur maximale » d'azote organique épandable : quantité maximale d'azote organique pouvant être épandue en moyenne sur les terres et sur une année; il convient de distinguer :

a) les « valeurs maximales de base » (VB), prévalant hors du cadre de la démarche qualité :

— la « valeur maximale de base sur terres arables » (VBA) : quantité maximale d'azote organique pouvant être épandue en moyenne sur les terres arables et sur une année;

— la « valeur maximale de base sur prairies » (VBP) : quantité maximale d'azote organique pouvant être épandue en moyenne sur les prairies et sur une année, restitutions au sol par les animaux au pâturage comprises;

b) les « valeurs maximales dérogatoires » (VD), accessibles dans le cadre de la démarche qualité :

— la « valeur maximale dérogatoire sur terres arables » (VDA) : quantité maximale d'azote organique pouvant être épandue en moyenne sur les terres arables et sur une année;

— la « valeur maximale dérogatoire sur prairies » (VDP) : quantité maximale d'azote organique pouvant être épandue en moyenne sur les prairies et sur une année, restitutions au sol par les animaux au pâturage comprises;

25° « taux de liaison au sol » (LS) : fraction exprimant, pour une exploitation agricole, le rapport sur une année entre les flux d'azote organique et les quantités maximales d'azote organique épandable sur les terres de l'exploitation. On distingue dans cet arrêté : le taux de liaison au sol de base (LS1 ou LS-Base), le taux de liaison au sol avec contrats de valorisation (LS2 ou LS-Contrats), le taux de liaison au sol interne à l'exploitation (LS3 ou LS-Interne), le taux de liaison au sol dérogatoire (LS4 ou LS-Dérogatoire) et le LS5 ou LS-Zone Vulnérable;

26° « azote organique produit » : l'azote organique produit sur une année par les animaux de l'exploitation agricole;

27° « azote organique importé » : l'azote organique non produit par l'exploitation et entrant sur une année dans celle-ci sous forme de fertilisant organique, en ce compris les déjections au pâturage d'animaux extérieurs à l'exploitation mais présents sur les prairies de l'exploitation (notamment les animaux en pension et les contrats de vente d'herbe);

28° « azote organique exporté » : l'azote organique produit par les animaux de l'exploitation agricole et sortant sur une année de celle-ci par le biais d'une transaction couverte par un contrat de valorisation;

29° « mesures annuelles de correction » : mesures, pratiques et modes de gestion agronomiques favorables à une amélioration de la gestion de l'azote visant notamment, par une progression annuelle dans le cadre de la démarche qualité, à acquérir des APL et des bilans d'azote satisfaisants de manière durable;

30° « bilan d'azote » ou « bilan systémique d'azote » : mesure des flux d'azote entrant et sortant d'un système agricole (bilan de l'exploitation ou bilan de l'assolement); un bilan vise à comptabiliser toutes les entrées et les sorties d'azote du système agricole; la différence entre les entrées et les sorties constitue le solde du bilan qui correspond aux pertes d'azote dans l'environnement et à la variation du stock d'azote à l'intérieur de l'exploitation, notamment sous forme d'humus; parmi les pertes d'azote dans l'environnement, on distingue :

— la « lixiviation » : perte d'azote sous forme de nitrate (NO_3^-) entraîné hors de la zone racinaire par le mouvement de l'eau de percolation;

— la « dénitrification » : pertes d'azote gazeux sous forme N_2 et N_2O ;

— la « volatilisation » : perte d'azote sous forme d'ammoniac (NH_3);

— le « ruissellement » : perte d'azote entraînant les éléments fertilisants par écoulement de surface hors de la zone de stockage ou d'épandage;

31° « culture piège à nitrate » : couvert végétal ne contenant aucune légumineuse destiné à limiter, par absorption racinaire, la lixiviation de nitrate vers le sous-sol au cours des saisons automnale et hivernale sur des terres arables destinées à recevoir une culture de printemps; Ce couvert est implanté dès que possible après la récolte précédente et recouvre le sol de manière satisfaisante (75 % de recouvrement du sol au moins à un moment donné de sa croissance, sauf dans le cas de circonstances météorologiques exceptionnelles);

32° « année » : l'année calendrier.

Art. 2. Le présent arrêté vise à :

1° réduire la pollution des eaux provoquée ou induite par le nitrate à partir de sources agricoles;

2° prévenir toute nouvelle pollution de ce type;

3° favoriser une gestion durable de l'azote et de l'humus des sols en agriculture.

CHAPITRE II. — Zones vulnérables et zones soumises à des contraintes environnementales particulières

Art. 3. Afin de protéger les eaux contre la pollution par le nitrate, le Ministre désigne, sur le territoire de la Région wallonne, des zones vulnérables et des zones soumises à des contraintes environnementales particulières.

Section 1^{re}. — Zones vulnérables

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 4. Les zones vulnérables sont déterminées selon les critères suivants :

1° pour les eaux de surface qui contiennent ou risquent de contenir une concentration en nitrate supérieure à 50 milligrammes par litre si les mesures prévues à l'article 5 ne sont pas prises, ce sont les parties du territoire qui alimentent et qui contribuent à la pollution de ces eaux de surface par le nitrate;

2° pour les eaux souterraines qui contiennent ou risquent de contenir une concentration en nitrate supérieure à 50 milligrammes par litre si les mesures prévues à l'article 5 ne sont pas prises, ce sont les parties du territoire qui alimentent et qui contribuent à la pollution de ces eaux souterraines par le nitrate;

3° pour les lacs naturels d'eau douce et les autres masses d'eau douce qui ont subi ou qui risquent de subir dans un avenir proche une eutrophisation si les mesures prévues à l'article 5 ne sont pas prises, ce sont les parties du territoire qui alimentent et qui contribuent à la pollution de ces lacs naturels et autres masses d'eau douce par le nitrate.

Dans l'application des critères visés à l'alinéa 1^{er}, le Ministre tient également compte :

- a) des caractéristiques physiques et environnementales des eaux, des sols et des sous-sols;
- b) des connaissances actuelles concernant le comportement des composés azotés dans les eaux, les sols et les sous-sols;
- c) des connaissances actuelles concernant l'incidence des mesures prises conformément à l'article 5.

Sous-section 2. — Programme d'action

Art. 5. § 1^{er}. Le programme d'action s'applique aux exploitations et parties d'exploitation situées dans une zone vulnérable.

Il consiste au respect des conditions applicables à la gestion de l'azote en agriculture en zone vulnérable conformément aux articles 8 à 35.

§ 2. Le programme d'action est réexaminé et au besoin revu au moins tous les quatre ans. Lors de ces révisions, effectuées conformément à l'article 40 du présent arrêté, des programmes différents peuvent être établis pour diverses zones vulnérables ou pour parties de celles-ci.

§ 3. Pour chaque zone vulnérable, le Ministre établit un tableau de bord du programme d'action, destiné à évaluer son efficacité.

Ce tableau de bord reprend notamment les éléments suivants :

- 1) le contexte et les caractéristiques générales de la zone;
- 2) les caractéristiques et pratiques agricoles de la zone;
- 3) le stockage et la manutention des fertilisants;
- 4) les modalités d'épandage des fertilisants;
- 5) les taux de liaison au sol des exploitations;
- 6) les contrats de valorisation et les flux de fertilisants;
- 7) la démarche qualité;
- 8) l'encadrement, la coordination et la surveillance;
- 9) l'azote potentiellement lessivable, l'évolution de la pollution des eaux par le nitrate et l'eutrophisation.

Section 2. — Zones soumises à des contraintes environnementales particulières

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 6. Le Ministre peut désigner des zones soumises à des contraintes environnementales particulières lorsque ces zones risquent de répondre aux critères visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, mais pour lesquelles les mesures visées à l'article 5, § 1^{er}, ne sont pas les plus pertinentes en raison d'éléments contenus dans l'article 4, deuxième alinéa, notamment :

- 1) des périodes de végétation longues;
- 2) des cultures à forte absorption d'azote;
- 3) des précipitations nettes élevées dans la zone;
- 4) des sols présentant une capacité de dénitrification exceptionnellement élevée;

et pour lesquelles un programme de mesures spécifiques à la gestion de l'azote en agriculture est appliqué pour autant qu'il ne compromette pas la réalisation des objectifs visés à l'article 2.

Sous-section 2. — Programme de mesures spécifiques à la gestion de l'azote en agriculture

Art. 7. § 1^{er}. Le programme de mesures spécifiques s'applique aux exploitations et parties d'exploitation situées dans une zone soumise à des contraintes environnementales particulières.

Il consiste au respect des conditions applicables à la gestion de l'azote en agriculture en zones soumises à des contraintes environnementales particulières conformément aux articles 8 à 35.

§ 2. Le programme de mesures spécifiques est réexaminé et au besoin revu au moins tous les quatre ans. Lors de ces révisions, effectuées conformément à l'article 40 du présent arrêté, des programmes différents peuvent être établis pour diverses zones soumises à des contraintes environnementales particulières ou pour parties de celles-ci.

§ 3. Pour chaque zone soumise à des contraintes environnementales particulières, le Ministre établit un tableau de bord du programme de mesures spécifiques, destiné à évaluer son efficacité.

Ce tableau de bord reprend notamment les éléments suivants :

- 1) le contexte et les caractéristiques générales de la zone;
- 2) les caractéristiques et pratiques agricoles de la zone;
- 3) le stockage et la manutention des fertilisants;
- 4) les modalités d'épandage des fertilisants;
- 5) les taux de liaison au sol des exploitations;
- 6) les contrats de valorisation et les flux de fertilisants;
- 7) la démarche qualité;
- 8) l'encadrement, la coordination et la surveillance;
- 9) l'azote potentiellement lessivable, l'évolution de la pollution des eaux par le nitrate et l'eutrophisation.

CHAPITRE III. — Conditions applicables à la gestion de l'azote en agriculture

Section 1^{re}. — Stockage et manutention des fertilisants, des effluents d'élevage, des matières végétales et des jus d'écoulement en Région wallonne

Art. 8. Tout rejet direct de fertilisants et de jus d'écoulement dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface est interdit.

Art. 9. Les jus d'écoulement éventuels issus des matières végétales stockées ne peuvent atteindre ni les égouts ni les eaux souterraines ou de surface et doivent être soit stockés, soit recueillis par un dispositif absorbant.

Art. 10. A défaut d'infrastructures de stockage installées au champ conformément à l'article 12, le stockage des fumiers au champ répond aux conditions suivantes :

1° le fumier doit être sec afin de limiter la production de jus;

2° toute aire de stockage du fumier doit être évacuée au terme d'une période maximale d'une année;

3° le stockage de fumier est interdit sur une aire ayant été évacuée depuis moins d'une année, et à moins de 10 mètres des limites extérieures de l'aire précédente;

4° aucun dépôt de fumier au champ ne peut être implanté au point bas d'un creux topographique ni à moins de 10 mètres d'une eau de surface, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre ou d'un point d'entrée d'égout public;

le ruissellement éventuel de jus issu de ce dépôt ne pourra atteindre une eau de surface, un ouvrage de prise d'eau, un piézomètre ou un point d'entrée d'un égout public.

Art. 11. A défaut d'infrastructures de stockage installées au champ conformément à l'article 13, le stockage des effluents de volailles au champ répond aux conditions suivantes :

1° le stockage au champ des effluents de volaille caractérisés par une teneur en matière sèche inférieure à 55 % est interdit;

2° toute aire de stockage de fumier de volailles caractérisé par une teneur en matière sèche de 55 % au moins et par une teneur en litière suffisante doit être évacuée au terme d'une période maximale de neuf mois;

3° toute aire de stockage de fiente de volailles caractérisée par une teneur en matière sèche de 55 % au moins doit être évacuée au terme d'une période maximale de trois mois;

4° le stockage des effluents de volaille est interdit sur une aire ayant été évacuée depuis moins d'une année et à moins de 10 mètres des limites extérieures de l'aire précédente;

5° aucun dépôt d'effluents de volaille au champ ne peut être implanté au point bas d'un creux topographique ni à moins de 10 mètres d'une eau de surface, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre ou d'un point d'entrée d'égout public; le ruissellement éventuel de jus issu de ce dépôt ne pourra atteindre une eau de surface, un ouvrage de prise d'eau, un piézomètre ou un point d'entrée d'un égout public.

Art. 12. § 1^{er}. Le stockage des fumiers à la ferme s'effectue sur une fumière bétonnée étanche de surface suffisante, pourvue d'un réservoir de capacité suffisante, étanche et sans trop-plein destiné à la récolte ou à la rétention des jus d'écoulement. Le stockage des fumiers au champ peut également s'effectuer sur fumière.

§ 2. A aucun moment, plus de 3 m³ de fumier par m² de fumière ne peuvent être stockés.

§ 3. Lorsque la fumière est entièrement couverte, la surface de stockage nécessaire peut être réduite d'un quart de manière telle qu'à aucun moment, plus de 4 m³ de fumier par m² de fumière n'y soient stockés.

§ 4. Le dimensionnement de la surface de la fumière est établi sur la base des données reprises au tableau de l'annexe I^{er}.

§ 5. Pour la récolte des jus d'écoulement de fumières, une capacité de 220 litres par m² de fumière est requise si l'aire n'est pas entièrement couverte. Cette capacité peut être réduite à 150 litres par m² s'il existe une récupération des purins dans l'étable conforme à l'article 14.

§ 6. Les aires de stockage du fumier et les réservoirs de récolte des jus d'écoulement de ces fumières sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.

§ 7. Le dimensionnement fixé aux paragraphes 4 et 5 peut être modifié sur demande écrite et motivée de l'agriculteur concerné. Cette demande doit être introduite par lettre recommandée à l'Administration de l'Agriculture.

Cette demande de modification doit reposer sur les conditions climatiques locales, sur la composition et la taille du cheptel, sur les types de stabulations, sur les types de fumiers produits, sur la manutention du fumier, sur son éventuelle transformation et sur le recours éventuel à des déversoirs d'orage, des procédés d'épuration des jus d'écoulement ou au stockage au champ.

L'Administration de l'Agriculture envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où elle reçoit la demande en application de l'alinéa 1^{er}. Elle examine celle-ci et prend une décision motivée sur base des critères mentionnés à l'alinéa 2 dans les trois mois de la notification de la décision déclarant le dossier complet.

A défaut de recevoir la décision de l'Administration de l'Agriculture endéans le délai de trois mois visé à l'alinéa 3, le demandeur peut inviter, par lettre recommandée, le Ministre de l'Agriculture à statuer sur sa demande.

Le demandeur joint à sa lettre une copie du dossier qu'il a adressé initialement à l'Administration de l'Agriculture.

Dans les trois mois de sa saisine, le Ministre de l'Agriculture envoie sa décision au demandeur par lettre recommandée. L'absence de décision envoyée dans ce délai équivaut à une décision de refus.

§ 8. Les fumiers mous ne peuvent être stockés sur fumière que s'ils y sont associés à un fumier sec ou à un autre composant permettant l'obtention d'un taux de matière sèche supérieur ou égal à 15 %. Pour les fumiers mous non stockés sur fumière, un dispositif de séparation et de stockage des phases liquide et solide doit être prévu avec les volumes requis.

Art. 13. § 1^{er}. Le stockage des effluents de volaille à la ferme s'effectue sur une aire bétonnée étanche de surface suffisante. Cette aire de stockage doit être pourvue d'un réservoir de capacité suffisante, étanche et sans trop-plein destiné à la récolte ou à la rétention des jus d'écoulement. Le stockage des effluents de volaille au champ peut également s'effectuer sur une telle aire.

§ 2. Dans le cas de stockage de fientes humides de volailles, l'aire de stockage doit être entièrement couverte.

§ 3. A aucun moment, plus de 3 m³ d'effluents de volaille par m² d'aire de stockage ne peuvent être stockés.

§ 4. Lorsque l'aire de stockage est entièrement couverte, la surface de stockage nécessaire peut être réduite d'un quart de manière telle qu'à aucun moment, plus de 4 m³ d'effluents de volaille par m² d'aire de stockage n'y soient stockés.

§ 5. Le dimensionnement de la surface de l'aire de stockage est établi sur la base des données reprises au tableau de l'annexe I^{re}.

§ 6. Pour la récolte des jus d'écoulement des aires de stockage, une capacité de 220 litres par m² d'aire de stockage est requise si l'aire n'est pas entièrement couverte.

§ 7. Les aires de stockage des effluents de volailles et les réservoirs de récolte des jus d'écoulement de ces aires sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.

§ 8. Le dimensionnement fixé aux paragraphes 5 et 6 peut être modifié sur demande écrite et motivée de l'agriculteur concerné. Cette demande doit être introduite par lettre recommandée à l'Administration de l'Agriculture.

Cette demande de modification doit reposer sur les conditions climatiques locales, sur la composition et la taille du cheptel, sur les types de logements des animaux, sur les types d'effluents produits, sur leur manutention, sur leur éventuelle transformation et sur le recours éventuel à des déversoirs d'orage, des procédés d'épuration des jus d'écoulement ou au stockage au champ.

L'Administration de l'Agriculture envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où elle reçoit la demande en application de l'alinéa 1^{er}. Elle examine celle-ci et prend une décision motivée sur base des critères mentionnés à l'alinéa 2 dans les trois mois de la notification de la décision déclarant le dossier complet.

A défaut de recevoir la décision de l'Administration de l'Agriculture endéans le délai de trois mois visé à l'alinéa 3, le demandeur peut inviter, par lettre recommandée, le Ministre de l'Agriculture à statuer sur sa demande.

Le demandeur joint à sa lettre une copie du dossier qu'il a adressé initialement à l'Administration de l'Agriculture.

Dans les trois mois de sa saisine, le Ministre de l'Agriculture envoie sa décision au demandeur par lettre recommandée. L'absence de décision envoyée dans ce délai équivaut à une décision de refus.

Art. 14. § 1^{er}. Le stockage des lisiers et des purins répond aux conditions suivantes :

1° le stockage s'effectue dans des infrastructures de capacité suffisante, étanches et dépourvues de trop-plein de sorte qu'il n'y ait pas d'écoulement vers le milieu extérieur;

2° les infrastructures de stockage sont aménagées de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture;

3° afin de pouvoir respecter aisément les périodes d'épandage visées à l'article 19, les infrastructures destinées au stockage des lisiers et des purins doivent permettre le stockage pendant six mois au moins.

§ 2. Le dimensionnement de ces infrastructures est déterminé sur la base des données reprises dans le tableau de l'annexe I^{re}.

§ 3. Le dimensionnement fixé au paragraphe précédent peut être modifié sur demande écrite et motivée de l'agriculteur concerné. Cette demande doit être introduite par lettre recommandée à l'Administration de l'Agriculture.

Cette demande de modification doit reposer sur les conditions climatiques locales, sur la composition et la taille du cheptel, sur les types de logements des animaux, sur les types d'effluents produits, sur leur manutention et sur leur éventuelle transformation.

L'Administration de l'Agriculture envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où il reçoit la demande en application de l'alinéa 1^{er}. Elle examine celle-ci et prend une décision motivée sur base des critères mentionnés à l'alinéa 2 dans les trois mois de la notification de la décision déclarant le dossier complet.

A défaut de recevoir la décision de l'Administration de l'Agriculture endéans le délai de trois mois visé à l'alinéa 3, le demandeur peut inviter, par lettre recommandée, le Ministre de l'Agriculture à statuer sur sa demande.

Le demandeur joint à sa lettre une copie du dossier qu'il a adressé initialement à l'Administration de l'Agriculture.

Dans les trois mois de sa saisine, le Ministre de l'Agriculture envoie sa décision au demandeur par lettre recommandée. L'absence de décision envoyée dans ce délai équivaut à une décision de refus.

Art. 15. § 1^{er}. L'étanchéité de toute infrastructure de stockage visée par le présent arrêté et dont la construction débute après sa parution au *Moniteur belge* doit être rendue aisément et constamment vérifiable par des systèmes adéquats.

§ 2. Les articles 12, 13 et 14 ne s'appliquent pas aux exploitations non classées en vertu de la réglementation relative au permis d'environnement.

Section 2. — Epannage des fertilisants

Art. 16. L'épandage de fertilisants organiques est interdit :

- 1° sur sol enneigé;
- 2° sur sol saturé en eau; la saturation du sol en eau est réputée atteinte lorsque de l'eau stagne dans la zone d'épandage ou ruisselle en dehors de celle-ci;
- 3° à moins de 4 mètres d'une eau de surface;
- 4° sur une culture pure de légumineuses (Fabacées);
- 5° pendant l'interculture qui précède ou suit une culture de légumineuses; sauf, dans ce dernier cas, si l'épandage fait l'objet d'un conseil de fertilisation établi sur la base de profils azotés.

Art. 17. L'épandage de fertilisants organiques à action rapide est interdit :

- 1° sur un sol dont le gel empêche l'incorporation;
- 2° sur terre non couverte de végétation, quelle qu'en soit la pente, sauf si l'effluent est incorporé au sol le jour même de son application;

Art. 18. § 1^{er}. L'épandage se fait au moyen d'un matériel adéquat et en bon état de marche.

§ 2. En vue d'atteindre les objectifs visés à l'article 2, le Gouvernement peut fixer des conditions spécifiques d'épandage des fertilisants minéraux.

Art. 19. Les périodes d'épandage, telles que présentées à l'annexe II, sont réglementées, de la manière suivante, selon les types de fertilisants.

I. en ce qui concerne les fertilisants organiques à action rapide

L'épandage de fertilisants organiques à action rapide sur terres arables est interdit du 1^{er} octobre au 28 février.

Du 1^{er} juillet au 30 septembre, l'épandage de fertilisants organiques à action rapide sur terres arables est uniquement autorisé sur des parcelles destinées à recevoir une culture d'hiver implantée à l'automne ou une culture "piège à nitrate" implantée avant le 15 septembre et détruite après le 30 novembre, jusqu'à concurrence de 210 kg d'azote par hectare; et, après récolte d'une culture à pailles, sur des parcelles non destinées à recevoir une culture d'hiver ou une culture "piège à nitrate", jusqu'à concurrence de 80 kg d'azote par hectare, à condition que la totalité des pailles soit incorporée.

L'épandage de fertilisants organiques à action rapide sur prairies est interdit du 1^{er} septembre au 30 novembre, à l'exception des restitutions au sol par les animaux au pâturage.

II. en ce qui concerne les fertilisants organiques à action lente sur terres arables

Du 1^{er} juillet au 30 septembre, l'épandage de fertilisants organiques à action lente est uniquement autorisé sur des parcelles destinées à recevoir une culture d'hiver implantée à l'automne ou une culture "piège à nitrate" implantée avant le 15 septembre et détruite après le 30 novembre, jusqu'à concurrence de 210 kg d'azote par hectare; et, après récolte d'une culture à pailles, sur des parcelles non destinées à recevoir une culture d'hiver ou une culture "piège à nitrate", jusqu'à concurrence de 80 kg d'azote par hectare, à condition que la totalité des pailles soit incorporée.

III. En ce qui concerne l'épandage de fertilisants minéraux

L'épandage de fertilisants minéraux est interdit du 1^{er} novembre au 31 janvier.

Section 3. — Quantités maximales d'azote épandable

Art. 20. L'épandage de fertilisants n'est autorisé que pour couvrir les besoins physiologiques en azote des végétaux en veillant à limiter les pertes d'éléments nutritifs.

Art. 21. En prairie, l'apport azoté total ne peut jamais dépasser, sur une année, 350 kg par hectare, en ce compris les restitutions au sol par les animaux au pâturage.

Art. 22. L'apport de fertilisants minéraux sur terre arable est limité de telle manière qu'en tenant compte des apports azotés des fertilisants organiques, la quantité d'azote total apportée, sur une année, ne dépasse pas, en moyenne sur l'exploitation, 250 kg par hectare de terre arable.

Art. 23. Selon le type de culture, la somme des apports effectués sur la culture en végétation et avant celle-ci depuis la récolte précédente ne peut dépasser par hectare les valeurs mentionnées au tableau de l'annexe III.

Art. 24. § 1^{er}. Dans les zones vulnérables et dans les zones soumises à des contraintes environnementales particulières, sur une année, les apports d'azote organique sur les superficies concernées de l'exploitation ne peuvent dépasser une moyenne de 80 kg par hectare de terre arable et une moyenne de 210 kg par hectare de prairie, restitutions au sol par les animaux au pâturage comprises.

Ces moyennes constituant les valeurs maximales de base d'azote organique épandable dans ces zones (on note : VBA/VBP = 80/210).

§ 2. Hors des zones visées au § 1^{er}, sur une année, les apports d'azote organique sur les superficies concernées de l'exploitation ne peuvent dépasser une moyenne de 120 kg par hectare de terre arable et une moyenne de 210 kg par hectare de prairie, restitutions au sol par les animaux au pâturage comprises.

Ces moyennes constituant les valeurs maximales de base d'azote organique épandable hors des zones visées au § 1^{er} (on note : VBA/VBP = 120/210).

§ 3. Les valeurs maximales d'azote organique épandable en moyenne sur les terres arables et les prairies, sont reprises dans le tableau figurant à l'annexe IV.

Art. 25. Sur une parcelle donnée, les fertilisants organiques sont épandus dans des proportions telles que sur trois années successives au cours desquelles cette parcelle est exploitée soit en terre arable, soit en prairie, la moyenne des apports d'azote organique ne dépasse pas, sur une année :

1° dans les zones vulnérables et les zones soumises à des contraintes environnementales particulières :

a) 80 kg Norg. par hectare de terre arable;

b) 210 kg Norg. par hectare de prairie, restitutions au sol par les animaux au pâturage comprises;

2° hors des zones visées en 1° :

a) 120 kg Norg. par hectare de terre arable;

b) 210 kg Norg. par hectare de prairie, restitutions au sol par les animaux au pâturage comprises.

Art. 26. L'apport maximum d'azote organique par parcelle de terre arable, sur une année, est fixé à 210 kg Norg. par hectare.

Section 4. — Taux de liaison au sol

Art. 27. § 1^{er}. Le taux de liaison au sol de base de l'exploitation (LS1 ou LS-Base) est calculé selon la formule suivante :

$$\text{Azote organique produit (kgNorg.)} + \text{Azote organique importé (kgNorg.)}$$

$$\text{LS-Base} =$$

superficie de prairies de l'exploitation (ha) X VBP (kgNorg./ha) +

superficie de terres arables de l'exploitation (ha) X VBA (kgNorg./ha)

où au dénominateur, la superficie de chaque parcelle est multipliée par la VB qui lui est propre, selon que la parcelle est située ou non en zone vulnérable ou en zone soumise à des contraintes environnementales particulières.

§ 2. Au moins annuellement et sur base des données disponibles les plus récentes, l'Administration avise par écrit les agriculteurs de la valeur du LS1 de leur exploitation.

§ 3. Aussi longtemps que l'exploitation présente un LS1 supérieur à l'unité, l'agriculteur est tenu d'opter pour l'une des options suivantes. Il reste cependant libre de modifier son choix après s'être engagé dans l'une des options suivantes :

— soit conclure un ou des contrats de valorisation conformément aux articles 28 et 29;

— soit s'engager en démarche qualité conformément aux articles 30 à 35.

§ 4. Toute cessation d'activité ou modification des conditions d'exploitation ou tout autre changement ou évolution, dépendant ou indépendant de la volonté de l'agriculteur, entraînant ou risquant d'entraîner un basculement du LS1 sous ou au-delà de la valeur unitaire et le non-respect des obligations prévues au §3, ainsi qu'une modification de choix en vertu du § 3 doit être signalé à l'Administration par l'agriculteur et par lettre recommandée au plus tard 1 mois avant que ces changements n'interviennent ou *dans le mois où* ils interviennent s'ils n'étaient pas prévisibles.

Section 5. — Contrats de valorisation

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 28. § 1^{er}. L'agriculteur peut souscrire des contrats de valorisation avec des tiers afin de se conformer à l'article 27, § 3, pour autant que le taux de liaison au sol de son exploitation avec contrats de valorisation (LS2 ou LS-Contrats) reste inférieur ou égal à l'unité. Les contrats doivent porter sur une durée minimale d'un an.

§ 2. Le taux de liaison au sol de l'exploitation avec contrats de valorisation se calcule selon la formule suivante :

$$\text{Azote organique produit (kgNorg.)} + \text{Azote organique importé (kgNorg.)} - \text{Azote organique exporté (kgNorg.)}$$

$$\text{LS-Contrats} =$$

superficie de prairies de l'exploitation (ha) X VBP (kgNorg./ha) +

superficie de terres arables de l'exploitation (ha) X VBA (kgNorg./ha)

où au dénominateur, la superficie de chaque parcelle est multipliée par la VB qui lui est propre, selon que la parcelle est située ou non en zone vulnérable ou en zone soumise à des contraintes environnementales particulières.

§ 3. Au moins annuellement et sur base des données disponibles les plus récentes, l'Administration avise par écrit les agriculteurs concernés de la valeur du LS2 de leur exploitation.

§ 4. Les agriculteurs inscrits en démarche qualité, conformément aux *articles 30 à 35*, ne peuvent établir, en tant que receveurs, des contrats de valorisation qu'avec d'autres agriculteurs également inscrits en démarche qualité.

§ 5. Les contrats de valorisation comprennent au moins les modalités de mise en œuvre suivantes :

a) l'engagement des contractants à respecter toutes les prescriptions les concernant en matière de gestion de l'azote;

b) la quantité d'azote organique concernée par le contrat (et son équivalent en quantités de fertilisants organiques), ainsi que la durée du contrat;

c) les modalités prévues en cas de rupture du contrat, de non respect de celui-ci ou de litige entre les parties;

d) la tenue à jour et la mise à disposition de l'Administration, pour le 30 avril de chaque année, par les contractants, d'une comptabilité de transfert ou d'une comptabilité de pâturage pour la campagne écoulée. La comptabilité de transfert et la comptabilité de pâturage feront l'objet d'un document signé par les parties engagées dans le(s) contrat(s) et contiendront des informations relatives aux transferts effectués.

§ 6. Le Ministre peut préciser les modalités de mise en œuvre des contrats de valorisation.

§ 7. Chaque contrat de valorisation est établi en trois exemplaires, l'un pour l'agriculteur, l'autre pour le tiers, et le troisième pour l'Administration, transmis à celle-ci par le cédant au plus tard un mois après sa signature.

Sous-section 2. — L'engagement à exporter de l'azote organique par contrats de valorisation

Art. 29. § 1^{er}. L'agriculteur qui désire s'engager à souscrire des contrats de valorisation avec des tiers afin de se conformer à l'article 27, § 3, doit faire une déclaration en ce sens auprès de l'Administration.

Par cette déclaration, l'agriculteur s'engage à respecter les prescrits de l'article 28. Cette déclaration est établie au moyen du formulaire établi par le Ministre, dûment complété par l'agriculteur. Elle est datée et signée par l'agriculteur.

Elle est envoyée à l'Administration par lettre recommandée.

§ 2. L'agriculteur est engagé à exporter de l'azote organique par contrats de valorisation à la date d'envoi de sa déclaration.

§ 3. Cet engagement s'étend sur une période de 4 ans reconductible prenant cours à partir de l'engagement de l'agriculteur.

§ 4. Cet engagement est reconduit au terme de 4 ans, sauf si cette reconduction n'est pas envisagée en application de l'article 27, § 4.

Section 4. — Démarche qualité

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 30. § 1^{er}. Lorsque le taux de liaison au sol interne à l'exploitation (LS3 ou LS-Interne) est supérieur ou égal à l'unité, l'agriculteur dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne peut s'engager dans une démarche de qualité. Il peut alors déroger aux obligations visées aux articles 24 et 25.

§ 2. La démarche qualité a pour objectif de gérer le risque environnemental de l'activité agricole en ce qui concerne la pollution des eaux par le nitrate. Elle consiste en un engagement de l'agriculteur ou d'un groupe d'agriculteurs à respecter les obligations et le protocole mentionnés aux articles 33 et 34.

Cette démarche s'étend sur une période de quatre ans reconductible prenant cours à partir de l'engagement de l'agriculteur en démarche qualité.

§ 3. Le taux de liaison au sol interne à l'exploitation est calculé selon la formule suivante :

Azote organique produit (kgNorg.)

LS-Interne =

superficie de prairies de l'exploitation (ha) X VBP (kgNorg./ha) +

superficie de terres arables de l'exploitation (ha) X VBA (kgNorg./ha)

où au dénominateur, la superficie de chaque parcelle est multipliée par la VB qui lui est propre, selon que la parcelle est située ou non en zone vulnérable ou en zone soumise à des contraintes environnementales particulières.

§ 4. Au moins annuellement et sur base des données disponibles les plus récentes, l'Administration avise par écrit les agriculteurs concernés de la valeur du LS3 de leur exploitation.

Sous-section 2. — La déclaration d'engagement en démarche qualité

Art. 31. § 1^{er}. L'agriculteur qui désire s'engager en démarche qualité doit faire une déclaration en ce sens auprès de l'Administration.

Par cette déclaration, l'agriculteur s'engage à respecter les prescrits de l'article 33. Cette déclaration est datée et signée par l'agriculteur. Elle est soumise pour visa à la structure d'encadrement définie à l'article 39, §§ 2 et 3.

Elle est envoyée à l'Administration par lettre recommandée.

§ 2. La déclaration est irrecevable :

— si elle n'a pas été envoyée par lettre recommandée;

— si elle n'est pas signée et datée;

— si elle n'a pas été visée par la structure d'encadrement;

— si elle n'est pas établie en application de l'article 30, § 1^{er};

— si l'agriculteur s'est vu, en vertu de l'article 33, § 6, dans l'interdiction de poursuivre une démarche qualité antérieure dans un délai inférieur à quatre ans;

— si dans le cadre d'une démarche qualité antérieure, le bilan final de l'agriculteur a été désapprouvé par l'Administration dans un délai inférieur à quatre ans.

Si la déclaration est irrecevable, l'Administration envoie à l'agriculteur une décision mentionnant les motifs de l'irrecevabilité dans les trois mois à compter de la date de réception de la déclaration.

A défaut de décision prise endéans ce délai, l'Administration est présumée avoir conclu à la recevabilité de la déclaration.

§ 3. Sur base d'une déclaration motivée, l'Administration peut autoriser l'accès à la démarche qualité à des agriculteurs dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne et pour laquelle le LS3 est inférieur à l'unité.

Dans l'octroi de ces autorisations individuelles, l'Administration tient compte des particularités de l'agriculture biologique, ainsi que des caractéristiques locales de l'agriculture, et particulièrement de l'intérêt que revêt cette autorisation pour d'autres agriculteurs dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne et qui cherchent à exporter leurs propres excédents d'effluents d'élevage.

§ 4. L'agriculteur est engagé en démarche à la date d'envoi de sa déclaration si celle-ci n'a pas été déclarée irrecevable conformément au § 2.

Sous-section 3. — Valeurs maximales dérogatoires octroyées aux agriculteurs engagés en démarche qualité

Art. 32. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 24 et 25, dans les zones soumises à des contraintes environnementales particulières, les valeurs maximales dérogatoires correspondent selon le type de culture à la somme des apports effectués sur la culture en végétation et avant celle-ci depuis la récolte précédente conformément aux valeurs mentionnées au tableau de l'annexe III.

§ 2. Par dérogation à l'article 24, en dehors des zones soumises à des contraintes environnementales particulières, les valeurs maximales dérogatoires d'azote organique épandable remplacent les valeurs de base d'azote organique épandable sur les superficies concernées de l'exploitation et valent :

- 1) en moyenne par hectare de terre arable (VDA) : 130 kg Norg./ha.an;
- 2) en moyenne par hectare de prairie (VDP) : 250 kg Norg./ha.an, restitutions au sol par les animaux au pâturage comprises.

Sur la base de ces valeurs, le résultat de la fraction suivante doit être impérativement inférieur ou égal à l'unité :

$$\frac{\text{Azote organique produit (kgNorg.)} + \text{Azote organique importé (kgNorg.)} - \text{Azote organique exporté (kgNorg.)}}{\text{LS-Dérogatoire}} =$$

$$\frac{\text{superficie de prairies de l'exploitation (ha)} \times \text{VDP (kgNorg./ha)} + \text{superficie de terres arables de l'exploitation (ha)} \times \text{VDA (kgNorg./ha)}}{\text{ou au dénominateur, les superficies de l'exploitation situées en zone soumises à des contraintes environnementales particulières ne sont pas comptabilisées.}}$$

Pour le calcul de cette formule la part de l'azote organique produit et de l'azote organique importé épandue sur des parcelles situées en zone soumise à des contraintes environnementales particulières, restitutions au sol par les animaux au pâturage comprises, est considérée comme de l'azote organique exporté.

Cette fraction est appelée « taux de Liaison au Sol dérogatoire de l'exploitation » (LS4 ou LS-Dérogatoire).

§ 3. Toutefois, les agriculteurs ne pourront pas dépasser 210 kg Norg./ha.an de moyenne sur la superficie de l'exploitation située en zone vulnérable. Cette condition se traduit par le fait que le résultat de la fraction suivante (LS5 ou LS-Zone Vulnérable) doit impérativement être inférieur ou égal à l'unité :

$$\frac{\text{Azote organique produit (kgNorg.)} + \text{Azote organique importé (kgNorg.)} - \text{Azote organique exporté (kgNorg.)}}{\text{LS-Zone Vulnérable}} =$$

$$\frac{\text{Superficie de l'exploitation située en ZV (ha)} \times 210 \text{ (kgNorg./ha)}}{\text{Pour le calcul de cette formule, la part de l'azote organique produit et de l'azote organique importé épandue sur des parcelles situées hors d'une zone vulnérable, restitutions au sol par les animaux au pâturage comprises, est considérée comme de l'azote organique exporté}}$$

§ 4. Au moins annuellement et sur base des données disponibles les plus récentes, l'Administration avise par écrit les agriculteurs concernés de la valeur du LS4 et du LS5 de leur exploitation.

§ 5. L'azote organique exporté ne sera comptabilisé comme tel que s'il fait l'objet de contrats de valorisation établis en bonne et due forme, conformément à l'article 28, §§ 4, 5 et 7 de l'arrêté.

§ 4. Par dérogation à l'article 25, dans les parcelles situées en dehors des zones soumises à des contraintes environnementales particulières, les fertilisants organiques sont épandus dans des proportions telles que sur trois années successives au cours desquelles cette parcelle est exploitée soit en terre arable d'une part, soit en prairie, d'autre part, la moyenne des apports d'azote organique sur une année ne dépasse pas 130 kg Norg. par hectare et par an sur terre arable et 250 kg Norg. par hectare et par an sur prairie, restitutions au sol par les animaux au pâturage comprises.

Sous-section 4. — Obligations à respecter dans le cadre de la démarche qualité

Art. 33. § 1^{er}. Les agriculteurs respectent les termes de base d'une collaboration avec la structure d'encadrement visée à l'article 39, §§ 2 et 3.

A ce titre, ils s'engagent à :

- a) travailler en pleine collaboration avec la structure d'encadrement;
- b) tenir à jour des "fiches de parcelles"; ces fiches comporteront, parcelle par parcelle, les informations nécessaires à l'établissement des flux d'azote y afférant, ainsi que les informations nécessaires au suivi et à la vérification du respect des obligations énoncées par le présent article; la structure d'encadrement peut aider les agriculteurs à remplir ces fiches de parcelles;

le Ministre peut établir le modèle des formulaires qui constituent les fiches de parcelles;

c) assurer une parfaite transparence sur les flux d'azote de son exploitation, ce qui implique la mise à disposition, pour consultation par la structure d'encadrement, des relevés de superficie, des contrats de valorisation, des "fiches de parcelles", des relevés de cheptel, des résultats de rendement des cultures, des étiquettes de sachets d'aliments ou d'engrais, des factures ou bordereaux de livraison relatifs aux achats et ventes de produits contenant de l'azote, ainsi que de toute information relative à d'autres transactions concernant l'azote ou à la gestion de l'azote au sens large;

d) mettre à disposition de la structure d'encadrement tous les documents relatifs aux résultats d'APL, aux LS individuels et aux contrats de valorisation, toute correspondance relative à ces sujets avec l'Administration et l'Administration de l'Agriculture, ainsi que toute autre information utile à l'accomplissement des missions de cette structure d'encadrement;

e) accepter que les données récoltées dans l'exploitation soient, après avoir été rendues anonymes, utilisées pour alimenter des bases de données destinées à la recherche, à la communication et à l'évaluation du programme de gestion durable de l'azote en agriculture.

§ 2. Les agriculteurs s'engagent également à laisser réaliser des profils azotés à chaque automne, dans un échantillon de leurs parcelles en vue d'acquiescer des APL satisfaisants de manière durable.

Chaque année, les résultats d'APL des agriculteurs inscrits en démarche qualité sont comparés par la structure d'encadrement aux valeurs d'APL de référence établies par le Ministre conformément à l'article 43 afin d'évaluer les performances de ces agriculteurs en matière de gestion de l'azote. Si les performances attendues ne sont pas atteintes, l'agriculteur appliquera, en accord avec la structure d'encadrement, conformément à l'article 34, § 1^{er}, des mesures favorables à une amélioration de la gestion de l'azote conformément au § 4 et, en particulier, la diminution des importations d'azote organique existantes.

Le Ministre fixe les conditions à respecter et les niveaux à atteindre pour que les APL soient considérés comme satisfaisants et durables, ainsi que les modalités d'échantillonnage et d'analyse des profils azotés.

§ 3. Les agriculteurs sont également tenus de veiller à la réalisation, chaque année, en concertation avec la structure d'encadrement, des bilans systémiques d'azote (un bilan de l'exploitation et un bilan de l'assolement) dans l'objectif d'acquérir des bilans systémiques d'azote satisfaisants de manière durable.

Chaque année, les résultats des bilans systémiques d'azote des agriculteurs inscrits en démarche qualité sont comparés par la structure d'encadrement à des valeurs de référence afin d'évaluer les performances de ces agriculteurs en matière de gestion de l'azote. Si les performances attendues ne sont pas atteintes, l'agriculteur appliquera, en accord avec la structure d'encadrement, conformément à l'article 34, § 1^{er}, des mesures favorables à une amélioration de la gestion de l'azote conformément au § 4 et, en particulier, la diminution des importations d'azote organique existantes.

Le Ministre fixe les valeurs de référence, les conditions à respecter et les niveaux à atteindre pour que les bilans systémiques d'azote soient considérés comme satisfaisants et durables.

Le Ministre peut fixer les modes de calcul des bilans systémiques d'azote.

Le Ministre peut dispenser les agriculteurs dont l'exploitation n'est pas située dans une zone vulnérable et/ou dans une zone soumise à des contraintes environnementales particulières et qui se sont engagés en démarche qualité, des obligations visées à ce paragraphe.

§ 4. En accord avec la structure d'encadrement, conformément à l'article 34, § 1^{er}, les agriculteurs appliquent des mesures, des pratiques et des modes de gestion agronomiques favorables à une amélioration de la gestion de l'azote, par paliers progressifs, dans l'objectif d'améliorer prioritairement les résultats d'APL visés au § 2, ainsi que les résultats de bilans d'azote visés au § 3.

Les modalités de mise en œuvre, ainsi que les niveaux d'application de référence pour ces mesures sont établis par le Ministre.

S'il s'avère à la lumière de l'expérience acquise que ces mesures ne sont pas adaptées pour atteindre efficacement les objectifs visés, le Ministre peut en modifier les modalités de mise en œuvre, ainsi que les niveaux d'application de référence. Dans cette même perspective, le Ministre peut annuler certaines de ces mesures et pratiques agronomiques ou en ajouter de nouvelles.

Dans le cadre de chaque démarche qualité individuelle, la structure d'encadrement peut également préconiser d'autres mesures si elle juge que celles-ci permettent d'atteindre plus efficacement les objectifs visés à l'alinéa premier.

§ 5. Les agriculteurs s'engagent enfin à respecter le protocole de réalisation de démarche qualité conformément à la sous-section V.

§ 6. Le non-respect des obligations établies en vertu du présent arrêté, constaté conformément à l'article 44, entraîne, dans le chef des agriculteurs, l'interdiction immédiate de poursuivre la démarche qualité et donc l'obligation immédiate d'appliquer les valeurs d'azote organique épandable visées aux articles 24 et 25.

Sous-Section 5. — Bilans de campagne écoulée, plans prévisionnels de campagne à venir, bilan final et reconduction de la démarche qualité

Art. 34. § 1^{er}. L'agriculteur établit, chaque année, en concertation avec la structure d'encadrement, un document comportant un bilan de la campagne écoulée et un plan prévisionnel pour la campagne à venir; le bilan de la campagne écoulée comporte l'évaluation des performances de l'agriculteur visées à l'article 33; sur la base du bilan de la campagne écoulée, le plan prévisionnel comporte la description des mesures visées à l'article 33 programmées pour la campagne à venir.

Pour être considéré comme valable, le document visé au premier alinéa doit être signé par l'agriculteur et signé pour accord par la structure d'encadrement, au plus tard pour le 31 mai de chaque année.

En cas de désaccord de la structure d'encadrement, celle-ci en réfère à l'Administration; l'article 44 est applicable.

Le Ministre peut établir le modèle des formulaires qui constituent le bilan de la campagne écoulée et le plan prévisionnel pour la campagne à venir.

§ 2. La démarche qualité est clôturée par l'établissement d'un bilan final par l'agriculteur en concertation avec la structure d'encadrement. Pour être considéré comme valable, ce bilan final doit être signé par l'agriculteur et signé pour accord par la structure d'encadrement. Il doit être transmis par l'agriculteur à l'Administration par lettre recommandée, au plus tard un mois après le terme des quatre ans de la démarche qualité.

En cas de désaccord de la structure d'encadrement, celle-ci en réfère à l'Administration; l'article 44 est applicable.

Ce bilan final établit dans quelle mesure les obligations visées à l'article 33 ont été respectées par l'agriculteur.

L'Administration examine le bilan final et prend une décision motivée quant à son approbation dans les trois mois qui suivent la date d'envoi de ce bilan final par l'agriculteur.

A défaut de décision prise endéans ce délai, l'Administration est présumée avoir approuvé le bilan final.

Si le bilan final est approuvé par l'Administration, la démarche qualité est reconduite, sauf si cette reconduction n'est pas envisagée en application de l'article 27, § 4.

Si le bilan final n'est pas approuvé par l'Administration, la démarche qualité n'est pas reconduite.

Le Ministre peut établir le modèle du formulaire qui constitue le bilan final.

§ 3. En cas de reconduction de la démarche qualité, le bilan final visé au § 2 constitue une base de travail de référence pour les campagnes à venir en vue d'une stabilisation ou d'une amélioration des performances.

Sous-section 6. — Engagement de groupes d'exploitations en démarche qualité

Art. 35. La démarche qualité peut être effectuée en groupe d'exploitations à condition qu'il y ait :

— un contrat réglant la collaboration entre les participants;

— une distance maximale entre les sièges d'exploitation;

— des preuves d'une collaboration préexistante telles que notamment des achats ou fournitures en commun, des échanges de terres, un partage de bâtiments, des contrats de valorisation, un lien de parenté ou la participation à une Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole.

Dans ce cas, le groupe d'exploitations est considéré comme une seule entité pour les divers aspects de la démarche qualité. Le Ministre peut fixer les conditions d'accès et de mise en œuvre collective de la démarche qualité.

CHAPITRE IV. — *Evaluation des quantités d'azote produites par animal, des teneurs en azote des effluents d'élevage et d'autres fertilisants*

Art. 36. § 1^{er}. Les quantités d'azote produites par animal et par un figurant à l'annexe V sont les valeurs utilisées pour le calcul de l'azote organique produit dans l'établissement des LS.

Toutefois, dans le cadre de la démarche qualité, le calcul de l'azote organique produit dans l'établissement des LS peut s'effectuer sur la base des volumes de production et des teneurs en azote des effluents d'élevage propres à l'exploitation, sur base d'une détermination précise, dûment justifiée et approuvée par la structure d'encadrement visée à l'article 39, §§ 2 et 3, lorsqu'il est tenu compte, notamment, de l'alimentation, de la composition et de la taille du cheptel, des types de logements des animaux, des types d'effluents produits, de leur manutention, ainsi que des résultats d'analyses régulières et représentatives des effluents.

§ 2. Les teneurs en azote des effluents d'élevage utilisées comme référence, notamment pour le calcul de l'azote organique importé et exporté dans l'établissement des LS, figurent à l'annexe VI. Toutefois, un agriculteur dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne peut justifier de valeurs différentes sur la base de résultats d'analyses régulières et représentatives des effluents dûment justifiées et approuvées par la structure d'encadrement visée à l'article 39, §§ 2 et 3.

§ 3. La teneur en azote d'autres fertilisants, si elle n'est pas garantie en vertu d'autres réglementations en vigueur, peut être fixée par l'Administration. Toutefois, un agriculteur dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne peut justifier de valeurs différentes sur la base de résultats d'analyses régulières et représentatives des fertilisants dûment justifiées et approuvées par la structure d'encadrement visée à l'article 39, §§ 2 et 3.

§ 4. L'Administration statue sur les volumes de production et les teneurs en azote proposés par l'agriculteur en application des §§ 1^{er}, 2 et 3, au plus tard au moment où elle avise l'agriculteur de la valeur de ses LS.

CHAPITRE V. — *Mise à disposition d'informations*

Art. 37. Tout agriculteur est tenu de transmettre, à la demande de l'Administration ou de l'Administration de l'Agriculture, les informations requises par le présent arrêté.

Cette information est transmise dans le mois suivant la demande de l'Administration ou de l'Administration de l'Agriculture.

L'article 45 est applicable en cas de non-respect du présent article.

CHAPITRE VI. — *Encadrement et coordination*

Art. 38. En vue de promouvoir une gestion durable de l'azote en agriculture, les Ministres organisent en Région wallonne un programme d'information en invitant notamment les agriculteurs à mettre en œuvre le code de bonnes pratiques agricoles.

Ils organisent également des campagnes de communication spécifiques aux zones vulnérables et aux zones soumises à des contraintes environnementales particulières.

Art. 39. § 1^{er}. Les Ministres organisent la coordination du dispositif et l'encadrement des agriculteurs dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne.

§ 2. A cette fin, ils confient, par convention, à un ou des organismes, rassemblés dans le présent arrêté sous le vocable « structure d'encadrement », des missions d'encadrement et de coordination.

La structure d'encadrement intervient en tout cas :

1° dans le cadre de la démarche de qualité conformément aux articles 31, 33 et 34;

2° dans le cadre de l'article 36.

La structure d'encadrement peut également aider les agriculteurs non inscrits en démarche qualité et dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne à gérer le risque environnemental de leur activité agricole en ce qui concerne la pollution des eaux par le nitrate.

§ 3. La structure d'encadrement agit en priorité dans les zones vulnérables et dans les zones soumises à des contraintes environnementales particulières.

CHAPITRE VII. — *Evaluation et surveillance*

Art. 40. S'il s'avère à la lumière de l'expérience acquise lors de la mise en œuvre d'un programme d'action en zone vulnérable ou d'un programme spécifique à la gestion de l'azote en agriculture en zone soumise à des contraintes environnementales particulières, que les mesures qu'il contient sont inadéquates ou ne suffisent pas à atteindre dans une zone considérée les objectifs visés à l'article 2, le Gouvernement prend toutes les mesures ou actions qu'il estime nécessaires.

Dans le choix de ces mesures ou actions, il est tenu compte de leur efficacité et de leur coût, par rapport à d'autres mesures envisageables.

Art. 41. § 1^{er}. Afin de désigner les zones vulnérables et les zones soumises à des contraintes environnementales particulières, d'en réviser la liste établie et d'évaluer l'efficacité des mesures générales des programmes y afférant, une surveillance générale de la teneur en nitrate dans les eaux, appelée "survey nitrate", est organisée par l'Administration de la façon suivante :

1° l'Administration établit un réseau de surveillance du nitrate dans les eaux de surface et dans les eaux souterraines qu'elle complète par les renseignements fournis par les producteurs d'eau;

2° les exploitants de prises d'eau souterraine potabilisable effectuent à la fréquence prévue au tableau repris en annexe VII, les analyses d'échantillons représentatifs de l'eau brute et portant sur les paramètres suivants : azote ammoniacal, nitrite et nitrate (résultats exprimés respectivement en mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ par litre); ils fournissent les résultats des analyses à l'Administration au moins tous les quadrimestres;

3° les exploitants de prises d'eau de surface potabilisable effectuent à la fréquence prévue en annexe VII, les analyses d'échantillons représentatifs de l'eau brute aux points de prélèvement et portant sur les paramètres suivants : azote ammoniacal, nitrite et nitrate (résultats exprimés respectivement en mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ par litre); ils fournissent les résultats des analyses à l'Administration au moins tous les quadrimestres.

§ 2. La liste des zones vulnérables et des zones soumises à des contraintes environnementales particulières est réexaminée au moins tous les quatre ans et au besoin révisée ou complétée, afin de tenir compte des changements et des facteurs imprévisibles au moment de la désignation précédente.

Art. 42. Les concentrations de nitrate dans les eaux sont mesurées par spectrophotométrie d'absorption moléculaire ou par toute autre méthode de mesure acceptée par l'Administration et permettant d'obtenir des résultats comparables.

Art. 43. Chaque année, le Ministre établit des valeurs de référence d'azote potentiellement lessivable (APL) permettant d'évaluer les incidences des actions entreprises et d'orienter les mesures mises en œuvre par les agriculteurs inscrits en démarche qualité en vue de lutter contre la pollution des eaux par le nitrate. Ces valeurs sont établies en se basant notamment sur les éléments suivants :

- 1° les conditions météorologiques ayant prévalu dans l'année,
- 2° les résultats de profils azotés distribués en un réseau de points représentatif appelé « survey surfaces agricoles ». Le Ministre peut fixer les modalités de mise en œuvre du « survey surfaces agricoles »;
- 3° le type de culture;
- 4° la localisation géographique et les conditions pédologiques.

Art. 44. L'Administration vérifie le respect des obligations qui incombent aux agriculteurs en vertu des articles 8 à 15, 16 à 19, 20 à 26, 27, § 3, 28 et 29 et 30 à 35 du présent arrêté.

En présence de doutes quant au non-respect de ces obligations, l'Administration en informe l'agriculteur par lettre recommandée motivée invitant l'agriculteur à répondre aux observations de l'administration. L'agriculteur répond à celle-ci dans un délai d'un mois. Dans un délai de trois mois à dater de la lettre recommandée précitée, l'Administration détermine s'il y a non-respect des obligations. Dans ce cas, l'article 45 est d'application.

Art. 45. Les dispositions du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables relatives à la surveillance, aux mesures de police administrative et aux sanctions pénales s'appliquent à l'exécution du présent arrêté.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 46. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 juillet 1991 réglementant les modalités d'épandage des effluents d'élevage;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Art. 47. §1^{er}. Les arrêtés ministériels désignant des territoires en zones vulnérables restent d'application malgré l'abrogation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

§ 2. Sans préjudice du § 1^{er}, le programme d'action visé à l'article 5 est mis en œuvre à partir de la date de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté ministériel désignant la zone vulnérable.

§ 3. Les mesures spécifiques à la gestion de l'azote en agriculture visées à l'article 7 sont mises en œuvre à partir de la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté ministériel désignant la zone soumise à des contraintes environnementales particulières.

Art. 48. Sans préjudice des articles 49 et 50, le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 49. § 1^{er}. Pour ce qui concerne les infrastructures de stockage existantes qui ne sont pas conformes aux articles 12 à 14 au jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et situées en zone vulnérable et en zone soumise à des contraintes environnementales particulières, les articles 12 à 14 et 19 entrent en vigueur :

1) le 1^{er} janvier 2004 pour toutes les exploitations considérées comme des établissements de classe 1 en vertu de la réglementation relative au permis d'environnement;

2) le 1^{er} janvier 2005 pour toutes les exploitations considérées comme des établissements de classe 2 en vertu de la réglementation relative au permis d'environnement;

3) le 1^{er} janvier 2006 pour toutes les exploitations considérées comme des établissements de classe 3 en vertu de la réglementation relative au permis d'environnement.

§ 2. Pour ce qui concerne les infrastructures de stockage existantes qui ne sont pas conformes aux articles 12 à 14 au jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et situées en dehors des zones vulnérables et des zones soumises à des contraintes environnementales particulières, les articles 12 à 14 et 19 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2007 pour toutes les exploitations considérées comme des établissements de classe 1, 2 et 3 en vertu de la réglementation relative au permis d'environnement.

§ 3. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, les articles 12 à 14 et 19 entrent en vigueur 9 années après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* pour ce qui concerne les infrastructures de stockage existantes qui ne sont pas conformes aux articles 12 à 14 au jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et appartenant à des agriculteurs ayant atteint l'âge de 56 ans à la date de parution du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 50. L'article 27, § 3, entre en vigueur un an après la publication du présent arrêté au *Moniteur Belge*.

Art. 51. Le Ministre est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 10 octobre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ANNEXE I^e

Tableau de correspondance de production d'effluents d'élevage

Volume moyen de production d'effluents par période de 6 mois							
CATEGORIE	CAILLEBOTIS ET GRILLES	STABULATION ENTRAVEE			STABULATION SEMI-PAILLEE		STABULATION PAILLEE
	Lisier	Fumier	Purin	Fumier	Lisier	Fumier	
	m ³ /animal/6 mois						
Bovins de moins de 6 mois	2,1	2,4	0,7	1,6	0,9	3,0	
Taurillons de 6 à 12 mois	3,7	4,3	0,9	2,1	0,9	4,5	
Taurillons de 1 à 2 ans	5,6	6,6	1,3	4,9	3,1	5,7	
Génisses de 6 à 12 mois	3,7	4,3	0,9	2,1	0,9	4,5	
Génisses de 1 à 2 ans	5,6	6,6	1,3	4,9	3,1	5,7	
Vaches allaitantes	8,7	9,4	2,4	6,3	4,2	11,7	
Vaches laitières	10,0	10,6	2,4	6,6	4,9	11,7	
Vaches de réforme	8,7	9,4	2,4	6,3	4,2	11,7	
Autres bovins de plus de 2 ans	8,7	9,4	2,4	6,3	4,2	11,7	

	CAILLEBOTIS	STABULATION PAILLEE AVEC RECOLTE DES URINES		STABULATION ENTIEREMENT PAILLEE
	Lisier	Fumier	Purin	Fumier
	m ³ /place/6 mois			
Porcelets (de 4 à 10 semaines)	0,4	0,4	0,1	0,4
Truies gestantes	2,5	1,8	1,0	2,7
Truies avec porcelets	3,0	2,8	1,3	4,6
Verrats	2,5	1,8	1,0	2,7
Porcs à l'engrais	1,0	1,2	0,4	1,5

	GRILLES	SUR LITIERE
	Lisier ou fientes	Fumier
	m ³ /1 000 animaux/6mois	
Poules reproductrices et poulettes	22,5	22,5
Poules pondeuses	34,5	27,0
Poulets de chair	21,0	15,0
Pintades		37,5
Oies		60,0
Canards	27,0	60,0
Dindes et dindons	45,0	66,0

	m ³ /animal/6 mois	
	Lisier	Fumier
Lapins (100 mères)	22,5	
Ovins et caprins de moins d'un an		0,4
de plus d'un an		0,9
Equins		6,1

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture.

Namur, le 10 octobre 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET












Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,




J. HAPPART

ANNEXE II

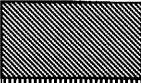
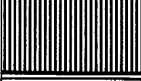


Périodes d'épandage des fertilisants

Tableau récapitulatif des périodes d'épandage des fertilisants organiques

Périodes d'épandage des fertilisants organiques à action rapide												
	mai	juin	juil.	août	Sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	févr.	mars	avril
Terres arables												
Prairies												

Périodes d'épandage des fertilisants organiques à action lente												
	mai	juin	juil.	août	Sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	févr.	mars	avril
Terres arables												
Prairies												

Légende du tableau récapitulatif des périodes d'épandage des fertilisants organiques :

	: situations dans lesquelles l'épandage doit s'effectuer conformément au § 2, I, al.2, de l'article 19 du présent arrêté.
	: situations dans lesquelles l'épandage doit s'effectuer conformément au § 2, I, al.1 ^{er} , de l'article 19 du présent arrêté.
	: situations dans lesquelles l'épandage doit s'effectuer conformément au §2, I, al.3, de l'article 19 du présent arrêté.
	: situations dans lesquelles l'épandage doit s'effectuer conformément au §2, II de l'article 19 du présent arrêté.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture.

Namur, le 10 octobre 2002

Le Ministre-Président,

J-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

ANNEXE III

Tableau des quantités maximales d'azote total épandables par hectare et par an selon le type de culture

Grandes cultures	quantités maximales d'azote total (kg N/ha.an)
Betterave	330
Maïs	300
Colza	330
Pomme de terre	330
Céréales d'hiver	280
Céréales de printemps	200
Chicorée	120
Lin	80
Pois protéagineux	30
Légumes industriels	(kg N/ha.culture)
Pois de conserverie	30
Haricot	80
Epinard	200
Fève des marais	60
Carotte	120
Choux de Bruxelles	180
Prairies	350 kg N/ha.an

Les quantités maximales d'azote total correspondent à la somme des apports effectués sur la culture en végétation et avant celle-ci depuis la récolte précédente. En particulier, les quantités maximales d'azote total renseignées pour la betterave, le maïs, le colza et la pomme de terre incluent les fertilisants organiques (essentiellement du fumier) apportés sur ces têtes de rotation et bénéficiant également aux cultures suivantes. Il s'agit de valeurs maximales au-delà desquelles les risques de pollution par le nitrate des eaux souterraines ou/et de surface peuvent être élevés.

Les chiffres de ce tableau ne sont donc pas des valeurs optimales et ne peuvent en aucun cas constituer des conseils de fertilisation.

Il y a lieu d'estimer les besoins en fonction des potentialités de chaque culture et des spécificités locales ainsi que des conditions agroclimatiques de l'année.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture.

Namur, le 10 octobre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ANNEXE IV

Valeurs maximales d'azote organique épandable en moyenne sur les terres arables et les prairies

1°. Les valeurs maximales de base d'azote organique épandable en moyenne sur les terres arables et les prairies sont fixées selon le tableau ci-après.

	par hectare de terre arable (VBA)	par hectare de prairie (1) (VBP)
En zone vulnérable (ZV) et en zones soumise à des contraintes environnementales particulières (ZCEP)	80 kg Norg./an	210 kg Norg./an
Hors ZV et ZCEP	120 kg Norg./an	210 kg Norg./an

2°. Les valeurs maximales dérogatoires d'azote organique épandable en moyenne sur les terres arables et les prairies sont fixées selon le tableau ci-après.

	par hectare de terre arable (VDA)	par hectare de prairie (1) (VDP)
En zone vulnérable (ZV)	130 kg Norg./an (2)	250 kg Norg./an (2)
En zone soumise à des contraintes environnementales (ZCEP)	(3)	(3)
Hors ZV et ZCEP	130 kg Norg./an	250 kg Norg./an

(1) Les restitutions au sol par les animaux au pâturage sont comptabilisées.

(2) Toutefois, on ne pourra pas dépasser 210 kg Norg./ha.an de moyenne sur la superficie de l'exploitation située en zone vulnérable.

(3) Les valeurs maximales dérogatoires d'azote organique épandable en moyenne sur les terres arables et les prairies sont remplacées par les quantités maximales d'azote total épandables, par hectare et par an selon le type de culture, présentées au tableau de l'annexe III.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture.

Namur, le 10 octobre 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

ANNEXE V

Tableau de la production annuelle d'azote par catégorie animale après déduction des pertes inhérentes au stockage et compte tenu des périodes de vide sanitaire pour les porcins et les volailles

Types d'Animaux	
	kg N/tête.an
Vache laitière	90
Vache allaitante	73
Vache de réforme	73
Autre bovin de plus de 2 ans	73
Bovin de moins de 6 mois	10
Génisse de 6 à 12 mois	23
Génisse de 1 à 2 ans	44
Taurillon de 6 à 12 mois	28
Taurillon de 1 à 2 ans	53
Ovin et Caprin de moins d'1 an	3,3
Ovin et Caprin de plus d'1 an	6,6
Equin	56
	kg N /place.an
Truie gestante et truie avec porcelets de moins de 4 semaines	24
Truie avec porcelets de 4 à 10 semaines	32
Verrat	32
Porc à l'engrais	12
Porc à l'engrais sur litière biomaitrisée	6,3
Porcelet (de 4 à 10 semaines)	3,5
Poulet de chair (40 jours)	0,27
Poule pondeuse ou reproductrice (343 jours)	0,62
Poulette (127 jours)	0,27
Coq de reproduction	0,43
Canard (75 jours)	0,43
Oie (150 jours)	0,43
Dinde, Dindon (85 jours)	0,81
Pintade (79 jours)	0,27
Lapin mère	3,6
Autruche et émeu	3
Caille	0,04

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture.

Namur, le 10 octobre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ANNEXE VI

Tableau de la composition azotée moyenne des effluents d'élevage

Fumier		Lisier ou fientes	
Catégories d'animaux	N (kg/t)	Catégories d'animaux	N (kg/t)
Bovins	5,0	Bovins	4,0
Ovins	6,7	Porcins	6,0
Porcins	6,0	Volailles	
Caprins	6,1	Fientes humides	15
Equins	8,2	Fientes préséchées	22
Volailles	23	Fientes séchées	35
		Lapins	8,5
Purin		Compost de fumier	
Catégories d'animaux	N (kg/t)	Catégories d'animaux	N (kg/t)
Bovins		Bovins	6,5
Stabulation entravée	2,9		
Jus d'écoulement de fumière	0,6		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture.

Namur, le 10 octobre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ANNEXE VII

Tableau de la fréquence des analyses des nitrate, nitrite et azote ammoniacal aux points des prélèvements repris dans le réseau de surveillance

Volume d'eau produit en milliers de m ³ /jour	Nombre de prélèvements/an
inférieur à 1	3
1 à 2	3
2 à 10	6
10 à 20	12
20 à 30	18
30 à 60	36
60 à 100	60
supérieur à 100	120

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture.

Namur, le 10 octobre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 4329

[C — 2002/28133]

**10. OKTOBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung
bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers vor Verunreinigung, insbesondere der Artikel 40, 41, 42 und 46;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, insbesondere der Artikel 8 und 9, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Dezember 1993, vom 7. März 1996, vom 11. März 1999 und vom 15. April 1999;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 4. Juli 1991 zur Regelung der Modalitäten für die Ausbringung der Tierzuchtabwässer;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. März 1995 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Mai 1994 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen;

Aufgrund des Gutachtens der beratenden Wasserkommission;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In Erwägung der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 91/676/EWG vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen;

In Erwägung der begründeten Gutachten der Europäischen Kommission vom 28. November 1998 und vom 9. November 1999, durch die die Wallonische Region auf das Fehlen eines Aktionsprogramms in den ausgewiesenen gefährdeten Gebieten hingewiesen wird;

Auf gemeinsamen Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt und des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen und Zielsetzungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "der Minister": der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

2° "die Minister": die Minister der Wallonischen Region, zu deren Zuständigkeitsbereiche die Wasserpolitik und die Landwirtschaft gehören;

3° "Verwaltung": die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° "Verwaltung der Landwirtschaft": die Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

5° "Landwirt": die natürliche oder juristische Person, die in der Wallonischen Region Erzeugnisse hauptsächlich aus Landwirtschaft, Gartenbau oder Zucht produziert, diese Tätigkeit entweder hauptberuflich, teilberuflich oder nebenberuflich ausübt und zu diesem Zweck eine Erzeugernummer und Mwst.-Nummer besitzt und bei einer Sozialversicherungskasse pflichtversichert ist;

6° "Landwirtschaftlicher Betrieb" oder "Betrieb": alle Produktionsmittel, die der Landwirt im Rahmen seiner Betriebstätigkeit einsetzt, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Düngemittel, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen, deren Nutzung er angibt; die landwirtschaftlichen Flächen, die von Drittpersonen angegeben werden und auf denen organisch gebundener Stickstoff eingebracht wird, der aus dem Betrieb stammt, gelten dabei selbstverständlich nicht als Flächen des Betriebs;

7° "Oberflächenwasser": die stehenden oder ständig fließenden Gewässer an der Erdoberfläche; dazu gehören unter anderem die schiffbaren Wasserstraßen, die nicht schiffbaren Wasserstraßen einschließlich ihrer unterirdisch verlaufenden Abschnitte, die Bäche und Flüsse flussaufwärts von der Stelle, an der sie als nicht schiffbarer Wasserlauf eingestuft worden sind, die künstlich angelegten Abflüsse wie Rinnen, Gräben oder Aquädukte, über die das Regenwasser oder das geklärte Abwasser abgeleitet wird, die Seen und Teiche;

8° "Eutrophierung": Anreicherung des Wassers mit Verbindungen, insbesondere mit Stickstoffverbindungen, die zu einem vermehrten Wachstum von Algen und höheren Formen des pflanzlichen Lebens und damit zu einer unerwünschten Beeinträchtigung des biologischen Gleichgewichts und der Qualität des betroffenen Gewässers führt;

9° "Verunreinigung durch Nitrat": der direkte oder indirekte Ausstoß von Stickstoffverbindungen aus der Landwirtschaft in die Gewässer, durch den die menschliche Gesundheit gefährdet und den lebenden Ressourcen und dem biologischen Gleichgewicht des Gewässers Schaden zugefügt werden kann;

10° "Stickstoffverbindung": jeder stickstoffhaltige (N) Stoff, ausgenommen gasförmiger Molekularstickstoff (N₂). Dabei wird unterschieden zwischen:

- a) "mineralischem Stickstoff": (Nmin.): Stickstoff in Form von Mineraldünger,
- b) "organischer Stickstoff": (Norg.): Stickstoff in Form von organischem Dünger,
- c) "Gesamtstickstoff": die Summe des mineralischen und organischen Stickstoffs;

11° potentiell auswaschbarer Stickstoff: (PAS) die Menge *Nitratstickstoff*, die im Herbst im Boden enthalten ist und die während den Wintermonaten aus der Wurzelzone gewaschen werden kann;

12° "Stickstoffprofil": Messung der Nitratstickstoffmenge im Boden, die auf eine Art und Weise durchgeführt wird, anhand deren die Menge des potentiell auswaschbaren Stickstoffs festgestellt werden kann, wenn das Profil im Herbst erstellt wird;

13° "Düngemittel": alle Stoffe, die eine oder mehrere Stickstoffverbindungen enthalten und zur Düngung von Pflanzen dienen; die Düngemittel werden in organische und in mineralische Düngemittel eingeteilt:

— "Organische Düngemittel": alle Düngemittel, die aus organischen Stoffen gewonnen werden, mit Ausnahme der Anbauabfälle, die nach der Ernte auf dem Feld verbleiben; die organischen Düngemittel werden in zwei Klassen eingeteilt:

a) "schnell wirkende organische Düngemittel": organische Düngemittel, die sich dadurch kennzeichnen, dass sie einen hohen Gehalt an Stickstoff aufweisen, der kurz nach dem Ausbringen verfügbar ist; dabei handelt es sich u.a. um Gülle, Jauche, Geflügelabwässer und Sickersäfte;

b) "langsam wirkende organische Düngemittel": organische Düngemittel, die sich dadurch kennzeichnen, dass sie einen geringen Gehalt an Stickstoff aufweisen, der kurz nach dem Ausbringen verfügbar ist; dabei handelt es sich u.a. um Rinder- und Schweinemist sowie um Mistkompost;

Die Stoffe, die nicht unter Punkt a) oder b) eingestuft sind, werden von Fall zu Fall von der Verwaltung einer Kategorie zugewiesen;

— "Mineralische Düngemittel": nicht alle Düngemittel sind organische Düngemittel; Harnstoff wird einem mineralischen Düngemittel gleichgestellt;

14° "Tierdung" oder "Dung": organische Düngemittel aus der Landwirtschaft, d.h. tierische Ausscheidungen oder eine Mischung (unabhängig von den Proportionen) aus tierischen Ausscheidungen und anderen Bestandteilen, wie zum Beispiel Einstreu, auch in verarbeiteter Form. Unter die Bezeichnung Tierdung fallen unter anderem:

a) "Mist": das feste Gemisch aus Einstreu, Urin und tierischen Exkrementen, mit Ausnahme der Geflügelabwässer; der Mist kann "trocken" sein, d.h. er weist einen Trockengehalt von mehr als 24% auf, oder "weich", d.h. er weist einen Trockengehalt von weniger als 15% auf, da er nur einen geringen Anteil an Einstreu enthält, u.a. wenn er der Boden anhand eines Dungschiebers gereinigt wird;

b) "Gülle": Gemisch von Kot und Urin in flüssiger oder breiiger Form;

c) "Jauche": Urin allein, verdünnt oder unverdünnt, der von den Stallungen der Tiere abläuft;

d) "Geflügelausscheidungen": Geflügelmist und Geflügelkot;

— "Geflügelmist": Ausscheidungen des Geflügels mit Einstreu (insbesondere Späne oder Stroh) vermischt;

— "Geflügelkot": Ausscheidungen des Geflügels in purer Form, sie können feucht, vorgetrocknet oder getrocknet sein;

e) "Mistkompost": der Mist, der angemessen mechanisch behandelt wurde, um seine Belüftung zu ermöglichen und so seine aerobe Zersetzung einzuleiten; der Mist gilt als kompostiert, wenn seine Temperatur, nachdem sie auf 60 °C angestiegen ist, auf weniger als 35 °C abgefallen ist;

15° "Trockengehalt" (TG): Verhältnis zwischen dem Gewicht des bei 105 °C getrockneten Stoffes und dem Gewicht des frischen Stoffes, das durch eine im Labor angewandte Methode erzielt wurde;

16° "Ländereien": die Summe der Weide- und Ackerflächen;

17° "Beimischung": das Eingraben des Düngemittels in den Boden, so dass dieses Düngemittel vollständig mit dem Untergrund vermischt wird und lediglich eine Restmenge an der Oberfläche verbleibt;

18° "Feldlagerung": die Lagerung in einer gewissen Entfernung zum Ort der Erzeugung oder zu den Gebäuden des Bauernhofs, die einen Abtransport voraussetzt;

19° "Lagerung auf dem Hof": Lagerung in der Nähe des Orts der Erzeugung oder der Gebäude des Bauernhofs;

20° "Mistplatz": Fläche, die der Lagerung des Mists vorbehalten ist, mit Ausnahme der Stallungen und der Zonen, in denen sich die Tiere aufhalten;

21° "Saft" oder "Sickersaft" oder "Ausfluss": Flüssigkeit landwirtschaftlichen Ursprungs, mit Ausnahme der Gülle und Jauche, die zu einer Verunreinigung des Wassers durch Nitrat beitragen kann und von der Fläche oder dem Behälter, wo sie erzeugt oder gelagert wird, absickert; das Regenwasser wird nicht als Sickersaft gewertet;

22° "Stallhaltung": Art der Unterbringung von Vieh in Gebäuden; bei dieser Art der Unterbringung wird insbesondere unterschieden zwischen:

a) "Stallhaltung auf Lattenrost oder Gittern": Art der Stallhaltung ohne Einstreu, die sich dadurch kennzeichnet, dass alle Tierausscheidungen in purer Form als Gülle in einem dafür vorgesehenen Behälter aufgefangen werden;

b) "Stallhaltung in Anbindeständen": Art der Stallhaltung unter Verwendung von Einstreu, die sich dadurch kennzeichnet, dass die Tiere angebunden und der Trockenmist - in manchen Fällen der weiche Mist und die Sickersäfte, die der Gülle gleichgestellt werden - gesammelt wird;

c) "Stallhaltung mit reduzierter Stroheinstreu": Art der freien Stallhaltung, bei der eine Fläche mit Lattenrosten oder Gittern mit einer Fläche Stroheinstreu kombiniert wird. Diese beiden Flächen sind höhenversetzt und die Lattenroste oder Gitter sind höher als das Stroh angebracht. Diese Kombination kann einer Stallhaltung auf Stroheinstreu gleichgestellt werden;

d) "Stallhaltung auf Stroheinstreu" oder "Stallhaltung auf Strohbett": Art der freien Stallhaltung auf einem Strohbett, die sich dadurch kennzeichnet, dass der Trockenmist gesammelt wird und falls eine Fläche vorhanden ist, auf der ein Dungschieber eingesetzt wird, dass der weiche Mist gesammelt wird;

23° "Aufwertungsvertrag": Vertrag zur Regelung der Modalitäten für den Transfer der organischen Düngemittel und der auf dem Gebiet der Beweidung durchgeführten Transaktionen, die u.a. die Form eines "Ausbringungsvertrags" oder eines "Beweidungsvertrags" einnehmen können:

— "Ausbringungsvertrag": Vertrag zur Regelung des Transfers organischer Düngemittel zwischen einem Landwirt und einer Drittperson;

— "Beweidungsvertrag": Vertrag zur Regelung der mit der Beweidung zusammenhängenden Transaktionen (insbesondere die in Pension gegebenen Tiere und die Pacht von Weideland) zwischen einem Landwirt und einer Drittperson;

24° "Maximaler Wert" des ausbringbaren organischen Stickstoffs: die Höchstmenge organischen Stickstoffs, der durchschnittlich im Laufe eines Jahres auf den Ländereien ausgebracht werden darf; dabei wird unterschieden zwischen:

a) den "maximalen Basiswerten" (BW), die außerhalb des Qualitätskonzepts gültig sind:

— der "maximale Basiswert auf Ackerbauland" (BWA): die Höchstmenge organischen Stickstoffs, der durchschnittlich im Laufe eines Jahres auf Ackerbauland ausgebracht werden darf;

— der "maximale Basiswert auf Weiden" (BWW): die Höchstmenge organischen Stickstoffs, der durchschnittlich im Laufe eines Jahres auf Weideland ausgebracht werden darf, einschließlich der Rückführung durch weidende Tiere;

b) die "maximalen abweichenden Werte" (AW): die im Rahmen des Qualitätskonzepts zulässig sind:

— der "maximale abweichende Wert auf Ackerbauland" (AWA): die Höchstmenge organischen Stickstoffs, der durchschnittlich im Laufe eines Jahres auf Ackerbauland ausgebracht werden darf;

— der "maximale abweichende Wert auf Weiden" (AWW): die Höchstmenge organischen Stickstoffs, der durchschnittlich im Laufe eines Jahres auf Weideland ausgebracht werden darf, einschließlich der Rückführung durch weidende Tiere;

25° "Anteil der Bodengebundenheit" (BG): ein Bruch, durch den für einen landwirtschaftlichen Betrieb das Verhältnis über ein Jahr hinweg zwischen den Bewegungen des organischen Stickstoffs und den Höchstmengen des auf den Ländereien des Betriebs ausbringbaren organischen Stickstoffs ausgedrückt wird. Im Rahmen des vorliegenden Erlasses wird unterschieden zwischen: dem Basisanteil der Bodengebundenheit (BG1 oder BG-Basis), dem Anteil der Bodengebundenheit mit Aufwertungsverträgen (BG2 oder BG-Verträge), dem betriebsinternen Anteil der Bodengebundenheit (BG3 oder BG-Intern), dem abweichenden Anteil der Bodengebundenheit (BG4 oder BG-Abweichend) und dem BG5 oder BG-Gefährdetes Gebiet;

26° "Erzeugter organischer Stickstoff": der im Laufe eines Jahres von den Tieren des landwirtschaftlichen Betriebs erzeugte organische Stickstoff;

27° "Importierter organischer Stickstoff": der nicht im Betrieb erzeugte organische Stickstoff, der im Laufe eines Jahres als organisches Düngemittel in den Betrieb eingeführt wird, einschließlich der Ausscheidungen der Tiere, die nicht zu dem Betrieb gehören, die jedoch auf Flächen des Betriebs weiden (u.a. die in Pension gegebenen Tiere und die Verträge für Grasverkäufe);

28° "Exportierter organischer Stickstoff": der von den Tieren des landwirtschaftlichen Betriebs erzeugte Stickstoff, der im Laufe eines Jahres den Betrieb im Rahmen einer Transaktion, die Gegenstand eines Aufwertungsvertrags ist, verlässt;

29° "Jährliche Anpassungsmaßnahmen": Maßnahmen, Praktiken und Methoden der agrar-technischen Verwaltung, die einer Verbesserung der Verwaltung des Stickstoffs förderlich sind und insbesondere darauf abzielen, durch eine jährliche Verbesserung im Rahmen des Qualitätskonzepts dauerhaft zufriedenstellende Werte des potentiell auswaschbaren Stickstoffs und Stickstoffbilanzen zu erreichen;

30° "Stickstoffbilanz" oder "Systemische Stickstoffbilanz": Messung der Stickstoffbewegungen (Ausfuhr und Einfuhr) des landwirtschaftlichen Betriebs (Bilanz des Betriebs oder Bilanz der Fruchtfolge); eine Bilanz zielt darauf ab, alle Einfuhr- und Ausfuhrbewegungen des Stickstoffs für den landwirtschaftlichen Betrieb festzuhalten: der Unterschied zwischen der Einfuhr und der Ausfuhr stellt den Saldo der Bilanz dar und entspricht den Stickstoffabgaben an die Umwelt und der Schwankung des Stickstoffvorkommens innerhalb des Betriebs, u.a. als Humus; bei den Stickstoffabgaben an die Umwelt unterscheidet man zwischen:

— "Auslaugung": Verlust von Stickstoff in Form von Nitrat (NO_3), der durch Sickerwasser aus der Wurzelzone ausgewaschen wird;

— "Denitrifizierung": Verlust von gasförmigem Stickstoff in Form von N_2 und N_2O ;

— "Verflüchtigung": Verlust von Stickstoff in Form von Ammoniak (NH_3);

— "Abfluss": Verlust von Stickstoff, wobei die Düngstoffe durch Oberflächenabfluss aus der Lagereinrichtung oder der Ausbringungszone entfernt werden;

31° "Nitrat fixierende Kultur": Pflanzendecke, die keine Gemüsepflanze beinhaltet, die darauf abzielt, durch Aufnahme über die Wurzeln die *Auslaugung* des Nitrats hin zu dem Untergrund im Herbst und Winter zu begrenzen auf dem Ackerbauland, auf dem eine Frühjahrskultur vorgesehen ist; Diese Pflanzendecke wird so schnell wie möglich

nach der vorhergehenden Ernte gepflanzt und bedeckt den Boden auf zufriedenstellende Art und Weise (zumindest 75% des Bodens sind im Laufe einer bestimmten Wachstumsphase bedeckt, es sei denn, die Wetterbedingungen sind außergewöhnlich);

32°: "Jahr": Kalenderjahr.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass zielt darauf ab:

1° die Verunreinigung der Gewässer, die durch Nitrat aus der Landwirtschaft direkt oder indirekt verursacht wird, zu verringern;

2° jeglicher zusätzlichen Verunreinigung dieser Art vorzubeugen;

3° eine nachhaltige Verwaltung von Stickstoff und Bodenhumus in der Landwirtschaft zu fördern.

KAPITEL II — *Gefährdete Gebiete und Gebiete, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind*

Art. 3 - Damit die Gewässer durch eine Verunreinigung durch Nitrate geschützt werden, bezeichnet der Minister auf dem Gebiet der Wallonischen Region gefährdete Gebiete und Gebiete, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind.

Abschnitt 1 — Gefährdete Gebiete

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

Art. 4 - Die gefährdeten Gebiete werden nach folgenden Kriterien bestimmt:

1° für die Oberflächengewässer, die eine Konzentration von über 50 Milligramm Nitrat je Liter aufweisen oder aufweisen können, falls die in Artikel 5 angeführten Maßnahmen nicht getroffen werden, handelt es sich um jene Gebiete, die diese Oberflächengewässer speisen und zu deren Verunreinigung durch Nitrate beitragen;

2° für das Grundwasser, das eine Konzentration von über 50 Milligramm Nitrat je Liter aufweist oder aufweisen kann, falls die in Artikel 5 angeführten Maßnahmen nicht getroffen werden, handelt es sich um jene Gebiete, die dieses Grundwasser speisen und zu deren Verunreinigung durch Nitrate beitragen;

3° für die natürlichen Süßwasserseen und die anderen Süßwassermassen, in denen eine Eutrophierung stattgefunden hat oder denen in naher Zukunft eine Eutrophierung droht, falls die in Artikel 5 angeführten Maßnahmen nicht getroffen werden, handelt es sich um jene Gebiete, die diese natürlichen Süßwasserseen und anderen Süßwassermassen speisen und zu deren Verunreinigung durch Nitrate beitragen.

Bei der Anwendung der unter Absatz 1 angeführten Kriterien berücksichtigt der Minister zudem:

- a) die physischen und umweltbezogenen Eigenschaften der Gewässer, des Bodens und des Untergrunds;
- b) den heutigen Wissensstand bezüglich des Verhaltens der Stickstoffverbindungen in den Gewässern, im Boden und im Untergrund;
- c) den heutigen Wissensstand über die Auswirkungen der gemäß Artikel 5 getroffenen Maßnahmen.

Unterabschnitt 2 — Aktionsprogramm

Art. 5 - § 1. Das Aktionsprogramm findet Anwendung auf alle Betriebe, die ganz oder teilweise in einem gefährdeten Gebiet gelegen sind.

Dieses Programm betrifft die Beachtung der auf die Verwaltung des Stickstoffs im Rahmen der Landwirtschaft in den gefährdeten Gebieten anwendbaren Bedingungen gemäß der Artikel 8 bis 35.

§ 2. Das Aktionsprogramm wird mindestens alle vier Jahre neu überprüft und falls notwendig angepasst. Bei diesen Anpassungen, die gemäß Artikel 40 des vorliegenden Erlasses durchgeführt werden, können verschiedene Programme für die jeweiligen gefährdeten Gebiete oder für Teilabschnitte dieser Gebiete festgelegt werden.

§ 3. Für jedes der gefährdeten Gebiete legt der Minister einen Leitfaden für das Aktionsprogramm fest, um dessen Wirksamkeit zu bewerten.

Dieser Leitfaden beinhaltet u.a. folgende Informationen:

- 1) den Kontext und die allgemeinen Charakteristiken des Gebiets;
- 2) die landwirtschaftlichen Charakteristiken und Praktiken des Gebiets;
- 3) die Lagerung und Handhabung der Düngemittel;
- 4) die Art und Weise der Ausbringung der Düngemittel;
- 5) der Anteil der Bodengebundenheit der Betriebe;
- 6) die Auswertungsverträge und die Bewegungen der Düngemittel;
- 7) das Qualitätskonzept;
- 8) die Betreuung, die Koordinierung und die Überwachung;
- 9) den potentiell auswaschbaren Stickstoff, die Bewertung der Verunreinigung der Gewässer durch Stickstoff und die Eutrophierung.

Abschnitt 2 — Gebiete, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

Art. 6 - Der Minister ist befugt, Gebiete, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind, zu bezeichnen, wenn diese Gebiete Gefahr laufen, den in Artikel 4, Absatz 1 angeführten Kriterien zu entsprechen, für die die in Artikel 5, § 1 angeführten Maßnahmen jedoch nicht am besten geeignet sind, aufgrund von Tatbeständen, die in Artikel 4, Absatz 2 angeführt werden und insbesondere:

- 1) lange Vegetationsperioden;
- 2) Kulturen, mit einer hohen Stickstoffaufnahme;
- 3) hohe Nettowerte der Niederschläge in dem Gebiet;
- 4) Böden, die eine außerordentlich hohe Denitrifizierungsfähigkeit aufweisen;

und für die eine Reihe von spezifischen auf die Stickstoffverwaltung in der Landwirtschaft angepassten Maßnahmen angewandt werden, unter der Bedingung, dass die in Artikel 2 angeführten Ziele dadurch nicht gefährdet werden.

Unterabschnitt 2 — Programm der auf die Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft anwendbaren spezifischen Maßnahmen

Art. 7 - § 1. Das Programm spezifischer Maßnahmen findet Anwendung auf alle Betriebe, die ganz oder teilweise in einem Gebiet gelegen sind, das besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt ist.

Dieses Programm betrifft die Beachtung der auf die Verwaltung des Stickstoffs im Rahmen der Landwirtschaft in den Gebieten, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind, anwendbaren Bedingungen gemäß der Artikel 8 bis 35.

§ 2. Das Programm spezifischer Maßnahmen wird mindestens alle vier Jahre neu überprüft und falls notwendig angepasst. Bei diesen Überprüfungen, die gemäß Artikel 40 des vorliegenden Erlasses durchgeführt werden, können verschiedene Programme für die jeweiligen Gebiete, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind, oder für Teilabschnitte dieser Gebiete festgelegt werden.

§ 3. Für jedes der Gebiete, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind, legt der Minister einen Leitfaden für das Aktionsprogramm fest, um dessen Wirksamkeit zu bewerten.

Dieser Leitfaden beinhaltet u.a. folgende Informationen:

- 1) den Kontext und die allgemeinen Charakteristiken des Gebiets;
- 2) die landwirtschaftlichen und Charakteristiken und Praktiken des Gebiets;
- 3) die Lagerung und Handhabung der Düngemittel;
- 4) die Art und Weise der Ausbringung der Düngemittel;
- 5) der Anteil der Bodengebundenheit Betriebe;
- 6) die Auswertungsverträge und der Fluss der Düngemittel;
- 7) das Qualitätskonzept;
- 8) die Betreuung, die Koordination und die Überwachung;
- 9) den potentiell auswaschbaren Stickstoff, die Bewertung der Verunreinigung der Gewässer durch Stickstoff und die Eutrophierung.

KAPITEL III — Auf die Verwaltung des Stickstoffs im Rahmen der Landwirtschaft anwendbare Bedingungen

Abschnitt 1 — Lagerung und Handhabung der Düngemittel, des Tierdunges, der pflanzlichen Stoffe und der Sickersäfte in der Wallonischen Region

Art. 8 - Alle Formen des direkten Ableitens der Düngemittel und der Sickersäfte in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation oder in das Oberflächenwasser sind untersagt.

Art. 9 - Die gegebenenfalls bei der Lagerung von pflanzlichen Stoffen abfließenden Sickersäfte dürfen weder die öffentliche Kanalisation, noch das Grundwasser oder das Oberflächenwasser erreichen und sind entweder zu lagern oder in einer absorbierenden Vorrichtung aufzunehmen.

Art. 10 - In Ermangelung von gemäß Artikel 12 auf dem Feld vorgesehenen Lagereinrichtungen, hat die Lagerung von Mist auf dem Feld die folgenden Vorschriften zu erfüllen:

- 1° der Mist muss trocken sein, um die Produktion von Sickersäften einzuschränken;
- 2° der Mist darf höchstens ein Jahr gelagert werden. Danach ist er zu entfernen;
- 3° auf einer Fläche, auf der der Mist seit weniger als einem Jahr entfernt worden ist, sowie in einer Entfernung von weniger als zehn Metern zu den äußeren Grenzen der vorherigen Lagereinrichtung ist die Lagerung von Mist untersagt;
- 4° Der auf dem Feld gelagerte Mist darf sich weder am tiefsten Punkt einer topographischen Senke befinden, noch in einer Entfernung von weniger als zehn Metern von einem Oberflächengewässer, von einer Wasserentnahmestelle, einem Piezometer oder einer Eintrittsstelle der öffentlichen Kanalisation;

die ggf. aus diesem Lager austretenden Sickersäfte dürfen unter keinen Umständen das Oberflächenwasser, die Wasserentnahmestelle, das Piezometer oder die Eintrittsstelle der öffentlichen Kanalisation erreichen.

Art. 11 - In Ermangelung von gemäß Artikel 13 auf dem Feld vorgesehenen Lagereinrichtungen, hat die Lagerung von Geflügelausscheidungen auf dem Feld die folgenden Vorschriften zu erfüllen:

- 1° die Lagerung von Geflügelausscheidungen mit einem Trockengehalt von weniger als 55% ist untersagt;
 - 2° die Geflügelausscheidungen auf dem Lagerplatz, die einen Trockengehalt von wenigstens 55% aufweisen sowie einen ausreichenden Anteil an Einstreu enthalten, müssen nach spätestens neun Monaten entfernt werden;
 - 3° der Geflügelkot auf dem Lagerplatz, der einen Trockengehalt von wenigstens 55% aufweist, muss nach spätestens drei Monaten entfernt werden;
 - 4° auf einer Fläche, auf der die Geflügelausscheidungen seit weniger als einem Jahr entfernt worden sind, sowie in einer Entfernung von weniger als zehn Metern zu den äußeren Grenzen der vorherigen Lagereinrichtung ist die Lagerung von Geflügelausscheidungen untersagt;
 - 5° Die auf dem Feld gelagerte Geflügelausscheidungen dürfen sich weder am tiefsten Punkt einer topographischen Senke befinden, noch in einer Entfernung von weniger als zehn Metern von einem Oberflächengewässer, von einer Wasserentnahmestelle, einem Piezometer oder einer Eintrittsstelle der öffentlichen Kanalisation;
- die ggf. aus diesem Lager austretenden Sickersäfte dürfen unter keinen Umständen das Oberflächenwasser, die Wasserentnahmestelle, das Piezometer oder die Eintrittsstelle der öffentlichen Kanalisation erreichen.

Art. 12 - § 1. Die Lagerung von Mist auf dem Bauernhof ist auf einer dichten betonierten Fläche von ausreichenden Ausmaßen durchzuführen, die mit einem Behälter für die Aufnahme und den Rückhalt der Sickersäfte ausgestattet ist, der ein ausreichendes Aufnahmevermögen aufweist, dicht ist und keinen Überlauf besitzt. Die Lagerung von Mist auf dem Feld kann ebenfalls auf einem Mistplatz erfolgen.

§ 2. Zu keinem Zeitpunkt dürfen mehr als 3 m³ je Quadratmeter Mistplatz gelagert werden.

§ 3. Ist der gesamte Mistplatz überdacht, kann die erforderliche Lagerfläche um ein Viertel verringert werden, so dass zu keinem Zeitpunkt mehr als 4 m³ je Quadratmeter Mistplatz gelagert werden dürfen.

§ 4. Die Dimensionierung des Mistplatzes erfolgt auf der Grundlage der in der Tabelle der Anlage 1 angeführten Angaben.

§ 5. Für die Aufnahme der vom Mistplatz abfließenden Sickersäfte ist ein Aufnahmevermögen von 220 L je m² erforderlich, wenn der Platz nicht vollständig überdacht ist. Dieses Aufnahmevermögen kann auf 150 Liter verringert werden, wenn in dem Stall die Jauche gemäß den in Artikel 14 angeführten Vorschriften aufgefangen wird.

§ 6. Die Plätze für die Lagerung von Mist und die Behälter für das Sammeln der Sickersäfte dieser Mistplätze sind so anzulegen, dass ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern verhindert wird.

§ 7. Die in den Paragraphen 4 und 5 festgelegten Abmessungen können auf schriftlichen und begründeten Antrag des betreffenden Landwirts abgeändert werden. Dieser Antrag ist per Einschreibebrief bei der Verwaltung der Landwirtschaft einzureichen.

Der Abänderungsantrag hat die lokalen klimatischen Bedingungen, die Zusammensetzung und die Größe des Viehbestands, die Art der Stallhaltung, die Art des erzeugten Mists, die Handhabung des Mists, seine eventuelle Umwandlung sowie der eventuelle Einsatz von Sturmbecken, von Techniken zur Klärung der Sickersäfte oder von der Feldlagerung zu berücksichtigen.

Die Verwaltung der Landwirtschaft teilt dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem ihr der Antrag in Anwendung von Absatz 1 zugestellt wird, mit, ob dieser vollständig ist. Die Verwaltung überprüft den Antrag und fasst innerhalb von drei Monaten ab der Mitteilung, dass dieser Antrag vollständig ist, einen begründeten Beschluss auf der Grundlage der in Absatz 2 angeführten Kriterien.

Erhält der Antragsteller innerhalb der in Absatz 3 angeführten Frist keinen Beschluss seitens der Verwaltung der Landwirtschaft, kann er den Minister der Landwirtschaft per Einschreibebrief auffordern, über seinen Antrag zu entscheiden.

Der Antragsteller fügt dabei seinem Schreiben eine Kopie der Akte bei, die er ursprünglich an die Verwaltung der Landwirtschaft gerichtet hatte.

Innerhalb einer Frist von drei Monaten nachdem er angerufen wurde, teilt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss per Einschreibebrief mit. Ist nach Ablauf dieser Frist kein Beschluss übermittelt worden, so gilt der Antrag als abgelehnt.

§ 8. Der weiche Mist darf nicht auf dem Mistplatz gelagert werden, wenn er nicht gemeinsam mit Trockenmist oder einem anderen Bestandteil gemeinsam gelagert wird, so dass ein Trockengehalt von mindestens 15% erreicht wird. Für den weichen Mist, der nicht auf dem Mistplatz gelagert wird, ist eine Vorrichtung zur Trennung und Lagerung der flüssigen und festen Phase vorzusehen, unter Berücksichtigung des anfallenden Volumens.

Art. 13 - § 1. Die Lagerung von Geflügelausscheidungen auf dem Bauernhof ist auf einer dichten betonierten Fläche von ausreichenden Ausmaßen durchzuführen. Diese Lagerfläche muss mit einem Behälter für die Aufnahme und den Rückhalt der Sickersäfte ausgestattet sein, der ein ausreichendes Aufnahmevermögen aufweist, dicht ist und keinen Überlauf besitzt. Die Lagerung von Geflügelausscheidungen auf dem Feld kann ebenfalls auf einer derartigen Fläche durchgeführt werden.

§ 2. Im Rahmen der Lagerung von feuchtem Geflügelkot muss die Lagereinrichtung vollständig überdacht sein.

§ 3. Zu keinem Zeitpunkt dürfen mehr als 3 m³ Geflügelausscheidungen je Quadratmeter Lagereinrichtung gelagert werden.

§ 4. Ist die gesamte Lagereinrichtung überdacht, kann die erforderliche Fläche um ein Viertel verringert werden, so dass zu keinem Zeitpunkt mehr als 4 m³ Geflügelmist je Quadratmeter Lagereinrichtung gelagert werden dürfen.

§ 5. Die Dimensionierung der Lagereinrichtung erfolgt auf der Grundlage der in der Tabelle der Anlage 1 angeführten Angaben.

§ 6. Für die Aufnahme der von der Lagereinrichtung abfließenden Sickersäfte ist ein Aufnahmevermögen von 220 L je m² erforderlich, wenn der Platz nicht vollständig überdacht ist.

§ 7. Die Flächen für die Lagerung von Geflügelausscheidungen und die Behälter für das Sammeln der Sickersäfte dieser Lagereinrichtungen sind so anzulegen, dass ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern verhindert wird.

§ 8. Die in den Paragraphen 5 und 6 festgelegten Abmessungen können auf schriftlichen und begründeten Antrag des betreffenden Landwirts abgeändert werden. Dieser Antrag ist per Einschreibebrief bei der Verwaltung der Landwirtschaft einzureichen.

Der Abänderungsantrag hat die lokalen klimatischen Bedingungen, die Zusammensetzung und die Größe des Viehbestands, die Art der Unterbringung der Tiere, die Art des erzeugten Mists, die Handhabung des Mists, seine eventuelle Umwandlung sowie der eventuelle Einsatz von Sturmbecken, von Techniken zur Klärung der Sickersäfte oder von der Feldlagerung zu berücksichtigen.

Die Verwaltung der Landwirtschaft teilt dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem ihr der Antrag in Anwendung von Absatz 1 zugestellt wird, mit, ob dieser vollständig ist. Die Verwaltung überprüft den Antrag und fasst innerhalb von drei Monaten ab der Mitteilung, dass dieser Antrag vollständig ist, einen begründeten Beschluss auf der Grundlage der in Absatz 2 angeführten Kriterien.

Erhält der Antragsteller innerhalb der in Absatz 3 angeführten Frist keinen Beschluss seitens der Verwaltung der Landwirtschaft, kann er den Minister der Landwirtschaft per Einschreibebrief auffordern, über seinen Antrag zu entscheiden.

Der Antragsteller fügt dabei seinem Schreiben eine Kopie der Akte bei, die er ursprünglich an die Verwaltung der Landwirtschaft gerichtet hatte.

Innerhalb einer Frist von drei Monaten nachdem er angerufen wurde, teilt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss per Einschreibebrief mit. Ist nach Ablauf dieser Frist kein Beschluss übermittelt worden, so gilt der Antrag als abgelehnt.

Art. 14 - § 1. Die Lagerung von Jauche und Gülle entspricht den folgenden Bedingungen:

1° Die Lagerung hat auf Einrichtungen zu erfolgen, die ein ausreichendes Fassungsvermögen aufweisen, dicht sind und nicht mit einem Überlauf ausgestattet sind, so dass kein Abfließen in die Außenwelt möglich ist;

2° Die Lagereinrichtungen sind so anzulegen, dass ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern verhindert wird;

3° um die in Artikel 19 angeführten Ausbringungsperioden beachten zu können, müssen die für die Lagerung von Gülle und Jauche vorgesehenen Einrichtungen so bemessen sein, dass sie eine Lagerung über einen Zeitraum von mindestens sechs Monaten erlauben.

§ 2. Die Dimensionierung der Lagereinrichtungen erfolgt auf der Grundlage der in der Tabelle der Anlage 1 angeführten Angaben.

§ 3. Die in dem vorangehenden Paragraphen festgelegten Abmessungen können auf schriftlichen und begründeten Antrag des betreffenden Landwirts abgeändert werden. Dieser Antrag ist per Einschreibebrief bei der Verwaltung der Landwirtschaft einzureichen.

Der Abänderungsantrag hat die lokalen klimatischen Bedingungen, die Zusammensetzung und die Größe des Viehbestands, die Art der Stallhaltung, die Art des erzeugten Dungs, die Handhabung dieses Dungs und deren eventuelle Umwandlung zu berücksichtigen.

Die Verwaltung der Landwirtschaft teilt dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem ihr der Antrag in Anwendung von Absatz 1 zugestellt wird, mit, ob dieser vollständig ist. Die Verwaltung überprüft den Antrag und fasst innerhalb von drei Monaten ab der Mitteilung, dass dieser Antrag vollständig ist, einen begründeten Beschluss auf der Grundlage der in Absatz 2 angeführten Kriterien.

Erhält der Antragsteller innerhalb der in Absatz 3 angeführten Frist keinen Beschluss seitens der Verwaltung der Landwirtschaft, kann er den Minister der Landwirtschaft per Einschreibebrief auffordern, über seinen Antrag zu entscheiden.

Der Antragsteller fügt dabei seinem Schreiben eine Kopie der Akte bei, die er ursprünglich an die Verwaltung der Landwirtschaft gerichtet hatte.

Innerhalb einer Frist von drei Monaten nachdem er angerufen wurde, teilt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss per Einschreibebrief mit. Ist nach Ablauf dieser Frist kein Beschluss übermittelt worden, so gilt der Antrag als abgelehnt.

Art. 15 - § 1. Die Dichtigkeit jeglicher Lagereinrichtungen, die Gegenstand des vorliegenden Erlasses sind, und deren Bau nach der Veröffentlichung des Erlasses im Belgischen Staatsblatt begonnen hat, muss leicht und ständig durch angemessene Systeme überprüfbar sein.

§ 2. Die Artikel 12, 13 und 14 sind nicht anwendbar auf die gemäß der Regelung über die Umweltgenehmigung nicht eingestuft Betriebe.

Abschnitt 2 — Ausbringen von Düngemitteln

Art. 16 - Das Ausbringen von organischen Düngemitteln ist untersagt:

1° auf schneebedeckten Böden;

2° auf mit Wasser gesättigten Böden; die Sättigung des Bodens mit Wasser gilt dann als erreicht, wenn sich das Wasser auf der Ausbringungszone ansammelt oder aus dieser Zone wegfließt;

3° in einer Entfernung von weniger als vier Metern zu einem Oberflächengewässer;

4° auf einer reinen Gemüsekultur (Schmetterlingsblütler);

5° in der Zeit zwischen den Kulturen entweder vor oder nach einer Gemüsekultur; es sei denn wenn in diesem letztgenannten Fall für das Ausbringen auf der Grundlage des Stickstoffprofils eine Düngungsberatung stattgefunden hat.

Art. 17 - Das Ausbringen von schnell wirkenden organischen Düngemitteln ist untersagt:

1° auf Böden, auf denen der Frost die Aufnahme verhindert;

2° auf nicht durch Pflanzen bedeckten Böden, unabhängig von dem Gefälle, es sei denn der Dünger wird noch am gleichen Tag in den Boden eingearbeitet;

Art. 18 - § 1. Das Ausbringen erfolgt mit angepassten und sich in gutem Betriebszustand befindenden Gerätschaften.

§ 2. Um die in Artikel 2 angeführten Ziele zu erreichen, ist die Regierung befugt, für das Ausbringen von mineralischen Düngemitteln spezifische Bedingungen festzulegen.

Art. 19 - Die in der Anlage II angeführten Ausbringungsperioden werden je nach Art der Düngemittel wie folgt festgelegt.

I. Schnell wirkende organische Düngemittel

Das Ausbringen von schnell wirkenden organischen Düngemitteln auf Ackerbauland ist vom 1. Oktober bis zum 28. Februar untersagt.

Vom 1. Juli bis zum 30. September ist das Ausbringen von schnellwirkenden organischen Düngemitteln auf Ackerbauland ausschließlich auf jenen Parzellen erlaubt, auf denen im Herbst eine Winterkultur angepflanzt wird oder eine Nitrat fixierende Kultur, die vor dem 15. September gepflanzt wird und nach dem 30. November entfernt wird, und zwar in einer Menge von bis zu 210 Kg Stickstoff je Hektar; nach dem Abernten einer Pflanzenkultur, bei der Stroh entsteht, auf Parzellen, für die keine anschließende Winterkultur oder Nitrat fixierende Kultur vorgesehen ist, in einer Menge von bis zu 80 Kg Stickstoff je Hektar, unter der Bedingung, dass das gesamte Stroh in den Boden eingearbeitet wird.

Das Ausbringen von schnell wirkenden organischen Düngemitteln auf Weiden ist vom 1. September bis zum 30. November untersagt, mit Ausnahme der Rückführung durch weidende Tiere.

II. Langsam wirkende organische Düngemittel auf Ackerbauland

Vom 1. Juli bis zum 30. September ist das Ausbringen von langsam wirkenden organischen Düngemitteln auf Ackerbauland ausschließlich auf jenen Parzellen erlaubt, auf denen im Herbst eine Winterkultur angepflanzt wird oder eine Nitrat fixierende Kultur, die vor dem 15. September gepflanzt wird und nach dem 30. November entfernt wird, und zwar in einer Menge von bis zu 210 Kg Stickstoff je Hektar; nach dem Abernten einer Pflanzenkultur, bei der Stroh entsteht, auf Parzellen, für die keine anschließende Winterkultur oder Stickstoff fixierende Kultur vorgesehen ist, in einer Menge von bis zu 80 Kg Stickstoff je Hektar, unter der Bedingung, dass das gesamte Stroh in den Boden eingearbeitet wird.

III. Mineralische Düngemittel

Das Ausbringen von mineralischen Düngemitteln ist vom 1. November bis zum 31. Januar untersagt.

Abschnitt 3 — Höchstmengen für das Ausbringen von Stickstoff

Art. 20 - Das Ausbringen von Düngemitteln ist lediglich erlaubt, um den physiologischen Stickstoffbedarf der Pflanzen zu decken, wobei darauf zu achten ist, dass sich der Nährstoffverlust in Grenzen hält.

Art. 21 - Auf einer Weide darf die jährlich eingebrachte Gesamtmenge Stickstoff 350 Kg je Ha einschließlich der Rückführung durch weidende Tiere nicht übersteigen.

Art. 22 - Die Zufuhr von mineralischen Düngemitteln auf Ackerbauland ist begrenzt, so dass unter Berücksichtigung der Stickstoffzufuhr durch organische Düngemittel die jährlich eingebrachte Menge Stickstoff im Durchschnitt im landwirtschaftlichen Betrieb 250 Kg je Ha Ackerbauland nicht übersteigt.

Art. 23 - Je nach Art der Kultur darf die Summe der Stickstoffzufuhr je Ha auf der angebauten Kultur und vor dem Anbau seit der letzten Ernte die in der Tabelle der Anlage III angeführten Werte nicht übersteigen.

Art. 24 - § 1. In den gefährdeten Gebieten und in den Gebieten, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind, darf die jährliche Zufuhr von organischem Stickstoff auf den betreffenden Flächen des Betriebs durchschnittlich 80 Kg je Ha Ackerbauland und durchschnittlich 210 Kg je Ha Weideland einschließlich der Rückführung durch weidende Tiere nicht übersteigen.

Bei diesen Durchschnittswerten handelt es sich um die maximalen Basiswerte des in diesen Gebieten ausbringbaren organischen Stickstoffs (hier sei festgehalten BWA/BWW = 80/210).

§ 2. Außerhalb der in § 1 angeführten Gebiete darf die jährliche Zufuhr von organischem Stickstoff auf den betreffenden Flächen des Betriebs durchschnittlich 120 Kg je Ha Ackerbauland und durchschnittlich 210 Kg je Ha Weideland einschließlich der Rückführung durch weidende Tiere nicht übersteigen.

Bei diesen Durchschnittswerten handelt es sich um die maximalen Basiswerte des außerhalb der in § 1 angeführten Gebiete ausbringbaren organischen Stickstoffs (hier sei festgehalten BWA/BWW = 120/210).

§ 3. Die maximalen Werte des durchschnittlich auf Ackerbauland und Weiden ausbringbaren organischen Stickstoffs werden in der Tabelle der Anlage IV angeführt.

Art. 25 - Auf einer bestimmten Parzelle werden die organischen Düngemittel in einem Mengenverhältnis ausgebracht, das ermöglicht, dass während drei aufeinanderfolgenden Jahren der Nutzung dieser Parzelle als Ackerbauland oder Weide der Durchschnitt der Zufuhr an organischem Stickstoff während einem Jahr folgende Werte nicht übersteigt:

1° in den gefährdeten Gebieten und in den Gebieten, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind:

a) 80 Kg Norg. je Hektar Ackerbauland

b) 210 Kg Norg. je Hektar Weiden, einschließlich der Rückführung durch weidende Tiere

2° außerhalb der in 1° angeführten Gebiete:

a) 120 Kg Norg. je Hektar Ackerbauland

b) 210 Kg Norg. je Hektar Weiden, einschließlich der Rückführung durch weidende Tiere

Art. 26 - Die maximale Zufuhr an organischem Stickstoff je Parzelle Ackerbauland ist jährlich auf 210 Kg Norg. je Hektar festgelegt.

Abschnitt 4 - Anteil der Bodengebundenheit

Art. 27 - § 1. Der Basisanteil der Bodengebundenheit des Betriebs (BG1 oder BG-Basis) wird anhand nachfolgender Formel berechnet:

Erzeugter organischer Stickstoff (KgNorg.) + importierter organischer Stickstoff (KgNorg.)

BG-Basis =

[Weidefläche des Betriebs (Ha) X BWW (KgNorg./Ha)] +

[Fläche Ackerbauland des Betriebs (Ha) X BWA (KgNorg./Ha)] +

in der im Nenner die Fläche jeder Parzelle durch den ihr eigenen Basiswert multipliziert wird, je nachdem ob sich diese Parzelle in einem gefährdeten Gebiet oder einem Gebiet, das besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt ist, befindet, oder nicht.

§ 2. Die Verwaltung teilt den Landwirten wenigstens einmal jährlich und auf der Grundlage der aktuellsten verfügbaren Daten schriftlich den BG1-Wert ihres Betriebs mit.

§ 3. So lange der BG1-Wert eines Betriebs über 1 liegt, hat der Landwirt eine der beiden nachstehenden Maßnahmen zu ergreifen. Es steht ihm jedoch frei, diese Wahl zu ändern, nachdem er sich für eine der beiden Maßnahmen entschieden hat:

- entweder einen oder mehrere Aufwertungsverträge gemäß den Artikeln 28 und 29 abschließen;
- oder sich einem Qualitätskonzept gemäß den Artikeln 30 bis 35 anschließen.

§ 4. Jede Aufgabe der Betriebstätigkeit oder Abänderung der Betriebsbedingungen oder jegliche sonstige Änderung oder Entwicklung, sei sie abhängig oder unabhängig vom Willen des Landwirts, die dazu führt oder dazu führen kann, dass der BG1-Wert über 1 ansteigt und die in § 3 angeführten Pflichten nicht mehr beachtet werden, sowie eine Änderung der in § 3 angeführten Maßnahmen muss der Verwaltung durch den Landwirt per Einschreibebrief spätestens *einen Monat* bevor diese Änderungen eintreten oder innerhalb des Monats, nachdem sie eingetreten sind, falls sie nicht vorhersehbar waren, mitgeteilt werden.

Abschnitt 5 — Aufwertungsverträge

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

Art. 28 - § 1. Der Landwirt kann mit Drittpersonen Aufwertungsverträge abschließen, um die in Artikel 27, § 3 angeführten Auflagen zu erfüllen, unter der Bedingung, dass der Anteil der Bodengebundenheit seines Betriebs nach Abschluss der Aufwertungsverträge (BG2 oder BG-Verträge) kleiner oder gleich als 1 bleibt. Diese Verträge müssen sich über eine Mindestdauer von einem Jahr erstrecken.

§ 2. Der Anteil der Bodengebundenheit des Betriebs nach Abschluss der Aufwertungsverträge wird anhand nachfolgender Formel berechnet:

Erzeugter organischer Stickstoff (KgNorg.) + importierter organischer Stickstoff (KgNorg.) - exportierter organischer Stickstoff (KgNorg.)

BG-Verträge =

[Weidefläche des Betriebs (Ha) X BWW (KgNorg./Ha)] +

[Fläche Ackerbauland des Betriebs (Ha) X BWA (KgNorg./Ha)] +

in der im Nenner die Fläche jeder Parzelle durch den ihr eigenen Basiswert multipliziert wird, je nachdem ob sich diese Parzelle in einem gefährdeten Gebiet oder einem Gebiet, das besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt ist, befindet, oder nicht.

§ 3. Die Verwaltung teilt den Landwirten wenigstens einmal jährlich und auf der Grundlage der aktuellsten verfügbaren Daten schriftlich den BG2-Wert ihres Betriebs mit.

§ 4. Die Landwirte, die sich einem Qualitätskonzept gemäß den *Artikeln 30 bis 35* angeschlossen haben, dürfen in ihrer Eigenschaft als Bezugnehmer nur mit Landwirten, die sich ebenfalls einem Qualitätskonzept angeschlossen haben, Aufwertungsverträge abschließen.

§ 5. Die Aufwertungsverträge haben wenigstens die nachfolgenden Durchführungsbestimmungen zu umfassen:

- a) die Verpflichtung der Vertragsparteien, alle Vorschriften auf dem Gebiet der Verwaltung des Stickstoffs zu beachten;
- b) die Menge des durch den Vertrag betroffenen organischen Stickstoffs (und die entsprechende Menge organische Düngemittel), sowie die Dauer des Vertrags;
- c) die im Falle einer Vertragsauflösung, der Missachtung dieses Vertrags oder eines Streitfalls zwischen den Parteien vorgesehenen Bestimmungen;
- d) die Vertragsparteien haben über den Stickstofftransfer und das Beweiden der Parzellen Buch zu führen. Am 30. April eines jeden Jahres ist die Buchführung der vergangenen Saison der Verwaltung zur Verfügung zu halten. Die Buchführung betreffend den Stickstofftransfer und die Beweidung ist Gegenstand eines Schriftstücks, das von den Parteien, die einen oder mehrere Verträge abgeschlossen haben, zu unterzeichnen ist und das alle Informationen bezüglich des durchgeführten Transfers beinhaltet.

§ 6. Der Minister hat die Möglichkeit, die Durchführungsbestimmungen für die Umsetzung der Aufwertungsverträge weiter zu erläutern.

§ 7. Jeder der Aufwertungsverträge wird in dreifacher Ausfertigung aufgestellt, wobei der Landwirt, die Drittperson und die Verwaltung jeweils ein Exemplar erhalten. Das letztgenannte Exemplar ist der Verwaltung spätestens einen Monat nach Unterzeichnung des Vertrags zu übermitteln.

Unterabschnitt 2 — Die Verpflichtung, organischen Stickstoff durch Aufwertungsverträge zu exportieren

Art. 29 - § 1. Der Landwirt, der gemäß Artikel 27, § 3 mit Drittpersonen Aufwertungsverträge abschließen möchte, hat bei der Verwaltung eine diesbezügliche Erklärung einzureichen.

Durch diese Erklärung verpflichtet er sich, die Vorschriften von Artikel 28 zu beachten. Die genannte Erklärung wird anhand eines durch den Minister festgelegten Formulars abgegeben, das durch den Landwirt ordnungsgemäß auszufüllen ist. Dieses Formular hat er zu datieren und zu unterzeichnen.

Es ist der Verwaltung mit einem Einschreibebrief zurückzusenden.

§ 2. Der Landwirt ist verpflichtet, ab dem Datum, an dem er seine Erklärung einschickt, organischen Stickstoff im Rahmen von Aufwertungsverträgen zu exportieren.

§ 3. Diese Verpflichtung erstreckt sich über einen erneuerbaren Zeitraum von vier Jahren, der damit beginnt, dass der Landwirt diese Verpflichtung eingeht.

§ 4. Nach Ablauf des ersten vierjährigen Zeitraums von vier Jahren wird die Verpflichtung um weitere vier Jahre verlängert, es sei denn diese Verlängerung ist in Anwendung von Artikel 27, § 4 nicht vorgesehen.

Abschnitt 4 — Qualitätskonzept

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

Art. 30 - § 1. Wenn der betriebsinterne Anteil der Bodengebundenheit (BG3 oder BG-Intern) größer oder gleich als 1 ist, kann sich der Landwirt, dessen Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen ist, einem Qualitätskonzept anschließen. In diesem Fall ist er berechtigt, von den in den Artikeln 24 und 25 festgelegten Pflichten abzuweichen.

§ 2. Das Qualitätskonzept zielt darauf ab, die mit der landwirtschaftlichen Betriebstätigkeit verbundene Gefahr auf dem Gebiet der Verunreinigung des Wassers durch Nitrat zu beherrschen. Das Konzept besteht darin, dass sich ein Landwirt oder eine Gruppe von Landwirten verpflichten, die Verpflichtungen und das Protokoll, die in den Artikeln 33 und 34 angeführt werden, zu beachten.

Dieses Konzept erstreckt sich über einen erneuerbaren Zeitraum von vier Jahren, der damit beginnt, dass sich der Landwirt verpflichtet, sich diesem Konzept anzuschließen.

§ 3. Der betriebsinterne Anteil der Bodengebundenheit wird anhand folgender Formel berechnet:

Erzeugter organischer Stickstoff (KgNorg.)

BG-Intern =

[Weidefläche des Betriebs (Ha) X BWW (KgNorg./Ha)] +

[Fläche Ackerbauland des Betriebs (Ha) X BWA (KgNorg./Ha)] +

in der im Nenner die Fläche jeder Parzelle durch den ihr eigenen Basiswert multipliziert wird, je nachdem ob sich diese Parzelle in einem gefährdeten Gebiet oder einem Gebiet, das besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt ist, befindet, oder nicht.

§ 4. Die Verwaltung teilt den betreffenden Landwirten wenigstens einmal jährlich und auf der Grundlage der aktuellsten verfügbaren Daten schriftlich den BG3-Wert ihres Betriebs mit.

Unterabschnitt 2 — Die Erklärung, sich einem Qualitätskonzept anzuschließen

Art. 31 - § 1. Der Landwirt, der sich einem Qualitätskonzept anschließen möchte, hat bei der Verwaltung eine diesbezügliche Erklärung einzureichen.

Durch diese Erklärung verpflichtet er sich, die Vorschriften von Artikel 33 zu beachten. Diese Erklärung ist durch den Landwirt zu datieren und zu unterzeichnen. Sie wird der in Artikel 39, § 2 und 3 definierten Begleitstruktur vorgelegt, die sie mit einem Sichtvermerk versieht.

Sie ist der Verwaltung mit einem Einschreibebrief zurückzusenden.

§ 2. Die Erklärung ist unzulässig, wenn:

— sie nicht per Einschreibebrief zugestellt wurde;

— sie nicht unterzeichnet und datiert ist;

— sie nicht durch die Begleitstruktur mit einem Sichtvermerk versehen wurde;

— sie nicht in Anwendung von Artikel 30, § 1 gemacht wurde;

— dem Landwirt gemäß Artikel 33, § 6 das Verbot erteilt wurde, sich weiterhin an einem Qualitätskonzept, dem er sich seit weniger als vier Jahren angeschlossen hatte, zu beteiligen;

— im Rahmen eines früheren Qualitätskonzepts die Abschlussbilanz des Landwirts innerhalb einer Frist von weniger als 4 Jahren von der Verwaltung abgelehnt wurde.

Ist die Erklärung unzulässig, übermittelt die Verwaltung dem Landwirt innerhalb von drei Monaten ab dem Datum, an dem ihr die Erklärung zugestellt wurde, ihren Beschluss unter Angabe der Gründe, die zu der Unzulässigkeit geführt haben.

In Ermangelung einer Beschlussfassung innerhalb dieser Frist wird davon ausgegangen, dass die Verwaltung die Erklärung für zulässig befunden hat.

§ 3. Auf der Grundlage einer begründeten Erklärung kann die Verwaltung jenen Landwirten, deren Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen ist und dabei einen BG3 aufweist, der geringer als 1 ist, erlauben, sich an dem Qualitätskonzept zu beteiligen.

Bei der Vergabe dieser individuellen Genehmigungen berücksichtigt die Verwaltung die Besonderheiten der biologischen Landwirtschaft sowie die lokalen Besonderheiten der Landwirtschaft und insbesondere das Interesse, das diese Genehmigung für andere Landwirte hat, deren Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen ist und die versuchen, ihren eigenen überschüssigen Tierdung zu exportieren.

§ 4. Die Beteiligung eines Landwirts an einem Qualitätskonzept gilt ab dem Tag, an dem er seine Erklärung bei der Post aufgegeben hat, insofern diese nicht gemäß § 2 für unzulässig erklärt worden ist.

Unterabschnitt 3 — Den Landwirten, die sich an einem Qualitätskonzept beteiligen,
gewährte abweichende maximale Werte

Art. 32 - § 1. In Abweichung von den Bestimmungen der Artikel 24 und 25 entsprechen die abweichenden maximalen Werte je nach Art der Kultur der Summe der Stickstoffzufuhr auf der angebauten Kultur und auf der Kultur vor dem Anbau seit der letzten Ernte gemäß den in der Tabelle der Anlage III angeführten Werten.

§ 2. In Abweichung von den Bestimmungen des Artikels 24 werden außerhalb der Gebiete, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind, die Basiswerte des auf den betreffenden Flächen des Betriebs ausbringbaren organischen Stickstoffs durch die abweichenden maximalen Werte des ausbringbaren organischen Stickstoffs ersetzt. Dabei handelt es sich um folgende Werte:

- 1) im Durchschnitt je Ha Ackerbauland (AWA): 130 Kg Norg./Ha.Jahr;
- 2) im Durchschnitt je Ha Weide (AWS): 250 K Norg./Ha.Jahr, einschließlich der Rückführung durch weidende Tiere;

Auf der Grundlage dieser Werte muss das Ergebnis des nachstehend angeführten Bruchs unbedingt kleiner oder gleich als 1 sein:

Erzeugter organischer Stickstoff (KgNorg.) + importierter organischer Stickstoff (KgNorg.) - exportierter organischer Stickstoff (KgNorg.)

BG-Abweichend =

[Weidefläche des Betriebs (Ha) X AWS (KgNorg./Ha)] +

[Fläche Ackerbauland des Betriebs (Ha) X AWA (KgNorg./Ha)]

in dem im Nenner die Flächen des Betriebs, die in Gebieten gelegen sind, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind, nicht berücksichtigt werden.

Bei der Berechnung anhand dieser Formel werden der Anteil des erzeugten organischen Stickstoffs und der Anteil des importierten organischen Stickstoffs, der auf den Parzellen ausgebracht wird, die in einem Gebiet, das besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt ist, gelegen sind, einschließlich der Rückführung durch weidende Tiere, als exportierter organischer Stickstoff gewertet.

Dieser Bruch wird "Abweichender Anteil der Bodengebundenheit des Betriebs" (BG-4 oder BG-Abweichend) genannt.

§ 3. Die Landwirte dürfen jedoch durchschnittlich 210 Kg Norg./Ha.Jahr auf den Flächen des Betriebs, die in einem gefährdeten Gebiet gelegen sind, nicht übersteigen. Diese Bedingung, ist dadurch abzuleiten, dass das Ergebnis des nachfolgenden Bruchs (BG5 oder BG-Gefährdetes Gebiet) unbedingt kleiner oder gleich als 1 sein muss:

Erzeugter organischer Stickstoff (KgNorg.) + importierter organischer Stickstoff (KgNorg.) - exportierter organischer Stickstoff (KgNorg.)

BG-Gefährdetes Gebiet =

Fläche des Betriebs, die in einem gefährdeten Gebiet gelegen ist (Ha) X 210 (Kg Norg./Ha)

Bei der Berechnung anhand dieser Formel werden der Anteil des erzeugten organischen Stickstoffs und der Anteil des importierten organischen Stickstoffs, der auf den Parzellen ausgebracht wird, die außerhalb eines gefährdeten Gebiets gelegen sind, einschließlich der Rückführung durch weidende Tiere, als exportierter organischer Stickstoff gewertet.

§ 4. Die Verwaltung teilt den betreffenden Landwirten wenigstens einmal jährlich und auf der Grundlage der aktuellsten verfügbaren Daten schriftlich die Werte des BG4 und des BG5 ihres Betriebs mit.

§ 5. Der exportierte organische Stickstoff wird lediglich dann als solcher bei der Berechnung berücksichtigt, wenn er Gegenstand von gemäß Artikel 28, § 4, 5 und 7 des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß abgeschlossenen Aufwertungsverträgen ist.

§ 6. In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 25 werden in den Parzellen, die außerhalb von Gebieten liegen, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind, die organischen Düngemittel in einem Mengenverhältnis ausgebracht, das ermöglicht, dass während drei aufeinanderfolgenden Jahren der Nutzung dieser Parzelle als Ackerbauland einerseits oder als Weide andererseits der Durchschnitt der Zufuhr an organischem Stickstoff während einem Jahr 130 Kg Norg. je Ha und Jahr auf Ackerbauland und 250 Kg je Ha und Jahr auf Weiden, einschließlich der Rückführung durch weidende Tiere, nicht übersteigt.

Unterabschnitt 4 — Im Rahmen des Qualitätskonzepts zu beachtende Verpflichtungen

Art. 33 - § 1. Die Landwirte beachten die grundlegenden Bestimmungen im Rahmen einer Zusammenarbeit mit der Begleitstruktur, die in Artikel 39, § 2 und 3 angeführt wird.

Diesbezüglich gehen sie folgende Verpflichtungen ein:

- a) uneingeschränkte Zusammenarbeit mit der Begleitstruktur;
- b) Führung von "Parzellenkarten": diese Karten beinhalten für jede der Parzellen alle Informationen, die notwendig sind, um die diesbezüglichen Stickstoffbewegungen nachvollziehen zu können, sowie die Informationen, die notwendig sind, um nachvollziehen und überprüfen zu können, ob die in dem vorliegenden Artikel angeführten Verpflichtungen eingehalten wurden; die Begleitstruktur kann die Landwirte beim Ausfüllen dieser Parzellenkarten unterstützen;

der Minister ist befugt, das Muster des Formulars, das für diese Parzellenkarten verwendet wird, festzulegen.

- c) Gewährleistung einer völlig transparenten Verwaltung der Stickstoffbewegungen des Betriebs, was voraussetzt, dass folgende Dokumente der Begleitstruktur zur Einsichtnahme zur Verfügung gestellt werden: Auflistung der Flächen, Aufwertungsverträge, Parzellenkarten, Auflistung des Viehbestands, Ergebnisse der Erträge der Kulturen, Etiketten der Futter- oder Düngersäcke, Rechnungen oder Lieferscheine bezüglich des An- und Verkaufs von Erzeugnissen, die Stickstoff enthalten sowie jegliche Information über Transaktionen, die den Stickstoff betreffen, oder über die Verwaltung von Stickstoff im weiteren Sinne;

d) Gewährleistung, dass der Begleitstruktur alle Dokumente zur Verfügung gestellt werden, die PAS-Ergebnisse, die individuellen BG und die Aufwertungsverträge betreffen, sowie den gesamten diesbezüglichen Schriftwechsel mit der Verwaltung oder der Verwaltung der Landwirtschaft sowie alle zweckdienlichen Informationen, die es der Begleitstruktur ermöglichen, ihre Aufgaben wahrzunehmen;

e) Einverständnis, dass die gesammelten Daten des Betriebs, nachdem sie anonym gemacht wurden, verwendet werden, um Datenbanken zu speisen, die dazu bestimmt sind, die Untersuchung, die Übermittlung und die Bewertung des Programms zur dauerhaften Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft zu ermöglichen.

§ 2. Die Landwirte verpflichten sich des weiteren, jeden Herbst auf ihren Parzellen in der Form von Stichproben Stickstoffprofile durchführen zu lassen, um dauerhaft zufriedenstellende PAS-Werte zu erzielen.

Die PAS-Werte der Landwirte, die sich an einem Qualitätskonzept beteiligen, werden jedes Jahr von der Begleitstruktur mit den PAS-Richtwerten verglichen, die gemäß Artikel 43 von dem Minister festgelegt worden sind, um die Leistungen dieser Landwirte auf dem Gebiet der Stickstoffverwaltung zu bewerten. Werden die erwarteten Leistungen nicht erzielt, führt der Landwirt im Einverständnis mit der Begleitstruktur gemäß Artikel 34, § 1 Maßnahmen durch, die für eine verbesserte Verwaltung des Stickstoffs gemäß § 4 hilfreich sind, und insbesondere die Verringerung der bestehenden Einfuhr organischen Stickstoffs.

Der Minister legt die Bedingungen und Werte fest, die zu beachten sind, damit die PAS-Werte als zufriedenstellend und dauerhaft gewertet werden können, sowie die Durchführungsbestimmungen für die Stichproben und die Analyse der Stickstoffprofile.

§ 3. Die Landwirte sind ebenfalls verpflichtet, dafür Sorge zu tragen, dass im Einverständnis mit der Begleitstruktur jedes Jahr systemische Stickstoffbilanzen (eine Bilanz des Betriebs und eine Bilanz der Fruchtfolge) durchgeführt werden, mit dem Ziel, dauerhaft zufriedenstellende systemische Stickstoffbilanzen zu erreichen.

Die von den Landwirten, die sich an einem Qualitätskonzept beteiligen, bei systemischen Stickstoffbilanzen erzielten Werte werden jedes Jahr von der Begleitstruktur mit den betreffenden Richtwerten verglichen, um die Leistungen dieser Landwirte auf dem Gebiet der Stickstoffverwaltung zu bewerten. Werden die erwarteten Leistungen nicht erzielt, führt der Landwirt im Einverständnis mit der Begleitstruktur gemäß Artikel 34, § 1 Maßnahmen durch, die für eine verbesserte Verwaltung des Stickstoffs gemäß § 4 hilfreich sind, und insbesondere die Verringerung der bestehenden Einfuhr organischen Stickstoffs.

Der Minister legt die Richtwerte fest, sowie die Bedingungen und Werte, die zu beachten sind, damit die systemischen Stickstoffprofile zufriedenstellend und dauerhaft gewertet werden können.

Der Minister kann die Durchführungsbestimmungen für die Berechnung der systemischen Stickstoffprofile festlegen.

Der Minister kann die Landwirte, deren Betrieb nicht in einem gefährdeten Gebiet und/oder einem Gebiet, das besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt ist, und die sich an einem Qualitätskonzept beteiligen, von den in diesem Paragraphen angeführten Verpflichtungen befreien.

§ 4. In Übereinstimmung mit der Begleitstruktur wenden die Landwirte gemäß Artikel 34, § 1 agrar-technische Maßnahmen, Praktiken und Bewirtschaftungsmethoden an, die im Rahmen der Stickstoffverwaltung vorteilhaft sind. Dies geschieht in progressiven Schritten mit dem Ziel, vorrangig die in § 2 angeführten PAS-Ergebnisse, sowie die in § 3 angeführten Stickstoffbilanzen, zu verbessern.

Die Durchführungsbestimmungen sowie die Richtwerte für den Einsatz dieser Maßnahmen werden durch den Minister festgelegt.

Stellt sich aufgrund der gemachten Erfahrungen heraus, dass diese Maßnahmen nicht angepasst sind, um die gesteckten Ziele wirkungsvoll zu erreichen, ist der Minister befugt, die Durchführungsbestimmungen sowie die Richtwerte für den Einsatz dieser Maßnahmen abzuändern. Unter diesem Gesichtspunkt kann der Minister ebenfalls manche dieser Maßnahmen oder agrar-technische Praktiken annullieren oder andere hinzufügen.

Im Rahmen eines jeden individuellen Qualitätskonzepts können des weiteren andere Maßnahmen von der Begleitstruktur empfohlen werden, wenn diese der Meinung ist, dass sie ermöglichen, die im ersten Absatz angeführten Ziele schneller zu erreichen.

§ 5. Die Landwirte verpflichten sich schließlich, das Durchführungsprotokoll des Qualitätskonzepts gemäß des Unterabschnitts V zu beachten.

§ 6. Wird gemäß Artikel 44 festgestellt, dass die kraft des vorliegenden Erlasses festgelegten Verpflichtungen missachtet worden sind, wird den betreffenden Landwirten unmittelbar untersagt, sich weiterhin am Qualitätskonzept zu beteiligen, was wiederum dazu führt, dass sie unverzüglich die in den Artikeln 24 und 25 festgelegten Werte des ausbringbaren organischen Stickstoffs anzuwenden haben.

Unterabschnitt 5 — Bilanzen der vergangenen Saison, Vorausschätzungen für die kommende Saison, Abschlussbilanz und Weiterführung des Qualitätskonzepts

Art. 34 - § 1. Der Landwirt erstellt jedes Jahr in Übereinstimmung mit der Begleitstruktur ein Schriftstück, das die Bilanz der vergangenen Saison sowie Vorausschätzungen für die kommende Saison beinhaltet; die Bilanz der vergangenen Saison umfasst die Bewertung der in Artikel 33 erwähnten Leistungen des Landwirts; auf der Grundlage der Bilanz der vergangenen Saison beinhalten die Vorausschätzungen die Beschreibung der in Artikel 33 beschriebenen Maßnahmen, die für die kommende Saison eingeplant sind.

Um als gültig betrachtet zu werden, ist das in Absatz 1 erwähnte Schriftstück spätestens am 31. Mai eines jeden Jahres vom Landwirt zu unterzeichnen und von der Begleitstruktur für genehmigt gegenzuzeichnen.

Zeigt sich die Begleitstruktur nicht einverstanden, so richtet sie sich an die Verwaltung; Artikel 44 ist anwendbar.

Der Minister ist befugt das Muster der Formulare festzulegen, die für das Erstellen der Bilanz der vergangenen Saison und der Vorausschätzungen der kommenden Saison verwendet werden.

§ 2. Das Qualitätskonzept wird dadurch abgeschlossen, dass der Landwirt im Einvernehmen mit der Begleitstruktur eine Abschlussbilanz erstellt. Um als gültig betrachtet zu werden, ist diese Abschlussbilanz vom Landwirt zu unterzeichnen und von der Begleitstruktur für genehmigt gegenzuzeichnen. Der Landwirt hat diese Bilanz per Einschreibebrief spätestens einen Monat nach Abschluss des Zeitraums im Rahmen des vierjährigen Qualitätskonzepts der Verwaltung zu übermitteln.

Zeigt sich die Begleitstruktur nicht einverstanden, so richtet sie sich an die Verwaltung; Artikel 44 ist anwendbar.

Aus dieser Abschlussbilanz geht hervor, inwiefern der Landwirt die in Artikel 33 festgelegten Verpflichtungen beachtet hat.

Die Verwaltung überprüft die Abschlussbilanz und trifft innerhalb von drei Monaten nach dem Datum, an dem der Landwirt diese Bilanz bei der Post aufgegeben hat, eine begründete Entscheidung darüber, ob sie genehmigt wird oder nicht.

In Ermangelung einer Entscheidung innerhalb dieser Frist, wird davon ausgegangen, dass die Verwaltung die Abschlussbilanz genehmigt.

Genehmigt die Verwaltung die Abschlussbilanz, so wird das Qualitätskonzept weitergeführt, es sei denn diese Weiterführung ist in Anwendung von Artikel 27, § 4 nicht vorgesehen.

Falls die Abschlussbilanz nicht von der Verwaltung genehmigt worden ist, wird das Qualitätskonzept nicht weitergeführt.

Der Minister ist befugt das Muster des Formulars festzulegen, das für das Erstellen der Abschlussbilanz verwendet wird.

§ 3. Im Falle einer Weiterführung des Qualitätskonzepts, bildet die in § 2 angeführte Abschlussbilanz eine wichtige Arbeitsgrundlage für die kommenden Saisons, damit eine Stabilisierung oder eine Verbesserung der Leistungen erreicht werden kann.

Unterabschnitt 6 — Verpflichtung der Betriebsgemeinschaften im Rahmen des Qualitätskonzepts

Art. 35 - Das Qualitätskonzept kann im Rahmen von Betrieben, die sich zu einer Betriebsgemeinschaft zusammengeschlossen haben, durchgeführt werden, unter der Bedingung, dass:

- ein Vertrag besteht, der die Zusammenarbeit zwischen den Vertragspartnern regelt;
- eine maximale Distanz zwischen den Betrieben besteht;
- Beweise für eine bereits bestehende Zusammenarbeit vorliegen, wie zum Beispiel gemeinsame Ankäufe oder Lieferungen, Grundstückstausch, gemeinsame Nutzung von Gebäuden, Aufwertungsverträge, eine Verwandtschaft oder die Beteiligung an einer Kooperative zur Nutzung von Landwirtschaftlichem Gerät.

In diesem Fall gilt die Betriebsgemeinschaft als eine einzige Einheit für die verschiedenen Aspekte des Qualitätskonzepts. Der Minister ist befugt, die Bedingungen für den Zugang und die gemeinsame Durchführung des Qualitätskonzepts festzulegen.

KAPITEL IV — *Bewertung der pro Tier erzeugten Stickstoffmengen, des Stickstoffgehalts von Tierdung und anderen Düngemitteln*

Art. 36 - § 1. Bei den pro Tier und Jahr erzeugten Stickstoffmengen, die in der Anlage V angeführt werden, handelt es sich um die Werte, die zur Berechnung des erzeugten organischen Stickstoffs bei der Feststellung der Werte der Bodengebundenheit herangezogen werden.

Im Rahmen des Qualitätskonzepts kann die Berechnung des erzeugten organischen Stickstoffs bei der Feststellung der Werte der Bodengebundenheit jedoch auch auf der Grundlage des Produktionsvolumens und des Stickstoffgehalts des im Betrieb anfallenden Tierdungs durchgeführt werden, aufgrund einer genauen Feststellung, die ordnungsgemäß begründet und von der in Artikel 39, § 2 und § 3 angeführten Begleitstruktur genehmigt wird, insofern insbesondere die Ernährung, die Zusammensetzung und die Größe des Viehbestandes, die Art der Viehhaltung, die Art des erzeugten Tierdungs, deren Handhabung sowie die Ergebnisse der regelmäßig durchgeführten und repräsentativen Analysen des Tierdungs berücksichtigt werden.

§ 2. Die als Richtwerte herangezogenen Stickstoffgehalte des Tierdungs, insbesondere bei der Berechnung des importierten und exportierten organischen Stickstoffs bei der Bestimmung des Wertes der Bodengebundenheit, werden in Anlage VI angeführt. Landwirte, deren Betriebssitz in der Wallonischen Region gelegen ist, können jedoch abweichende Werte rechtfertigen, die sie durch regelmäßige und repräsentative Analysen des Tierdungs, die ordnungsgemäß begründet und von der in Artikel 39, § 2 und § 3 angeführten Begleitstruktur genehmigt werden, erzielt haben.

§ 3. Der Stickstoffgehalt der sonstigen Düngemittel kann von der Verwaltung festgelegt werden, sofern er nicht durch andere anwendbare Rechtsverordnungen garantiert wird. Landwirte, deren Betriebssitz in der Wallonischen Region gelegen ist, können jedoch abweichende Werte rechtfertigen, die sie durch regelmäßige und repräsentative Analysen der Düngemittel, die ordnungsgemäß begründet und von der in Artikel 39, § 2 und § 3 angeführten Begleitstruktur genehmigt werden, erzielt haben.

§ 4. Die Verwaltung beschließt spätestens dann, wenn sie dem Landwirt den Wert der Bodengebundenheit übermittelt, über das Produktionsvolumen und den Stickstoffgehalt, die von diesem Landwirt in Anwendung der § 1, 2 und 3 vorgeschlagen werden.

KAPITEL V — *Bereitstellung von Informationen*

Art. 37 - Alle Landwirte sind verpflichtet, der Verwaltung oder der Verwaltung der Landwirtschaft auf deren Anfrage alle durch den vorliegenden Erlass verlangten Informationen zu übermitteln.

Diese Informationen sind innerhalb eines Monats nach der Anfrage der Verwaltung oder der Verwaltung der Landwirtschaft zu übermitteln.

Im Falle einer Missachtung der Bestimmungen des vorliegenden Artikels findet Artikel 45 Anwendung.

KAPITEL VI — *Betreuung und Koordinierung*

Art. 38 - Um eine nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft zu fördern organisieren die Minister auf dem Gebiet der Wallonischen Region ein Informationsprogramm, wobei sie die Landwirte insbesondere auffordern, die Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft anzuwenden.

Sie organisieren zudem in den gefährdeten Gebieten und den Gebieten, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind, spezifische Kommunikationskampagnen.

Art. 39 - § 1. Die Minister organisieren die Koordinierung der vorliegenden Bestimmungen und die Betreuung der Landwirte, deren Betriebssitz in der Wallonischen Region gelegen ist.

§ 2. Zu diesem Zweck beauftragen sie im Rahmen einer Vereinbarung eine oder mehrere Einrichtungen die in dem vorliegenden Erlass unter dem Begriff "Begleitstruktur" angeführt werden, mit Betreuungs- und Koordinierungsaufgaben.

Die Begleitstruktur tritt in allen Fällen ein:

1° im Rahmen des Qualitätskonzepts gemäß den Artikeln 21, 33 und 34;

2° im Rahmen von Artikel 36.

Die Begleitstruktur kann ebenfalls jenen Landwirten, die sich nicht an einem Qualitätskonzept beteiligen und deren Betriebssitz in der Wallonischen Region gelegen ist, helfen, die mit ihrer landwirtschaftlichen Betriebstätigkeit verbundene Gefahr für die Umwelt auf dem Gebiet der Verunreinigung des Wassers durch Nitrat zu verwalten.

§ 3. Die Begleitstruktur handelt vorrangig in den gefährdeten Gebieten und den Gebieten, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind.

KAPITEL VII — *Bewertung und Überwachung*

Art. 40 - Stellt sich aufgrund der bei der Umsetzung eines Aktionsprogramms in einem gefährdeten Gebiet oder in eines spezifischen Programms für die Verwaltung des Stickstoffs im Rahmen der Landwirtschaft in einem Gebiet, das besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt ist, gemachten Erfahrungen heraus, dass diese Maßnahmen nicht angepasst sind oder nicht ausreichen, um die in Artikel 2 angeführten Ziele in einem bestimmten Gebiet wirkungsvoll zu erreichen, trifft die Regierung alle Maßnahmen und Aktionen, die sie für notwendig erachtet.

Bei der Wahl dieser Maßnahmen oder Aktionen werden ihre Wirksamkeit und ihre Kosten im Vergleich zu anderen möglichen Maßnahmen berücksichtigt.

Art. 41 - § 1. Um die erste Ausweisung der gefährdeten Gebiete und der Gebiete, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind, die Überarbeitung des bestehenden Verzeichnisses und die Beurteilung der Wirksamkeit der allgemeinen Maßnahmen der damit verbundenen Programme zu ermöglichen, wird von der Verwaltung eine allgemeine Überwachung des Nitratgehalts des Wassers unter der Bezeichnung "survey nitrate" durchgeführt. Dabei wird folgendermaßen vorgegangen:

1° die Verwaltung legt ein Netz zur Überwachung des Nitratgehalts in dem Oberflächenwasser und dem Grundwasser fest. Die so erhaltenen Informationen werden durch Informationen der wasseraufbereitenden Unternehmen vervollständigt;

2° die Betreiber der Entnahmestellen von aufbereitem Grundwasser führen sooft, wie in der Tabelle, die die Anlage VII des vorliegenden Erlasses bildet, vorgesehen, Analysen von repräsentativen Proben des Rohwassers durch, die folgende Parameter betreffen: Ammoniumstickstoff, Nitrit, Nitrat (Ergebnisse in Mg NH₄, Mg NO₂ und Mg NO₃ je Liter). Sie übermitteln der Verwaltung die Ergebnisse der Analysen mindestens einmal alle vier Monate.

3° die Betreiber der Entnahmestellen von aufbereitem Oberflächenwasser führen sooft, wie in der Tabelle, die die Anlage VII des vorliegenden Erlasses bildet, vorgesehen, Analysen von repräsentativen Proben des Rohwassers durch, die an den Messstellen entnommen werden und folgende Parameter betreffen: Ammoniumstickstoff, Nitrit, Nitrat (Ergebnisse in Mg NH₄, Mg NO₂ und Mg NO₃ je Liter). Sie übermitteln der Verwaltung die Ergebnisse der Analysen mindestens einmal alle vier Monate.

§ 2. Die Liste der gefährdeten Gebiete und der Gebiete, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind, wird mindestens alle vier Jahre neu geprüft und falls notwendig überarbeitet oder ergänzt, um Änderungen oder zum Zeitpunkt der vorherigen Ausweisung nicht vorhersehbare Faktoren zu berücksichtigen.

Art. 42 - Die Nitratkonzentration im Wasser wird durch das Verfahren der Spektrophotometrie der Molekularabsorption oder durch jegliches andere von der Verwaltung genehmigte Verfahren, das zu vergleichbaren Ergebnissen führen kann, gemessen.

Art. 43 - Jedes Jahr legt der Minister die Richtwerte des potentiell auswaschbaren Stickstoffs fest (PAS), die ermöglichen, die Auswirkungen der getroffenen Maßnahmen zu bewerten und die von den Landwirten, die sich einem Qualitätskonzept angeschlossen haben, durchgeführten Maßnahmen, um die Verunreinigung des Wassers durch Nitrat zu bekämpfen, zu orientieren.

Diese Werte beziehen sich insbesondere auf die nachfolgenden Faktoren:

1° die Wetterverhältnisse, die das betreffende Jahr kennzeichnen haben;

2° die Ergebnisse der Stickstoffprofile, verteilt auf ein Netz repräsentativer Messstellen, genannt "survey landwirtschaftliche Flächen". Der Minister ist befugt, die Durchführungsbestimmungen für die "survey landwirtschaftliche Flächen" festzulegen;

3° die Art der Kultur;

4° der geographische Standort und die Bodenverhältnisse.

Art. 44 - Die Verwaltung überwacht die Beachtung der Verpflichtungen, die den Landwirten gemäß den Artikeln 8 bis 15, 16 bis 19, 20 bis 26, 27, § 3, 28 und 29 und 30 bis 35 des vorliegenden Erlasses zukommen.

Bestehen Zweifel bezüglich der Missachtung dieser Verpflichtungen informiert die Verwaltung den Landwirt durch einen begründeten Einschreibebrief, in dem sie diesen Landwirt auffordert, zu den Anmerkungen der Verwaltung Stellung zu nehmen. Der Landwirt hat innerhalb eines Monats auf dieses Schreiben zu antworten. Innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Datum des vorerwähnten Einschreibens entscheidet die Verwaltung ob eine Missachtung vorliegt oder nicht. In diesem Fall findet Artikel 45 Anwendung.

Art. 45 - Die Bestimmungen des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser bezüglich der Überwachung, der verwaltungspolizeilichen Maßnahmen und der strafrechtlichen Ahndungen sind auf die Ausführung des vorliegenden Erlasses anwendbar.

KAPITEL VIII — *Aufhebende Bestimmungen, Übergangsbestimmungen und abschließende Bestimmungen*

Art. 46 - Werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 4. Juli 1991 zur Regelung der Modalitäten für die Ausbringung der Tierzuchtabwässer;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Mai 1994 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen.

Art. 47 - § 1. Die Ministerialerlasse zur Ausweisung der in gefährdeten Gebieten gelegen Landabschnitte bleiben anwendbar, ungeachtet der Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Mai 1994 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen.

§ 2. Unbeschadet der Bestimmungen von § 1 wird das in Artikel 5 angeführte Aktionsprogramm an dem Tag in die Wege geleitet, an dem der Ministerialerlass zur Ausweisung des gefährdeten Gebietes im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

§ 3. Die in Artikel 7 angeführten spezifischen Maßnahmen zur Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft werden ab dem Tag in die Wege geleitet, an dem der Ministerialerlass zur Ausweisung des Gebiets, das besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt ist, im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Art. 48 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 49 und 50 tritt der vorliegende Erlass am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 49 - § 1. Für die bestehenden Lagereinrichtungen, die am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* nicht die in den Artikeln 12 bis 14 angeführten Auflagen erfüllen und in einem gefährdeten Gebiet oder einem Gebiet, das besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt ist, gelegen sind, treten die Artikel 12 bis 14 und 19 in Kraft:

1) am 1. Januar 2004 für alle Betriebe, die gemäß der Gesetzgebung über die Umweltgenehmigung als Einrichtungen der Klasse 1 gelten;

2) am 1. Januar 2005 für alle Betriebe, die gemäß der Gesetzgebung über die Umweltgenehmigung als Einrichtungen der Klasse 2 gelten;

3) am 1. Januar 2006 für alle Betriebe, die gemäß der Gesetzgebung über die Umweltgenehmigung als Einrichtungen der Klasse 3 gelten;

§ 2. Für die bestehenden Lagereinrichtungen, die am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* nicht die in den Artikeln 12 bis 14 angeführten Auflagen erfüllen und außerhalb eines gefährdeten Gebiets oder eines Gebiets, das besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt ist, gelegen sind, treten die Artikel 12 bis 14 und 19 in Kraft am 1. Januar 2007 für alle Betriebe, die gemäß der Gesetzgebung über die Umweltgenehmigung als Einrichtungen der Klasse 1, 2 und 3 gelten;

§ 3. In Abweichung von den Paragraphen 1 und 2 treten die Artikel 12 bis 14 und 19 in Kraft neun Jahre nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* für die bestehenden Lagereinrichtungen, die am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* nicht die in den Artikeln 12 bis 14 angeführten Auflagen erfüllen und Landwirten gehören, die am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* das Alter von 56 Jahren erreicht haben.

Art. 50 - Artikel 27, § 3 tritt ein Jahr nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 51 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Oktober 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

ANLAGE I

Umrechnungstabelle der Erzeugung von Tierdung

Durchschnittsvolumen der Produktion von Tierdung über einen Zeitraum von 6 Monaten						
KATEGORIE	LATTENROST UND GITTER	UNFREIE STALLHALTUNG		STALLHALTUNG STROHEINSTREU REDUZIERT		STALL-HALTUNG AUF STROHEINSTREU
	Gülle	Mist	Jauche	Mist	Gülle	Mist
	m ³ /Tier/6 Monate					
Rinder, jünger als 6 Monate	2,1	2,4	0,7	1,6	0,9	3,0
Jungstiere: 6 bis 12 Monate	3,7	4,3	0,9	2,1	0,9	4,5
Jungstiere: 1 bis 2 Jahre	5,6	6,6	1,3	4,9	3,1	5,7
Färsen: 6 bis 12 Monate	3,7	4,3	0,9	2,1	0,9	4,5
Färsen: 1 bis 2 Jahre	5,6	6,6	1,3	4,9	3,1	5,7
Mutterkühe	8,7	9,4	2,4	6,3	4,2	11,7
Milchkühe	10,0	10,6	2,4	6,6	4,9	11,7
Schlachtkühe	8,7	9,4	2,4	6,3	4,2	11,7
Sonstige Rinder, älter als 2 J. J.2ans	8,7	9,4	2,4	6,3	4,2	11,7

	LATTENROST	STALLHALTUNG STROHEINSTREU MIT HARNAUFFANG		STALLHALTUNG AUF STROHEINSTREU
	Gülle	Mist	Jauche	Mist
	m ³ /Stellplatz/6 Monate			
Ferkel (4 bis 10 Wochen)	0,4	0,4	0,1	0,4
Zuchtsäue	2,5	1,8	1,0	2,7
Säue mit Ferkeln	3,0	2,8	1,3	4,6
Eber	2,5	1,8	1,0	2,7
Mastschweine	1,0	1,2	0,4	1,5

	GITTER	AUF EINSTREU
	Gülle oder Kot	Mist
	m ³ /1000 Tiere/6 Monate	
Zuchthennen und Junghühner	22,5	22,5
Legehennen	34,5	27,0
Fleischhähnchen	21,0	15,0
Perlhühner		37,5
Gänse		60,0
Enten	27,0	60,0
Puten und Truthähne	45,0	66,0

	m ³ /Tier/6 Monate	
Kaninchen (100 Muttertiere)	22,5	0,4
Schafe und Ziegen: jünger als 1 Jahr		0,9
älter als ein Jahr		0,9
Pferde		6,1

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.
Namur, den 10. Oktober 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

ANLAGE IIAusbringungsperioden der Düngemittel

Übersichtstabelle der Ausbringungsperioden für organische Düngemittel

Ausbringungsperioden für schnellwirkende organische Düngemittel													
	Mai	Juni	Juli	Aug.	Sept.	Okt.	Nov.	Dez.	Jan.	Febr.	März	April	
Ackerbauland													
Weiden													

Ausbringungsperioden für langsam wirkende organische Düngemittel													
	Mai	Juni	Juli	Aug.	Sept.	Okt.	Nov.	Dez.	Jan.	Febr.	März	April	
Ackerbauland													
Weiden													

Erklärung der Übersichtstabelle der Ausbringungsperioden für organische Düngemittel:

	: Situationen, in denen das Ausbringen gemäß § 2, I, Absatz 2 von Artikel 19 des vorliegenden Erlasses zu geschehen hat.
	: Situationen, in denen das Ausbringen gemäß § 2, I, Absatz 1 von Artikel 19 des vorliegenden Erlasses zu geschehen hat.
	: Situationen, in denen das Ausbringen gemäß § 2, I, Absatz 3 von Artikel 19 des vorliegenden Erlasses zu geschehen hat.
	: Situationen, in denen das Ausbringen gemäß § 2, II von Artikel 19 des vorliegenden Erlasses zu geschehen hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Oktober 2002

Der Minister-Präsident,

J-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

ANLAGE III

Tabelle der je Hektar und Jahr je nach Art der Kultur ausbringbaren Höchstmengen Gesamtstickstoff

Großkulturen	Maximale Mengen Gesamtstickstoff (Kg N/Ha.Jahr)
Rüben	330
Mais	300
Raps	330
Kartoffeln	330
Wintergetreide	280
Frühjahrsgetreide	200
Zichorie	120
Leinen	80
Eiweißerbse	30
Industriegemüse	(Kg N/Ha.Kultur)
Dosenerbsen	30
Bohnen	80
Spinat	200
Puffbohnen	60
Möhren	120
Rosenkohl	180
Weiden	350 Kg N/Ha.Jahr

Die maximalen Mengen Gesamtstickstoff entsprechen der Summe der Zufuhr in einem Pflanzenanbau und vor diesem Anbau seit der letzten Ernte. Insbesondere umfassen die maximalen Mengen Gesamtstickstoff, die für Rüben, Mais, Raps und Kartoffeln angeführt werden, die organischen Düngemittel (hauptsächlich Mist), die der Hauptfrucht zugeführt werden und ebenfalls den darauffolgenden Kulturen zu Gute kommen. Es handelt sich hier um maximale Werte, deren Überschreiten zu einer erhöhten Gefahr der Verunreinigung des Grundwassers und/oder der Oberflächengewässer durch Nitrat führen kann.

Bei den in dieser Tabelle angeführten Werten handelt es sich somit nicht um optimale Werte; sie sind in keiner Weise als Richtlinien für die Düngung zu betrachten.

Die Bedürfnisse sind auf der Grundlage des Potentials jeder einzelnen Kultur und der örtlichen Besonderheiten sowie der agrar-klimatischen Bedingungen des jeweiligen Jahres festzulegen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Oktober 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

ANLAGE IV

Maximale Werte des durchschnittlich auf Ackerbauland und Weiden ausbringbaren organischen Stickstoffs

1°. Die maximalen Basiswerte für durchschnittlich auf Ackerbauland und Weiden ausbringbaren organischen Stickstoff werden auf der Grundlage der nachstehenden Tabelle bestimmt.

	Je Hektar Ackerbauland (BWA)	Je Hektar Weide (1) (BWW)
In gefährdeten Gebieten (GG) und Gebieten, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind (GBUB)	80 Kg Norg./Jahr	210 Kg Norg./Jahr
Außerhalb der GG und GBUB	120 Kg Norg./Jahr	210 Kg Norg./Jahr

2°. Die abweichenden maximalen Basiswerte für durchschnittlich auf Ackerbauland und Weiden ausbringbaren organischen Stickstoff werden auf der Grundlage der nachstehenden Tabelle bestimmt.

	Je Hektar Ackerbauland (AWA)	Je Hektar Weide (1) (AWW)
In gefährdeten Gebieten (GG)	130 Kg Norg./Jahr (2)	250 Kg Norg./Jahr (2)
In Gebieten, die besonderen Umweltbelastungen ausgesetzt sind (GBUB)	(3)	(3)
Außerhalb der GG und GBUB	130 Kg Norg./Jahr	250 Kg Norg./Jahr

(1) Die Rückführungen durch weidende Tiere werden mitgezählt.

(2) Auf der Fläche des Betriebs, die in einem gefährdeten Gebiet gelegen ist, dürfen durchschnittlich 210 Kg Norg./Ha.Jahr nicht überstiegen werden.

(3) Die abweichenden maximalen Basiswerte für durchschnittlich auf Ackerbauland und Weiden ausbringbaren organischen Stickstoff werden durch die je Hektar und Jahr je nach Art der Kultur ausbringbaren Höchstmengen Stickstoff ersetzt, die in der Tabelle der Anlage III angeführt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Oktober 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

ANLAGE V

Tabelle des jährlich pro Tierkategorie erzeugten Stickstoffs nach Abzug der bei der Lagerung entstehenden Verluste und unter Berücksichtigung der Reinigungsphasen bei Schwein und Geflügel

Tierarten	
	Kg N/Kopf.Jahr
Milchkuh	90
Mutterkuh	73
Schlachtkuh	73
Andere Rinder, älter als 2 J.	73
Rinder, jünger als 6 Monate	10
Färsen: 6 bis 12 Monate	23
Färsen: 1 bis 2 Jahre	44
Jungtiere, 6 bis 12 Monate	28
Jungtiere, 1 bis 2 Jahre	53
Schafe und Ziegen, jünger als ein Jahr	3,3
Schafe und Ziegen, älter als ein Jahr	6,6
Pferde	56
	Kg N/Stellplatz. Jahr
Zuchtsäue und Säue mit Ferkeln von weniger als 4 Wochen	24
Säue mit Ferkeln von 4 bis 10 Wochen	32
Eber	32
Mastschwein	12
Mastschwein auf biologisch kontrollierter Einstreu	6,3
Ferkel (4 bis 10 Wochen)	3,5
Fleischhähnchen (40 Tage)	0,27
Legehennen oder Zuchthennen (343 Tage)	0,62
Junghennen (127 Tage)	0,27
Zuchthähne	0,43
Enten (75 Tage)	0,43
Gänse (150 Tage)	0,43
Puten, Truthähne (85 Tage)	0,81
Perlhühner (79 Tage)	0,27
Mutterkaninchen	3,6
Strauße und Emu	3
Wachteln	0,04

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Oktober 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

ANLAGE VI

Tabelle über die durchschnittliche Stickstoffzusammensetzung des Tierdunges

Mist		Gülle oder Kot	
Tierkategorien	N (Kg/T)	Tierkategorien	N (Kg/T)
Rinder	5,0	Rinder	4,0
Schafe	6,7	Schweine	6,0
Schweine	6,0	Geflügel	
Ziegen	6,1	Feuchter Geflügelkot	15
Pferde	8,2	Vorgetrockneter Geflügelkot	22
Geflügel	23	Getrockneter Geflügelkot	35
		Kaninchen	8,5
Jauche		Kompostierter Mist	
Tierkategorien	N (Kg/T)	Tierkategorien	N (Kg/T)
Rinder		Rinder	6,5
Unfreie Stallhaltung	2,9		
Sickersäfte der Mist-haufen	0,6		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Oktober 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

ANLAGE VII

Tabelle der Häufigkeit der Analysen des Nitrat-, Nitrit- und Ammoniumstickstoffgehalts an den Entnahmestellen, die im Überwachungsnetz angeführt werden

Volumen der Wasserproduktion in m ³ /Tag (1=1000)	Anzahl Probeentnahmen/Jahr
Geringer als 1	3
1 bis 2	3
2 bis 10	6
10 bis 20	12
20 bis 30	18
30 bis 60	36
60 bis 100	60
Mehr als 100	120

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Oktober 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 4329

[C — 2002/28133]

**10 OKTOBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op de artikelen 40, 41, 42 en 46;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water, inzonderheid op de artikelen 8 en 9, gewijzigd bij de decreten van 23 december 1993, 7 maart 1996, 11 maart 1999 en 15 april 1999;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 juli 1991 houdende regeling van de modaliteiten inzake verspreiding van afvalwater afkomstig van veeteelt;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestregering van 14 november 1991, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 1995, betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 mei 1994 tot bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op het advies van de « Commission consultative des eaux » (Wateradviescommissie);

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest),

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het advies van de Raad van State van 27 februari 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op de met redenen omklede adviezen van 28 november 1998 en 9 november 1999 uitgebracht door de Europese Commissie tegen het Waalse Gewest wegens het uitblijven van een actieprogramma in de aangewezen kwetsbare gebieden;

Op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu en van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen en doelstellingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « Minister » : de Minister van het Waalse Gewest bevoegd voor het Waterbeleid;

2° « Ministers » : de Ministers van het Waalse Gewest bevoegd voor het Waterbeleid en voor het Landbouwbeleid;

3° « Bestuur » : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° « Landbouwbestuur » : het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° « landbouwer » : de natuurlijke of rechtspersoon die als hoofd-, gedeeltelijke of bijkomende activiteit land-, tuinbouw of veeteelt bedrijft in het Waalse Gewest, die in die hoedanigheid over een producentennummer en een BTW-nummer beschikt en die onderworpen is aan een social verzekeringsfonds;

6° « landbouwbedrijf » of « bedrijf » : geheel aan productiemiddelen door middel waarvan de landbouwer zijn activiteit uitoefent, met inbegrip van de gebouwen, de opslagaccommodatie, de meststoffen, het vee en de landbouwgrond waarvan hij het gebruik aangeeft; met dien verstande dat de door derden aangegeven landbouwgrond bemest met organische stikstof die uit het bedrijf geëxporteerd wordt, niet als landbouwgrond van laatstgenoemd bedrijf beschouwd wordt;

7° « oppervlaktewater » : het stagnerend water of het met een vast debiet lopend water dat zich op de bodemoppervlakte bevindt, met inbegrip van inzonderheid de bevaarbare waterwegen, de onbevaarbare waterlopen met inbegrip van hun ondergrondse loop, de beken en de rivieren stroomopwaarts gelegen tegenover het punt vanaf waar zij als onbevaarbare waterlopen zijn opgenomen, de kunstmatige afwateringswegen zoals riolen, grachten of waterleidingen die gebruikt worden voor de afvoer van regen- of gezuiverd afvalwater, de meren en de vijvers;

8° « eutrofiëring » : een verrijking van het water door inzonderheid stikstofverbindingen, die leidt tot een versnelde groei van algen en hogere plantaardige levensvormen met als gevolg een verstoring van de normale werking van het aquatisch ecosysteem en een verslechtering van de waterkwaliteit;

9° « nitraatverontreiniging » : het rechtstreeks of onrechtstreeks lozen van stikstofverbindingen uit agrarische bronnen in het aquatisch milieu, waardoor de gezondheid van de mens in gevaar kan worden gebracht, de levende rijkdommen en het aquatisch ecosysteem kunnen worden geschaad;

10° « stikstofverbinding » : elke stikstof (N) bevattende stof, met uitzondering van gasvormige moleculaire stikstof (N₂). Een onderscheid dient te worden gemaakt tussen :

- a) « minerale stikstof » (Nmin.) : de stikstof in de vorm van een minerale meststof;
- b) « organische stikstof » (Norg.) : de stikstof in de vorm van een organische meststof;
- c) « totale stikstof » : de som van de organische stikstof en van de minerale stikstof;

11° « potentieel uitspoelbare stikstof » : hoeveelheid *nitraatstikstof* in de bodem tijdens de herfst, die tijdens de winter uit de wortelzone kan worden gespoeld;

12° « stikstofprofiel » : meting van de hoeveelheid *nitraatstikstof* in de bodem, uitgevoerd volgens een methode waarbij de potentieel uitspoelbare stikstof gemeten kan worden als het profiel in de herfst wordt opgesteld;

13° « meststof » : elke stof die één of meer stikstofverbindingen inhoudt en bestemd is voor de bemesting van de gewassen; de meststoffen worden onderverdeeld in organische meststoffen en minerale meststoffen :

— « organische meststof » : elke meststof die verkregen wordt vanuit organische grondstoffen, met uitzondering van overblijfselen van gewassen die na de oogst op het veld zijn blijven liggen; de organische meststoffen zijn onderverdeeld in twee categorieën :

a) « organische meststoffen met een snelle werking » : organische meststoffen die gekenmerkt worden door een hoog stikstofaandeel dat na spreiding snel beschikbaar is; het betreft meer bepaald aalt, gier, aalt van pluimvee en afvloeisel;

b) « organische meststoffen met een trage werking » : organische meststoffen die gekenmerkt worden door een laag stikstofaandeel op het ogenblik waarop ze gespreid worden; het betreft meer bepaald runder- en varkensmest, alsmede mestcompost.

De producten die noch onder de categorie a) noch onder de categorie b) vallen, worden al naar gelang in één van beide categorieën ondergebracht door het Landbouwbestuur;

— « minerale meststof » : elke meststof die niet-organisch is; ureum wordt gelijkgesteld met een minerale stikstof;

14° « dierlijke mest » : organische meststof uit de landbouw, namelijk dierlijke uitwerpselen of mengsels, ongeacht de verhoudingen, van dierlijke uitwerpselen en andere samenstellende delen zoals stalstro, zelfs na verwerking. Onder dierlijke mest wordt inzonderheid verstaan :

a) « mest » : een vast mengsel van stalstro, urine en dierlijke uitwerpselen, met uitzondering van aalt van pluimvee; de mest kan « droog », namelijk gekenmerkt door een gehalte aan droge stoffen dat hoger is dan 24 %, dan wel « zacht » zijn, namelijk gekenmerkt door een gehalte aan droge stoffen dat lager is dan 15 % gezien het lage gehalte aan stalstro, meer bepaald wanneer de mest afkomstig is van een mestschuif;

b) « aalt » : een mengsel van feces en urine, in vloeibare of brijachtige vorm;

c) « gier » : uitsluitend urine, al dan niet verdund, die uit de verblijfplaats van de dieren wegvloeit;

d) « aalt van pluimvee » : pluimveemest en -uitwerpselen;

— « gemengde pluimveemest » : uitwerpselen van pluimvee, gemengd met stalstro (meer bepaald houtkrullen of stro);

— « zuivere pluimveemest » : zuivere uitwerpselen van pluimvee, die vochtig, vooraf gedroogd of gedroogd kunnen zijn;

e) « mestcompost » : mest die op een geschikte wijze mechanisch is verlucht, waardoor de aërobe afbraak mogelijk wordt; mest wordt als gecomposteerd beschouwd zodra de mesttemperatuur, na meer dan 60 °C te hebben bereikt, opnieuw onder de 35 °C daalt;

15° « gehalte aan droge stof » : verhouding tussen het gewicht van de stof na droging tegen 105 °C en het gewicht van de verse stof, verkregen volgens een in een laboratorium gebruikte methode;

16° « grond » : het geheel aan weide- en akkerland;

17° « opname » : de handeling die erin bestaat een meststof in de bodem in te graven, zodat bedoelde verbinding volledig met het substraat wordt vermengd en zodat enkel nog een overschot van bedoelde verbinding op de bodemoppervlakte blijft liggen;

18° « opslag op het veld » : opslagplaats die verwijderd is van de productieplaats of van de gebouwen van de hoeve, zodat vervoer nodig is;

19° « opslag op de hoeve » : opslagplaats die dichtbij de productieplaats of de gebouwen van de hoeve ligt;

20° « mestvaalt » : mestbewaarpplaats, met uitzondering van de stallen en de verblijfplaats van de dieren;

21° « afvloeisel » : vloeistof uit de landbouwbedrijvigheid, met uitzondering van gier en aalt, die een aandeel zou kunnen hebben in de verontreiniging van het water door nitraat en die afvloeit uit diens productie- of bewaarplaats; regenwater wordt niet als afvloeisel beschouwd;

22° « stalhouding » : wijze waarop de dieren in de gebouwen gehuisvest worden; daaronder wordt inzonderheid verstaan :

a) het « stalhouding op een roostervloer » : het huisvesten van de dieren zonder stalstro, gekenmerkt door het inzamelen in een daartoe voorziene tank van alle zuivere dierlijke uitwerpselen in vorm van aalt;

b) het « gekluisterde stalhouding » : wijze waarop de dieren in een stal op een strobed gehuisvest worden, gekenmerkt door het kluisteren ervan, het inzamelen van droge mest, in sommige gevallen van zachte mest en afvloeisel uit de stal dat met gier gelijk wordt gesteld;

c) het « stalhouding met halve strobedekking » : wijze waarop de niet gekluisterde dieren in een stal gehuisvest worden waarvan de vloer uit roosters bestaat die gecombineerd worden met overhangend stro zodat bedoelde wijze van huisvesting met de stalhouding van dieren op stalstro gelijk wordt gesteld;

d) het « stalhouding op een strobed of op stalstro » : wijze waarop de niet gekluisterde dieren in een van stalstro voorziene stal gehuisvest worden, gekenmerkt door het inzamelen van droge mest en, indien een mestschuif aanwezig is, van zachte mest;

23° « valoriseringscontract » : contract waarbij de modaliteiten geregeld worden voor het overbrengen van organische meststoffen en voor de transacties verbonden met het weiden; zij kunnen meer bepaald de vorm aannemen van een « spreidingscontract » of een « weidecontract » :

— « spreidingscontract » : contract waarbij het overbrengen van organische meststoffen van een landbouwer naar een derde geregeld wordt;

— « weidecontract » : contract waarbij de transacties verbonden met het weiden (inzonderheid de dieren die in een pension zijn ondergebracht en het huren en verhuren van weiden) tussen een landbouwer en een derde geregeld worden;

24° « maximumwaarde » van spreidbare organische stikstof : maximumhoeveelheid organische stikstof die gemiddeld gespreid kan worden op de gronden over één jaar; er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen :

a) de « basismaximumwaarden », die buiten het kwaliteitszorgproces gelden :

— de « basismaximumwaarde op akkerland » : maximumhoeveelheid organische stikstof die gemiddeld gespreid kan worden op akkerland over één jaar;

— de « basismaximumwaarde op weiland » : maximumhoeveelheid organische stikstof die gemiddeld gespreid kan worden op weiland over één jaar, met inbegrip van de teruggave aan de bodem door het op de weilanden aanwezige vee;

b) de « afwijkende maximumwaarden », die toegankelijk zijn in het kwaliteitszorgproces;

— de « afwijkende maximumwaarde op akkerland » : maximumhoeveelheid organische stikstof die gemiddeld gespreid kan worden op akkerland over één jaar;

— de « afwijkende maximumwaarde op weiland » : maximumhoeveelheid organische stikstof die gemiddeld gespreid kan worden op weiland over één jaar, met in begrip van de teruggave aan de bodem door het op de weilanden aanwezige vee;

25° het « grondgebondenheidscijfer » (LS) : breukgetal waarmee voor een landbouwbedrijf de verhouding over één jaar uitgedrukt wordt tussen de organische-stikstofbewegingen en de maximumhoeveelheden organische stikstof die op de gronden van het bedrijf gespreid kunnen worden. In dit besluit wordt een onderscheid gemaakt tussen basisgrondgebondenheidscijfer (LS1 of LS-Base), het grondgebondenheidscijfer met valoriseringscontracten (LS2 of LS-Contrats), het bedrijfsinterne grondgebondenheidscijfer (LS3 of LS-Interne), het afwijkende grondgebondenheidscijfer (LS4 of LS-Dérogatoire) en het grondgebondenheidscijfer in kwetsbare gebieden (LS5 of LS-Zone Vulnérable);

26° « voortgebrachte organische stikstof » : de organische stikstof die over één jaar voortgebracht wordt door het vee op het landbouwbedrijf;

27° « ingevoerde organische stikstof » : de organische stikstof die niet voortgebracht wordt door het bedrijf en die over één jaar in het bedrijf binnengebracht wordt in de vorm van een organische meststof, met inbegrip van de uitwerpselen op het weideland van bedrijfsvreemd vee dat aanwezig is op de weiden van het bedrijf (inzonderheid de dieren die in een pension zijn ondergebracht en de contracten voor de verkoop van gras);

28° « uitgevoerde organische stikstof » : de organische stikstof die door het vee van het landbouwbedrijf wordt voortgebracht en die over één jaar het bedrijf verlaat door middel van een transactie die gedekt wordt door een valoriseringscontract;

29° « jaarlijkse correctie maatregelen » : landbouwkundige maatregelen, praktijken en beheerswijzen die de verbetering van het stikstofbeheer begunstigen waarbij inzonderheid door een jaarlijkse vooruitgang in het kwaliteitszorgproces het verwerven van potentieel uitspoelbare stikstof en van op duurzame wijze voldoende gevende stikstofbalansen beoogd wordt;

30° « stikstofbalans » of « systemische stikstofbalans » : meting van de in- en uitgaande stikstofbewegingen in een landbouwsysteem (bedrijfsbalans of wisselbouwbilans); met een balans wordt de verrekening van alle in- en uitgaande stikstofbewegingen in het landbouwsysteem beoogd; het verschil tussen de in- en de uitgaande bewegingen vormt het balanssaldo, dat overeenstemt met het verlies van stikstof in het leefmilieu en met de schommelingen in de bedrijfsinterne stikstofvoorraad, inzonderheid in de vorm van humus; wat het verlies van stikstof in het leefmilieu betreft wordt een onderscheid gemaakt tussen :

— de « percolatie » : het verlies van stikstof in de vorm van nitraat (NO_3^-) die via het doorsijpelend water uit de wortelzone wordt gespoeld;

— de « stikstofafbraak » : gasvormig stikstofverlies in de vorm van N_2 en N_2O ;

— de « volatilisering » : stikstofverlies in de vorm van ammoniak (NH_3);

— de « afvloeiing » : stikstofverlies waarbij de mesthoudende bestanddelen door afvloeiing aan de oppervlakte uit de opslagplaats of het spreidingsoppervlak worden gespoeld;

31° « nitraat vasthoudend gewas » : bodembedekkende beplanting zonder peulgewassen die dankzij de opname van nitraten door de wortels voorkomt dat de nitraten op het akkerland waarop de lentegewassen aangebracht zullen worden, tijdens het herfst- en het winterseizoen in de ondergrond *percolleren*. Bedoelde bodembedekkende beplanting wordt zo spoedig mogelijk na de voorafgaande oogst aangebracht en bedekt de bodem op voldoende wijze (minstens 75 % bodembedekking op een bepaald tijdstip in de groei, behalve bij uitzonderlijke weersomstandigheden);

32° « jaar » : « het kalenderjaar ».

Art. 2. Dit besluit beoogt :

1° de waterverontreiniging door of ten gevolge van nitraten uit agrarische bronnen te verminderen;

2° elke nieuwe verontreiniging door bedoelde stof te voorkomen;

3° een duurzaam beheer van stikstof en van humus in de bodem te begunstigen in de landbouw.

HOOFDSTUK II. — *Kwetsbare gebieden en gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn*

Art. 3. Om het water tegen de nitraatverontreiniging te beschermen, wijst de Minister op het grondgebied van het Waalse Gewest kwetsbare gebieden en gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn, aan.

*Afdeling I. — Kwetsbare gebieden**Onderafdeling 1. — Algemeen*

Art. 4. De kwetsbare gebieden worden volgens hiernavolgende criteria bepaald :

1° voor het oppervlaktewater dat een nitraatconcentratie bevat of dreigt te bevatten dat hoger ligt dan 50 milligram per liter als de maatregelen bepaald bij artikel 5 niet worden getroffen, gaat het om de delen van het grondgebied die de verontreiniging van bedoeld oppervlaktewater door nitraten veroorzaken of daartoe bijdragen;

2° voor het grondwater dat een nitraatconcentratie bevat of dreigt te bevatten dat hoger ligt dan 50 milligram per liter als de maatregelen bepaald bij artikel 5 niet worden getroffen, gaat het om de delen van het grondgebied die de verontreiniging van bedoeld grondwater door nitraten veroorzaken of daartoe bijdragen;

3° voor de natuurlijke zoetwatermeren en de andere zoetwatermassa's die in een nabije toekomst geëutrofeerd worden of dreigen te worden als de maatregelen bepaald bij artikel 5 niet worden getroffen, gaat het om de delen van het grondgebied die de verontreiniging van bedoelde natuurlijke zoetwatermeren of andere zoetwatermassa's door nitraten veroorzaken of daartoe bijdragen.

Bij de toepassing van de criteria bedoeld in het eerste lid houdt de Minister eveneens rekening met :

- a) de fysische en milieukenmerken van het water, de bodem en de ondergrond;
- b) de huidige kennisstand inzake het gedrag van de stikstofverbindingen in het water, de bodem en de ondergrond;
- c) de huidige kennisstand inzake de impact van de maatregelen getroffen overeenkomstig artikel 5.

Onderafdeling 2. — Actieprogramma

Art. 5. § 1. Het actieprogramma is van toepassing op de bedrijven en delen van bedrijven die zich in een kwetsbaar gebied bevinden.

Het bestaat erin, de voorwaarden die van toepassing zijn op het beheer van stikstof in de landbouwbeoefening in kwetsbare gebieden overeenkomstig de artikelen 8 tot en met 35 na te leven.

§ 2. Het actieprogramma wordt minstens om de vier jaar aan een nieuw onderzoek onderworpen en indien nodig herzien. Bij bedoelde herzieningen die verricht worden overeenkomstig artikel 40 van dit besluit, kunnen verschillende programma's vastgesteld worden voor verschillende kwetsbare gebieden of delen ervan.

§ 3. Voor elk kwetsbaar gebied stelt de Minister een situatie-overzicht van het actieprogramma vast waarmee de doeltreffendheid ervan geëvalueerd wordt.

Bedoeld situatie-overzicht bestaat meer bepaald uit de volgende bestanddelen :

- 1) de context et de algemene kenmerken van het gebied;
- 2) de landbouwkenmerken en -praktijken in het gebied;
- 3) de opslag en de hantering van de meststoffen;
- 4) de spreidingswijze van de meststoffen;
- 5) het grondgebondenheidscijfer van de bedrijven;
- 6) de valoriseringscontracten en de meststoffenbewegingen;
- 7) de kwaliteitszorg;
- 8) de begeleiding, de coördinatie en de bewaking;
- 9) de potentieel uitspoelbare stikstof, de evolutie van de waterverontreiniging door nitraten en de eutrofiëring.

*Afdeling 2. — Gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn**Onderafdeling 1. — Algemeen*

Art. 6. De Minister kan gebieden aanwijzen die onderhevig zijn aan een bijzondere milieudruk indien bedoelde gebieden dreigen aan de criteria te beantwoorden bedoeld in artikel 4, eerste lid, maar waarvoor de maatregelen bedoeld in artikel 5, § 1, niet het meest relevant zijn wegens de bestanddelen vervat in artikel 4, tweede lid, inzonderheid :

- 1) de lange groeiperiodes;
- 2) de gewassen met een sterke stikstofopname;
- 3) de hoge nettoneerslag in het gebied;
- 4) de bodem met een uitzonderlijke hoog vermogen voor de nitraatafbraak;

en waarvoor een bijzonder maatregelenprogramma voor het beheer van stikstof in de landbouw van toepassing is over zover de verwezenlijking van de doelstellingen bedoeld in artikel 2 niet in het gedrang worden gebracht.

Onderafdeling 2. — Bijzonder maatregelenprogramma voor het beheer van stikstof in de landbouw

Art. 7. § 1. Het bijzonder maatregelenprogramma is van toepassing op de bedrijven en delen van bedrijven die zich in een gebied bevinden dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is.

Het bestaat erin, de voorwaarden die van toepassing zijn op het beheer van stikstof in de landbouwbeoefening in gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn, overeenkomstig de artikelen 8 tot en met 35 na te leven.

§ 2. Het bijzonder maatregelenprogramma wordt minstens om de vier jaar aan een nieuw onderzoek onderworpen en indien nodig herzien. Bij bedoelde herzieningen die verricht worden overeenkomstig artikel 40 van dit besluit, kunnen verschillende programma's vastgesteld worden voor verschillende gebieden of delen ervan die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn.

§ 3. Voor elk gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is, stelt de Minister een situatie-overzicht van het bijzonder maatregelenprogramma vast waarmee de doeltreffendheid ervan geëvalueerd wordt.

Bedoeld situatie-overzicht bestaat meer bepaald uit de volgende bestanddelen :

- 1) de context et de algemene kenmerken van het gebied;
- 2) de landbouwkenmerken en -praktijken in het gebied;
- 3) de opslag en de hantering van de meststoffen;

- 4) de spreidingswijze van de meststoffen;
- 5) het grondgebondenheidscijfer van de bedrijven;
- 6) de valoriseringscontracten en de meststoffenbewegingen;
- 7) de kwaliteitszorg;
- 8) de begeleiding, de coördinatie en de bewaking;
- 9) de potentieel uitspoelbare stikstof, de evolutie van de waterverontreiniging door nitraten en de eutrofiëring.

HOOFDSTUK III. — *Voorwaarden die van toepassing zijn op het beheer van stikstof in de landbouw*

Afdeling 1. — Opslag en hantering van meststoffen, dierlijke mest, plantaardig materiaal en afvloeisel in het Waalse Gewest

Art. 8. Elke rechstreekse lozing van meststoffen en afvloeisel in de ondergrond, in een openbare riool of in oppervlaktewater is verboden.

Art. 9. Het eventuele afvloeisel van opgeslagen plantaardig materiaal mag noch de riolering, noch het grond- of oppervlaktewater bereiken en dient ofwel opgeslagen ofwel door middel van een absorberende installatie worden opgevangen.

Art. 10. Indien er geen opslagaccommodatie op het veld is aangelegd overeenkomstig artikel 12, beantwoordt de mestopslag aan volgende voorwaarden :

- 1° de mest moet droog zijn om de productie van afvloeisel te beperken;
- 2° elke mestopslagplaats moet na afloop van een maximumperiode van één jaar worden geruimd;
- 3° de mestopslag is verboden op een oppervlakte die sinds minder dan één jaar is geruimd, en op minder dan tien meter van de uiterste limiet van bedoelde oppervlakte;
- 4° er mag geen elke mestbewaarplaats op het veld worden aangelegd op het laagste punt van een glooiing, noch op minder dan tien meter van oppervlaktewater, noch van een aansluitpunt voor waterwinning, noch van een piëzometer, noch van een inlaat van de openbare riolering;

het eventuele afvloeisel uit bedoelde bewaarplaats mag noch het oppervlaktewater, noch een aansluitpunt voor waterwinning, noch een piëzometer noch een inlaat van de openbare riolering bereiken.

Art. 11. Indien er geen opslagaccommodatie op het veld is aangelegd overeenkomstig artikel 13, beantwoordt de opslag van de aalt van pluimvee op het veld aan volgende voorwaarden :

- 1° de opslag op het veld van aalt van pluimvee die gekenmerkt is door een gehalte aan droge stoffen dat lager is dan 55 %, is verboden;
- 2° elke opslagplaats voor gemengde pluimveemest die gekenmerkt is door een gehalte aan droge stoffen dat minstens 55 % bedraagt en door een voldoende stalstrogehalte dient na afloop van een maximumperiode van negen maanden geruimd worden;
- 3° elke opslagplaats voor zuivere pluimveemest die gekenmerkt is door een gehalte aan droge stoffen dat minstens 55 % bedraagt dient na afloop van een maximumperiode van drie maanden te worden geruimd;
- 4° de opslag van aalt van pluimvee is verboden op een oppervlakte die sinds minder dan één jaar is geruimd, en op minder dan tien meter van de uiterste limiet van bedoelde oppervlakte;
- 5° er mag geen elke bewaarplaats voor aalt van pluimvee op het veld worden aangelegd op het laagste punt van een glooiing, noch op minder dan tien meter van oppervlaktewater, noch van een aansluitpunt voor waterwinning, noch van een piëzometer, noch van een inlaat van de openbare riolering; het eventuele afvloeisel uit bedoelde bewaarplaats mag noch het oppervlaktewater, noch een aansluitpunt voor waterwinning, noch een piëzometer noch een inlaat van de openbare riolering bereiken.

Art. 12. § 1. Op de hoeve wordt de dierlijke mest opgeslagen op een waterdichte, van een betonlaag voorziene mestvaalt met een voldoende oppervlakte en uitgerust met een voldoende, waterdichte opslagtank zonder overlooppijp, bestemd voor het opvangen en het tegenhouden van afvloeisel. Op het veld kan de dierlijke mest eveneens op een mestvaalt worden opgeslagen.

§ 2. Op geen enkel ogenblik mag meer dan 3 m³ dierlijke mest per m² mestvaalt worden opgeslagen.

§ 3. Indien de mestvaalt volledig overdekt is, kan de nodige opslagoppervlakte met één kwart worden verminderd, zodat er op geen enkel ogenblik meer dan 4 m³ dierlijke mest per m² mestvaalt worden opgeslagen.

§ 4. De afmetingen van de oppervlakte van de mestvaalt worden vastgesteld op grond van de gegevens vermeld in de tabel van bijlage I.

§ 5. Voor de opvang van afvloeisel uit mestvaalten is een capaciteit van 220 liter per m² mestvaalt vereist als de oppervlakte niet helemaal overdekt is. Bedoelde capaciteit kan verminderd worden tot 150 liter per m² als er in de stal overeenkomstig artikel 14 een terugwinningssysteem voor gier bestaat.

§ 6. De opslagplaats voor gier en de tanks voor de opvang van afvloeisel uit bedoelde mestvaalten worden zodanig ingericht dat het onbeheersbare binnensijpelen van afvloeiend hemel- of dakwater voorkomen wordt.

§ 7. De afmetingen vastgesteld in de paragrafen 4 en 5 kunnen gewijzigd worden, na een schriftelijke en met redenen omkleed verzoek van de betrokken landbouwer. Bedoeld verzoek wordt bij aangetekend schrijven ingediend bij het Landbouwbestuur.

Bedoeld verzoek tot wijziging kan gegrond zijn op de plaatselijke klimaatomstandigheden, de samenstelling en de omvang van het veebestand, op de soorten stallingswijzen, op de soorten voortgebrachte mest, op de hantering van de dierlijke mest, op de eventuele verwerking ervan en op het eventuele gebruik van een onweersbekken, van procédés voor de zuivering van afvloeisel of de opslag op het veld.

Het Landbouwbestuur richt zijn beslissing waarbij over de volledigheid van het verzoek wordt beslist aan de verzoeker binnen de vijftien dagen vanaf de dag waarop het verzoek is ingediend, in toepassing van het eerste lid. Het verzoek wordt behandeld en het Landbouwbestuur treft een met redenen omklede beslissing op grond van de criteria vermeld in het tweede lid, binnen de drie maanden na kennisgeving van de beslissing waarbij verklaard wordt dat het dossier volledig is.

Indien hij de beslissing van het Landbouwbestuur niet gekregen heeft binnen de termijn van drie maanden bedoeld in het derde lid, kan de verzoeker de Minister van Landbouw bij aangetekend schrijven uitnodigen om over zijn verzoek te beslissen.

De verzoeker voegt bij zijn schrijven een afschrift van het dossier dat hij aanvankelijk aan het Landbouwbestuur heeft gericht.

Binnen de drie maanden na aanhangingsmaking van het verzoek bij de Minister van Landbouw, richt laatstgenoemde zijn beslissing aan de verzoeker, bij aangetekend schrijven. Indien er binnen bedoelde termijn geen beslissing wordt verstuurd, wordt dat met een beslissing tot weigering gelijkgesteld.

§ 8. De zachte mest mag enkel op een mestvaalt worden opgeslagen als hij vermengd is met droge mest of met een ander samenstellend deel waarmee het gehalte aan droge stof van 15 % of meer verkregen kan worden; voor de zachte mest die niet op de mestvaalt wordt opgeslagen, dient in een scheidings- en opslaginrichting van de vaste en de vloeibare fase te worden voorzien, met de vereiste volumes.

Art. 13. § 1. Op de hoeve wordt de aalt van pluimvee opgeslagen op een waterdichte, van een betonlaag voorziene mestvaalt met een voldoende oppervlakte. Bedoelde opslagplaats moet uitgerust zijn met een voldoende, waterdichte opslagtank zonder overlooppijp, bestemd voor het opvangen en het tegenhouden van afvloeisel. Op het veld kan de aalt van pluimvee eveneens op een dergelijke plaats worden opgeslagen.

§ 2. Indien vochtige en zuivere pluimveemest wordt opgeslagen, dient de opslagplaats helemaal overdekt te zijn.

§ 3. Op geen enkel ogenblik mag meer dan 3 m³ aalt van pluimvee per m² mestvaalt worden opgeslagen.

§ 4. Indien de opslagplaats volledig overdekt is, kan de nodige opslagoppervlakte met één kwart worden verminderd, zodat er op geen enkel ogenblik meer dan 4 m³ aalt van pluimvee per m² opslagplaats worden opgeslagen.

§ 5. De afmetingen van de oppervlakte van de opslagplaats worden vastgesteld op grond van de gegevens vermeld in de tabel van bijlage I.

§ 6. Voor de opvang van afvloeisel uit opslagplaatsen is een capaciteit van 220 liter per m² opslagplaats vereist als de oppervlakte niet helemaal overdekt is.

§ 7. De opslagplaats voor aalt van pluimvee en de tanks voor de opvang van afvloeisel uit bedoelde plaatsen worden zodanig ingericht dat het onbeheersbare binnensijpelen van afvloeiend hemel- of dakwater voorkomen wordt.

§ 8. De afmetingen vastgesteld in de paragrafen 5 en 6 kunnen gewijzigd worden, na een schriftelijke en met redenen omkleed verzoek van de betrokken landbouwer. Bedoeld verzoek wordt bij aangetekend schrijven ingediend bij het Landbouwbestuur.

Bedoeld verzoek tot wijziging kan gegrond zijn op de plaatselijke klimaatomstandigheden, de samenstelling en de omvang van het pluimveebestand, op de soorten huisvesting, op de soorten voortgebrachte aalt, op de hantering ervan, op de eventuele verwerking ervan en op het eventuele gebruik van een onweersbekken, van procédés voor de zuivering van afvloeisel of de opslag op het veld.

Het Landbouwbestuur richt zijn beslissing waarbij over de volledigheid van het verzoek wordt beslist aan de verzoeker binnen de vijftien dagen vanaf de dag waarop het verzoek is ingediend, in toepassing van het eerste lid. Het verzoek wordt behandeld en het Landbouwbestuur treft een met redenen omklede beslissing op grond van de criteria vermeld in het tweede lid, binnen de drie maanden na kennisgeving van de beslissing waarbij verklaard wordt dat het dossier volledig is.

Indien hij de beslissing van het Landbouwbestuur niet gekregen heeft binnen de termijn van drie maanden bedoeld in het derde lid, kan de verzoeker de Minister van Landbouw bij aangetekend schrijven uitnodigen om over zijn verzoek te beslissen.

De verzoeker voegt bij zijn schrijven een afschrift van het dossier dat hij aanvankelijk aan het Landbouwbestuur heeft gericht.

Binnen de drie maanden na aanhangingsmaking van het verzoek bij de Minister van Landbouw, richt laatstgenoemde zijn beslissing aan de verzoeker, bij aangetekend schrijven. Indien er binnen bedoelde termijn geen beslissing wordt verstuurd, wordt dat met een beslissing tot weigering gelijkgesteld.

Art. 14. § 1. De opslag van aalt en gier beantwoordt aan volgende voorwaarden :

1° zij worden opgeslagen in waterdichte accommodaties met een voldoende capaciteit, zonder overlooppijp zodat zij niet afvloeien naar de externe omgeving;

2° de opslagaccommodatie wordt zodanig ingericht dat het onbeheersbare binnensijpelen van afvloeiend hemel- of dakwater voorkomen wordt;

3° om de spreidingsperiodes bedoeld in artikel 19 vlot na te kunnen leven, dient de opslagaccommodatie voor aalt en gier de opslag tijdens minstens zes maanden mogelijk te maken.

§ 2. De afmetingen van bedoelde accommodatie wordt bepaald op grond van de gegevens vermeld in de tabel van bijlage I.

§ 3. De afmetingen vastgesteld in vorige paragraaf kunnen gewijzigd worden, na een schriftelijke en met redenen omkleed verzoek van de betrokken landbouwer. Bedoeld verzoek wordt bij aangetekend schrijven ingediend bij het Landbouwbestuur.

Bedoeld verzoek tot wijziging dient gegrond te zijn op de plaatselijke klimaatomstandigheden, de samenstelling en de omvang van het veebestand, op de soorten huisvesting, op de soorten voortgebrachte dierlijke mest, op de hantering ervan en op de eventuele verwerking ervan.

Het Landbouwbestuur richt zijn beslissing waarbij over de volledigheid van het verzoek wordt beslist aan de verzoeker binnen de vijftien dagen vanaf de dag waarop het verzoek is ingediend, in toepassing van het eerste lid. Het verzoek wordt behandeld en het Landbouwbestuur treft een met redenen omklede beslissing op grond van de criteria vermeld in het tweede lid, binnen de drie maanden na kennisgeving van de beslissing waarbij verklaard wordt dat het dossier volledig is.

Indien hij de beslissing van het Landbouwbestuur niet gekregen heeft binnen de termijn van 3 maanden bedoeld in het derde lid, kan de verzoeker de Minister van Landbouw bij aangetekend schrijven uitnodigen om over zijn verzoek te beslissen.

De verzoeker voegt bij zijn schrijven een afschrift van het dossier dat hij aanvankelijk aan het Landbouwbestuur heeft gericht.

Binnen de drie maanden na aanhangingsmaking van het verzoek bij de Minister van Landbouw, richt laatstgenoemde zijn beslissing aan de verzoeker, bij aangetekend schrijven. Indien er binnen bedoelde termijn geen beslissing wordt verstuurd, wordt dat met een beslissing tot weigering gelijkgesteld.

Art. 15. § 1. De waterdichtheid van elke opslagaccommodatie bedoeld in dit besluit en waarvan de bouw ondernomen wordt na verschijning van het besluit in het *Belgisch Staatsblad* dient door geschikte systemen vlot en constant controleerbaar te worden gemaakt.

§ 2. De artikelen 12, 13 en 14 zijn niet van toepassing op de bedrijven die niet ingedeeld zijn krachtens de regelgeving betreffende de milieuvergunning.

Afdeling 2. — Spreiding van de meststoffen

Art. 16. Het spreiden van organische meststoffen is verboden :

1° op een besneeuwde bodem;

2° op een met water verzadigde bodem; de waterverzadiging van de bodem is geacht bereikt te zijn wanneer het water op het spreidingsoppervlak stagneert of ervan afvloeit;

3° op minder dan vier meter van oppervlaktewater;

4° op zuivere peulgewassen (fabaceae);

5° tijdens de tussenteelt die voorafgaat aan of volgt op het inzaaien of aanplanten van peulgewassen; behalve, in het laatste geval, als voor de spreiding een bemestingsadvies wordt opgesteld op grond van stikstofprofielen.

Art. 17. De spreiding van organische meststoffen met een snelle werking is verboden :

1° op een bevroren bodem die daardoor de stof niet op kan nemen;

2° op grond die niet bedekt is met planten, ongeacht de helling, behalve als de dierlijke mest opgenomen wordt op de dag zelf waarop hij aangebracht wordt.

Art. 18. § 1. De spreiding wordt verricht door middel van geschikt en goed werkend materieel.

§ 2. Met het oog op de doelstellingen bedoeld in artikel 2 kan de Regering bijzondere spreidingsvoorwaarden vaststellen voor minerale meststoffen.

Art. 19. De spreidingsperiodes zoals voorgesteld in bijlage II worden op volgende wijze gereguleerd volgens het type meststoffen.

Wat betreft de organische meststoffen met een snelle werking.

De spreiding van organische meststoffen met een snelle werking op akkerland is verboden van 1 oktober tot en met 28 februari.

Van 1 juli tot en met 30 september is de spreiding van organische meststoffen met een snelle werking op akkerland enkel toegelaten op percelen bestemd voor wintergewassen die in de herfst aangeplant of ingezaaid worden of voor « nitraat vasthoudende » gewassen die aangeplant worden vóór 15 september en vernietigd worden na 30 november, tot en met 210 kg stikstof per hectare; en, na de oogst van een stro voortbrengende gewassen, op de percelen die niet bestemd zijn voor wintergewassen of voor « nitraat vasthoudende » gewassen, tot en met 80 kg stikstof per hectare, op voorwaarde dat alle stro opgenomen wordt.

De spreiding van organische meststoffen met een snelle werking op weidland is verboden van 1 september tot en met 30 november, met uitzondering van de teruggave aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt.

Wat betreft de organische meststoffen met een trage werking op akkerland.

Van 1 juli tot en met 30 september is de spreiding van organische meststoffen met een trage werking enkel toegelaten op percelen bestemd voor wintergewassen die in de herfst zijn aangeplant of voor « nitraat vasthoudende » gewassen die vóór 15 september worden aangeplant en die na 30 november worden vernietigd, tot en met 210 kg stikstof per hectare; en, na de oogst van stro voortbrengende gewassen, op de percelen die niet bestemd zijn voor wintergewassen of voor « nitraat vasthoudende » gewassen, tot en met 80 kg stikstof per hectare, op voorwaarde dat alle stro opgenomen wordt.

Wat betreft de spreiding van minerale meststoffen.

De spreiding van minerale meststoffen is verboden van 1 november tot en met 31 januari.

Afdeling 3. — Maximumhoeveelheden spreidbare stikstof

Art. 20. De spreiding van meststoffen wordt enkel toegelaten voor het dekken van de fysiologische stikstofbehoeften van de planten, waarbij erover gewaakt wordt dat het verlies van nutriënten beperkt wordt.

Art. 21. Op weidland mag de totale stikstofaanbreng over één jaar nooit 350 kg per hectare overschrijden, met inbegrip van de teruggave aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt.

Art. 22. De aanbreng van minerale meststoffen op akkerland wordt zodanig beperkt dat de totale hoeveelheid aangebrachte stikstof over één jaar, rekening houdend met de stikstofaanbreng door organische meststoffen, 250 kg per hectare akkerland als gemiddelde voor één bedrijf, niet overschrijdt.

Art. 23. Volgens het soort gewassen mag de som van de aanbreng die op in groei zijnde gewassen en daarvoor verricht wordt vanaf de voorafgaande oogst, per hectare de waarden vermeld in de tabel in bijlage III niet overschrijden.

Art. 24. § 1. In de kwetsbare gebieden en in de gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn, mag de aanbreng van organische stikstof op de betrokken oppervlakten van het bedrijf over één jaar het gemiddelde van 80 kg per hectare akkerland en het gemiddelde van 210 kg per hectare weidland met inbegrip van de teruggave aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt, niet overschrijden.

Daarbij vormen bedoelde gemiddelden de basismaximumwaarden van spreidbare organische stikstof in bedoelde gebieden (Franse noteerwijze : VBA/VBP = 80/120).

§ 2. Buiten de in § 1 bedoelde gebieden mag de aanbreng van organische stikstof op de betrokken oppervlakten van het bedrijf het gemiddelde van 120 kg per hectare akkerland en het gemiddelde van 210 kg per hectare weidland met inbegrip van de teruggave aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt, niet overschrijden.

Daarbij vormen bedoelde gemiddelden de basismaximumwaarden van spreidbare organische stikstof buiten de gebieden bedoeld in § 1 (Franse noteerwijze : VBA/VBP = 120/210).

§ 3. De maximumwaarden van gemiddeld spreidbare organische stikstof op akker- en weideland zijn vermeld in de tabel in bijlage IV.

Art. 25. Op een gegeven perceel worden de organische meststoffen in dusdanige verhoudingen verspreid dat de gemiddelde aanbreng van organische stikstof over de drie opeenvolgende jaren waarin bedoeld perceel in bedrijf is als akker- of weideland, volgende waarden over één jaar niet overschrijdt :

1° in de kwetsbare gebieden en in de gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn :

a) 80 kg organische stikstof per hectare akkerland;

b) 210 kg organische stikstof per hectare weideland, met inbegrip van de teruggaven aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt;

2° buiten de gebieden bedoeld onder 1° :

a) 120 kg organische stikstof per hectare akkerland;

b) 210 kg organische stikstof per hectare weideland, met inbegrip van de teruggaven aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt.

Art. 26. De maximumaanbreng van organische stikstof per perceel akkerland over één jaar wordt vastgesteld op 210 kg organische stikstof per hectare.

Afdeling 4. — Grondgebondenheidscijfer

Art. 27. § 1. Het grondgebondenheidscijfer van het bedrijf (LS1) wordt volgens hiernavolgende formule berekend :

Voortgebrachte organische stikstof (kgNorg.) + Ingevoerde organische stikstof (kgNorg.)

LS-Base =

[weideoppervlakte van het bedrijf (ha) X VBP (kgNorg./ha)]+

[akkerlandoppervlakte van het bedrijf (ha) X VBA (kgNorg./ha)]

waarbij in de noemer de oppervlakte van elk perceel vermenigvuldigd wordt met de basismaximumwaarde die hem eigen is, al naar gelang het perceel al dan niet gelegen is in een kwetsbaar gebied of in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is.

§ 2. Minstens één maal per jaar en op grond van de recentst beschikbare gegevens licht het Bestuur de landbouwers schriftelijk in over de waarde van LS1 van hun bedrijf.

§ 3. Zolang het bedrijf een LS1 vertoont dat hoger is dan één eenheid, is de landbouwer verplicht om voor één der volgende opties te kiezen. Het staat hem evenwel vrij om zijn keuze te wijzigen na voor één der volgende opties gekozen te hebben :

— ofwel één of meer valoriseringscontracten afsluiten overeenkomstig de artikelen 28 en 29;

— ofwel zich er overeenkomstig de artikelen 30 tot en met 35 toe verbinden in een kwaliteitszorgproces te stappen.

§ 4. Elke stopzetting van de bedrijvigheid of wijziging van de bedrijfsvoorwaarden of elke andere verandering of evolutie die al dan niet afhangen van de wil van de landbouwer en waardoor enerzijds LS1 onder of boven de eenheidswaarde uitkomt of dreigt uit te komen en anderzijds de verplichtingen bepaald in § 3 niet meer nageleefd worden, alsmede elke wijziging van de keuze krachtens § 3 dienen door de landbouwer aan het Bestuur te worden medegedeeld bij aangetekend schrijven uiterlijk één maand voor doorvoering van bedoelde veranderingen of binnen de maand als bedoelde veranderingen niet te voorzien waren.

Afdeling 5. — Valoriseringscontracten

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. 28. § 1. De landbouwer kan valoriseringscontracten aangaan met derden om zich te schikken naar artikel 27, § 3, voor zover het grondgebondenheidscijfer van zijn bedrijf met valoriseringscontracten (LS2 of LS-Contrats) onder de eenheid of gelijk aan de eenheid blijft. De contracten dienen ten minste over één jaar te lopen.

§ 2. Het grondgebondenheidscijfer van het bedrijf met valoriseringscontracten wordt volgens hiernavolgende formule berekend :

Voortgebrachte organische stikstof (kgNorg.) + Ingevoerde organische stikstof (kgNorg.) - Uitgevoerde organische stikstof (kgNorg.)

LS-Contrats =

[weideoppervlakte van het bedrijf (ha) X VBP (kgNorg./ha)]+

[akkerlandoppervlakte van het bedrijf (ha) X VBA (kgNorg./ha)]

waarbij in de noemer de oppervlakte van elk perceel vermenigvuldigd wordt met de basismaximumwaarde die hem eigen is, al naar gelang het perceel al dan niet gelegen is in een kwetsbaar gebied of in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is.

§ 3. Minstens één maal per jaar en op grond van de recentst beschikbare gegevens licht het Bestuur de landbouwers schriftelijk in over de waarde van LS2 van hun bedrijf.

§ 4. De landbouwers die in het kwaliteitszorgproces zijn gestapt, overeenkomstig de artikelen 30 tot en met 35, mogen als ontvangers enkel valoriseringscontracten opstellen met andere landbouwers die eveneens in het kwaliteitszorgproces zijn gestapt.

§ 5. In de valoriseringscontracten worden minstens volgende uitvoeringswijzen opgenomen :

a) de verbintenis door de contractpartners om alle voorschriften die hen betreffen inzake het stikstofbeheer na te leven;

b) de hoeveelheid organische stikstof die in het contract wordt bepaald (en diens equivalent in hoeveelheden organische meststoffen), evenals de duur van het contract;

c) de modaliteiten die bepaald zijn bij contractbreuk, bij niet-naleving van het contract of in geval van geschil tussen de partijen;

d) de bijwerking en terbeschikkingstelling van het Bestuur, tegen 30 april van elk jaar door de contractpartners, van een transferboekhouding of van een boekhouding voor de weilanden voor het afgelopen landbouwjaar. Voor beide boekhoudingen wordt een document opgemaakt dat door de bij het of de contracten betrokken partijen ondertekend wordt en waarin de informatie over de verrichte transfers is opgenomen.

§ 6. De Minister kan de modaliteiten bepalen voor de uitvoering van de valoriseringscontracten.

§ 7. Elk valoriseringscontract wordt in drie exemplaren opgemaakt, één voor de landbouwer, één voor de derde en één voor het Bestuur, dat door de cedent wordt overgemaakt, uiterlijk één maand na ondertekening ervan.

Onderafdeling 2. — De verbintenis om via valoriseringscontracten organische stikstof uit te voeren

Art. 29. § 1. De landbouwer die zich ertoe wenst te verbinden om valoriseringscontracten met derden af te sluiten om zich te schikken naar artikel 27, § 3, dient daartoe een verklaring af te leggen bij het Bestuur.

Bij bedoelde verklaring verbindt de landbouwer zich ertoe om de voorschriften van artikel 28 na te leven. Bedoelde verklaring wordt opgesteld aan de hand van een door de Minister opgesteld formulier dat behoorlijk door de landbouwer ingevuld dient te worden, met datering en ondertekening.

De verklaring wordt aan het Bestuur gericht bij aangetekend schrijven.

§ 2. De landbouwer is ertoe verbonden via valoriseringscontracten organische stikstof uit te voeren op de datum waarop hij zijn verklaring verstuurd heeft.

§ 3. Bedoelde verbintenis loopt over een hernieuwbare periode van vier jaar die ingaat vanaf de verbintenis van de landbouwer.

§ 4. Bedoelde verbintenis wordt na afloop van de vier jaar hernieuwd, behalve als bedoelde hernieuwing niet overwogen wordt in toepassing van artikel 27, § 4.

Afdeling 4. — Kwaliteitszorg

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. 30. § 1. Indien het bedrijfsinterne grondgebondenheidscijfer (LS3 of LS-Interne) hoger is dan of gelijk is aan de eenheid, kan de landbouwer wiens bedrijfszetel in het Waalse Gewest gevestigd is, in een kwaliteitszorgproces stappen. In dat geval kan hij afwijken van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 24 en 25.

§ 2. Doel van het kwaliteitszorgproces is het beheer van het milieurisico dat de landbouwbedrijvigheid met zich brengt wat betreft de nitraatverontreiniging van het water. Het proces bestaat uit een verbintenis van de landbouwers of van een groep landbouwers om de verplichtingen evenals het protocol na te leven, vermeld in de artikelen 33 en 34.

Bedoeld proces loopt over een hernieuwbare periode van vier jaar die ingaat vanaf de verbintenis van de landbouwer om in het kwaliteitszorgproces te stappen.

§ 3. Het bedrijfsinterne grondgebondenheidscijfer wordt volgens hiernavolgende formule berekend :

Voortgebrachte organische stikstof (kgNorg.)

LS-Interne =

[weideoppervlakte van het bedrijf (ha) X VBP (kgNorg./ha)]+

[akkerlandoppervlakte van het bedrijf (ha) X VBA (kgNorg./ha)]

waarbij in de noemer de oppervlakte van elk perceel vermenigvuldigd wordt met de basismaximumwaarde die hem eigen is, al naar gelang het perceel al dan niet gelegen is in een kwetsbaar gebied of in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is.

§ 4. Minstens eenmaal per jaar en op grond van de recentst beschikbare gegevens licht het Bestuur de landbouwers schriftelijk in over de waarde van LS3 van hun bedrijf.

Onderafdeling 2. — De verbintenisverklaring inzake kwaliteitszorg

Art. 31. § 1. De landbouwer die zich wenst ertoe te verbinden om in een kwaliteitszorgproces te stappen dient daartoe een verklaring af te leggen bij het Bestuur.

Bij bedoelde verklaring verbindt de landbouwer zich ertoe om de voorschriften van artikel 33 na te leven. Bedoelde verklaring wordt door de landbouwer gedateerd en ondertekend. Hij wordt aan de begeleidingsstructuur voor visum voorgelegd.

De verklaring wordt aan het Bestuur gericht bij aangetekend schrijven.

§ 2. De verklaring is onontvankelijk :

— als hij niet bij aangetekend schrijven is verstuurd;

— als hij noch ondertekend noch gedateerd is;

— als hij niet van een visum is voorzien door de begeleidingsstructuur;

— als hij niet is opgesteld in toepassing van artikel 30, § 1;

— als de landbouwer krachtens artikel 33, § 6, het verbod is opgelegd om een vorig kwaliteitszorgproces te vervolgen in een termijn die korter dan vier jaar is;

als de eindbalans van de landbouwer in het kader van een vorig kwaliteitszorgproces door het Bestuur is afgekeurd in een termijn die korter is dan vier jaar.

— Als de verklaring onontvankelijk is, richt het Bestuur een beslissing aan de landbouwer waarin de onontvankelijkheidsgronden zijn opgenomen, binnen de drie maanden vanaf de ontvangstdatum van de verklaring.

— Indien er geen beslissing getroffen is binnen bedoelde termijn, wordt het Bestuur geacht tot de ontvankelijkheid van de verklaring te hebben besloten.

§ 3. Op grond van een met redenen omklede verklaring kan het Bestuur toelaten dat landbouwers wier bedrijfszetel in het Waalse Gewest gevestigd is en waarvan het LS3 lager is dan de eenheid, in het kwaliteitszorgproces stappen.

Bij toekenning van bedoelde individuele toelatingen houdt het Bestuur rekening met de bijzonderheden van de biologische landbouw, evenals met de plaatselijke landbouwkenmerken en in het bijzonder met het belang van bedoelde toelating voor andere landbouwers wier bedrijfszetel in het Waalse Gewest gevestigd is en die hun eigen overschotten inzake dierlijke mest trachten uit te voeren.

§ 4. De landbouwer vat in het kwaliteitszorgproces aan op de datum waarop zijn verklaring verstuurd is, als bedoelde verklaring niet onontvankelijk is verklaard overeenkomstig § 2.

Onderafdeling 3. — Afwijkende maximumwaarden
toegekend aan de landbouwers die in het kwaliteitszorgproces zijn gestapt

Art. 32. § 1. In afwijking van de artikelen 24 en 25 beantwoorden de afwijkende maximumwaarden in de gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn, volgens het soort gewassen aan de som van de aanbreng op de groeiende gewassen en daarvóór vanaf de voorafgaande oogst, overeenkomstig de waarden vermeld in de tabel in bijlage III.

§ 2. In afwijking van artikel 24 vervangen de afwijkende maximumwaarden voor spreidbare organische stikstof buiten de gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn de basiswaarden voor spreidbare organische stikstof op de betrokken oppervlakten van het bedrijf en hun waarde bedraagt :

- 1) gemiddeld per hectare akkerland (VDA) : 130 kg Norg./ha.an;
- 2) gemiddeld per hectare weideland (VDP) : 250 kg Norg./ha.an, met inbegrip van de teruggave aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt.

Op grond van bedoelde waarden dient de uitkomst van volgende breuk verplicht lager te zijn dan of gelijk te zijn aan de eenheid :

Voortgebrachte organische stikstof (kgNorg.) + Ingevoerde organische stikstof (kgNorg.) - Uitgevoerde organische stikstof (kgNorg.)

LS-Dérogatoire =

[weideoppervlakte van het bedrijf (ha) X VBP (kgNorg./ha)]+

[akkerlandoppervlakte van het bedrijf (ha) X VBA (kgNorg./ha)]

waarbij in de noemer de oppervlakten van het bedrijf die zich niet in gebieden bevinden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn, niet in rekening worden gebracht.

Voor de berekening van bedoelde formule wordt het aandeel van de voortgebrachte organische stikstof en van de ingevoerde organische stikstof die gespreid wordt op percelen die zich in gebieden bevinden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn, met inbegrip van de teruggave aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt, als uitgevoerde organische stikstof beschouwd.

Bedoelde breuk wordt « afwijkend grondgebondenheidscijfer van het bedrijf » genoemd (S4 of LS-Dérogatoire).

§ 3. De landbouwers mogen evenwel 210 kg Norg./ha gemiddeld op de oppervlakte van het bedrijf dat zich in een kwetsbaar gebied bevindt, niet overschrijden. Bedoelde voorwaarde vertaalt zich in het feit dat de uitkomst van volgende breuk (LS5 of LS-Zone Vulnérable) verplicht lager moet zijn dan of gelijk moet zijn aan de eenheid :

Voortgebrachte organische stikstof (kgNorg.) + Ingevoerde organische stikstof (kgNorg.) - Uitgevoerde organische stikstof (kgNorg.)

LS-Zone Vulnérable =

[oppervlakte van het bedrijf in kwetsbaar gebied (ha) X 210 (kgNorg./ha)]

Voor de berekening van bedoelde formule wordt het aandeel van de voortgebrachte organische stikstof en van de ingevoerde organische stikstof die gespreid wordt op percelen die zich buiten een kwetsbaar gebied bevinden, met inbegrip van de teruggave aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt, als uitgevoerde organische stikstof beschouwd.

§ 4. Minstens eenmaal per jaar en op grond van de recentst beschikbare gegevens licht het Bestuur de landbouwers schriftelijk in over de waarde van LS4 en LS5 van hun bedrijf.

§ 5. De uitgevoerde organische stikstof wordt enkel als dusdanig in rekening gebracht als daarvoor valoriseringscontracten behoorlijk worden opgemaakt, overeenkomstig artikel 28, §§ 4, 5 en 7 van het besluit.

§ 6. In afwijking van artikel 25 worden de organische meststoffen in de percelen die zich buiten de gebieden bevinden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn, in dusdanige verhoudingen gespreid dat het jaargemiddelde van de aanbreng van organische stikstof over drie opeenvolgende jaren waarin bedoeld perceel in bedrijf is als akkerland, enerzijds, dan wel als weideland anderzijds, 130 kg Norg. per hectare en per jaar op akkerland en 250 kg Norg. per hectare en op weideland, met inbegrip van de teruggave aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt, niet overschrijdt.

Onderafdeling 4. — Na te leven verplichtingen in het kader van het kwaliteitszorgproces

Art. 33. § 1. De landbouwers leven de basisbepalingen van een samenwerking met de begeleidingsstructuur bedoeld in artikel 39, §§ 2 en 3, na.

Daartoe verbinden ze zich ertoe :

a) volledig mee te werken met de begeleidingsstructuur;

b) « perceelfiches » bij te houden : in bedoelde fiches worden perceel per perceel inlichtingen opgenomen noodzakelijk voor het vaststellen van de stikstofbewegingen die daarop betrekking hebben, evenals de inlichtingen die noodzakelijk zijn voor de opvolging van en de controle op de naleving van de verplichtingen vermeld in dit artikel; de begeleidingsstructuur kan de landbouwers helpen bij het invullen van bedoelde perceelfiches;

de Minister kan het model van de formulieren voor bedoelde perceelfiches vaststellen;

c) de volledige doorzichtigheid van de stikstofbewegingen van het bedrijf te garanderen, hetgeen inhoudt dat de oppervlakte-opnames, de valoriseringscontracten, de « perceelfiches », de veebestandsopnames, de resultaten van de opbrengst van de gewassen, de etiketten op de voeder- en mestzakken, van de facturen en leveringsbewijzen met betrekking tot de aan- en verkoop van producten die stikstof bevatten, de facturen of de leveringsbewijzen met

betrekking tot de aan- of verkoop van stikstof bevattende producten, evenals van enige andere informatie met betrekking tot andere transacties die betrekking hebben op stikstof of het stikstofbeheer in ruime zin, voor inzage door de begeleidingsstructuur ter beschikking worden gesteld;

d) alle documenten met betrekking tot de resultaten van de potentieel uitspoelbare stikstoffen, de individuele grondgebondenheidscijfers en de valorsieringscontracten, elke briefwisseling met het Bestuur en het Landbouwbestuur daaromtrent, evenals elke andere nuttige informatie voor het vervullen van de opdrachten van de begeleidingsstructuur ter beschikking te stellen;

e) te aanvaarden dat de gegevens die in het bedrijf zijn ingezameld, na anoniem te zijn gemaakt, ingevoerd worden in een gegevensbank voor het onderzoek naar, de communicatie over en de evaluatie van het programma voor het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

§ 2. De landbouwers verbinden zich er eveneens toe elke herfst stikstofprofielen te laten verwezenlijken in een monsterneming van hun percelen met het oog op het bereiken van op duurzame wijze voldoening gevende potentieel uitspoelbare stikstoffen.

Jaarlijks worden de resultaten inzake de potentieel uitspoelbare stikstoffen van de landbouwers die in het kwaliteitszorgproces zijn gestapt, door de begeleidingsstructuur vergeleken met de referentiewaarden inzake de potentieel uitspoelbare stikstoffen die door de Minister zijn vastgesteld overeenkomstig artikel 43, teneinde de prestaties van bedoelde landbouwers wat het stikstofbeheer betreft te evalueren. Als de verwachte prestaties niet bereikt worden, past de landbouwer in overeenstemming met de begeleidingsstructuur en overeenkomstig artikel 34, § 1, maatregelen toe met het oog op de verbetering van het stikstofbeheer overeenkomstig § 4 en, in het bijzonder, de vermindering van de bestaande stikstofinvoer.

De Minister stelt de na te leven voorwaarden vast, evenals het te bereiken peil van de potentieel uitspoelbare stikstoffen zodat het als voldoende en duurzaam beschouwd kan worden, evenals de wijze van monsterneming en van analyse van de stikstofprofielen.

§ 3. De landbouwers worden eveneens verplicht om te waken over de jaarlijkse verwezenlijking in overleg met de begeleidingsstructuur van de systemische stikstofbalansen (bedrijfsbalans en wisselbouwbalans), met als doel het bereiken van op duurzame wijze voldoening gevende systemische stikstofbalansen.

Jaarlijks worden de resultaten inzake de systemische stikstofbalansen van de landbouwers die in het kwaliteitszorgproces zijn gestapt, door de begeleidingsstructuur vergeleken met de referentiewaarden inzake de systemische stikstofbalansen, teneinde de prestaties van bedoelde landbouwers wat het stikstofbeheer betreft te evalueren. Als de verwachte prestaties niet bereikt worden, past de landbouwer in overeenstemming met de begeleidingsstructuur en overeenkomstig artikel 34, § 1, maatregelen toe met het oog op de verbetering van het stikstofbeheer overeenkomstig § 4 en, in het bijzonder, de vermindering van de bestaande stikstofinvoer.

De Minister stelt de referentiewaarden vast, evenals de na te leven voorwaarden en het te bereiken peil zodat de systemische stikstofbalansen als voldoende en duurzaam worden beschouwd.

De Minister kan de berekeningswijze van de systemische stikstofbalansen bepalen.

De Minister kan de landbouwers wier bedrijf niet in een kwetsbaar gebied gevestigd is, noch in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is, en die zich ertoe verbonden hebben in een kwaliteitszorgproces te stappen, van de verplichtingen bedoeld in deze paragraaf vrijstellen.

§ 4. In overeenstemming met de begeleidingsstructuur passen de landbouwers overeenkomstig artikel 34, § 1, landbouwkundige maatregelen, praktijken en beheerswijzen toe die een geleidelijke verbetering van het stikstofbeheer begunstigen, met als doel de prioritaire verbetering van de resultaten van de potentieel uitspoelbare stikstoffen bedoeld in § 2, evenals van de resultaten van de stikstofbalansen bedoeld in § 3.

De uitvoeringswijze, evenals het referentiële toepassingsniveau van bedoelde maatregelen worden door de Minister vastgesteld.

Als uit ervaring blijkt dat bedoelde maatregelen niet aangepast zijn voor het doeltreffend bereiken van bedoelde doelstellingen, kan de Minister de uitvoeringswijze ervan wijzigen, evenals het referentiële toepassingsniveau. Met het oog op hetzelfde doel kan de Minister bepaalde landbouwkundige maatregelen en praktijken tenietdoen of nieuwe maatregelen en praktijken toevoegen.

In het kader van de individuele kwaliteitszorg kan de begeleidingsstructuur eveneens andere maatregelen formuleren indien hij de mening is toegedaan dat dankzij laatstgenoemde maatregelen de doelstellingen bedoeld in het eerste lid beter bereikt kunnen worden.

§ 5. De landbouwers verbinden zich ertoe het protocol voor de verwezenlijking van de kwaliteitszorg overeenkomstig onderafdeling V na te leven.

§ 6. De niet-naleving van de verplichtingen vastgelegd krachtens dit besluit en vastgesteld overeenkomstig artikel 44 impliceert voor de landbouwers het onmiddellijke verbod op de voortzetting van het kwaliteitszorgproces en bijgevolg de onmiddellijke verplichting om de waarden inzake spreidbare organische stikstof bedoeld in de artikelen 24 en 25 toe te passen.

Onderafdeling 5. — Balansen voor de afgelopen landbouwjaren, vooruitzichten voor de komende landbouwjaren, eindbalans en verlenging van het kwaliteitszorgproces

Art. 34. § 1. De landbouwer stelt jaarlijks in overleg met de begeleidingsstructuur een document op waarin de balans van het afgelopen landbouwjaar wordt opgemaakt, alsook de vooruitzichten worden opgesteld voor het komende landbouwjaar; in de balans van het afgelopen landbouwjaar wordt de evaluatie opgemaakt van de prestaties van de landbouwer zoals bedoeld in artikel 33; op grond van de balans van het afgelopen landbouwjaar wordt in de vooruitzichten de omschrijving opgenomen van de maatregelen bedoeld in artikel 33, zoals geprogrammeerd voor het komende landbouwjaar.

Om als geldig te worden beschouwd dient het document bedoeld in het eerste lid door de landbouwer ondertekend te worden, en voor akkoord ondertekend te worden door de begeleidingsstructuur, uiterlijk tegen 31 mei van elk jaar.

Indien de begeleidingsstructuur zijn instemming niet verleent, wordt de zaak naar het Bestuur doorverwezen; artikel 44 is van toepassing.

De Minister kan het model vaststellen van de formulieren voor de balans van het afgelopen landbouwjaar en de vooruitzichten voor het komende landbouwjaar.

§ 2. Het kwaliteitszorgproces wordt afgesloten na vaststelling van een eindbalans door de landbouwer in overleg met de begeleidingsstructuur. Om als geldig te worden beschouwd, dient bedoelde eindbalans door de landbouwer ondertekend te worden en voor akkoord ondertekend te worden door de begeleidingsstructuur. Bedoelde balans dient door de landbouwer aan het Bestuur te worden overgemaakt bij aangetekend schrijven, uiterlijk één maand na afloop van de vier jaar van het kwaliteitszorgproces.

Indien de begeleidingsstructuur zijn instemming niet verleent, wordt de zaak naar het Bestuur doorverwezen; artikel 44 is van toepassing.

In bedoelde eindbalans wordt vastgesteld in welke mate de verplichtingen bedoeld in artikel 33 door de landbouwer zijn nageleefd.

Het Bestuur onderzoekt de eindbalans en treft een met redenen omklede beslissing wat diens goedkeuring betreft binnen de drie maanden die volgen op de datum waarop de eindbalans door de landbouwer is verstuurd.

Indien er geen beslissing getroffen is binnen bedoelde termijn, wordt het Bestuur geacht de eindbalans te hebben goedgekeurd.

Als de eindbalans door het Bestuur goedgekeurd wordt, wordt het kwaliteitszorgproces verlengd, behalve als bedoelde verlenging niet overwogen wordt, in toepassing van artikel 27, § 4.

Als de eindbalans niet door het Bestuur goedgekeurd wordt, wordt het kwaliteitszorgproces niet verlengd.

De Minister kan het model vaststellen van het formulier voor de eindbalans.

§ 3. Indien het kwaliteitszorgproces verlengd wordt, vormt de eindbalans bedoeld in § 2 een referentiële werkbasis voor de komende landbouwjaren met het oog op het op peil houden of het verbeteren van de prestaties.

Onderafdeling 6. — Verbintenis van groepen bedrijven in een kwaliteitszorgproces

Art. 35. Het kwaliteitszorgproces kan binnen een groep bedrijven worden verricht op voorwaarde dat :

- er een contract bestaat waarbij de samenwerking tussen de deelnemers geregeld wordt;
- er een maximumafstand tussen de bedrijfszetels bestaat;
- er bewijzen bestaan voor een reeds bestaande samenwerking, zoals meer bepaald de gemeenschappelijke aankoop of levering, de grondruil, het delen van gebouwen, valoriseringscontracten, een verwantschapsband of de deelname aan een Coöperatieve voor het Gebruik van Landbouwmaterieel.

In dat geval wordt de groep bedrijven beschouwd als een bedrijfseenheid voor de verschillende aspecten van het kwaliteitszorgproces. De Minister kan de voorwaarden vastleggen voor de toegang tot en de gemeenschappelijke uitvoering van het kwaliteitszorgproces.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie van de per dier voortgebrachte stikstofhoeveelheden, van het stikstofgehalte van de dierlijke mest en andere meststoffen*

Art. 36. § 1. De per dier en per jaar voortgebrachte stikstofhoeveelheden opgenomen in bijlage V vormen de waarden gebruikt voor de berekening van de organische stikstof voortgebracht bij de vaststelling van de grondgebondenheidscijfers.

In het kader van het kwaliteitszorgproces kan de berekening van de organische stikstof voortgebracht bij de vaststelling van de grondgebondenheidscijfers evenwel verricht worden op grond van de productievolumes en het stikstofgehalte van de bedrijfseigen dierlijke mest, op grond van een duidelijke, behoorlijk verantwoorde en door de in artikel 39, §§ 2 en 3, bedoelde begeleidingsstructuur goedgekeurde bepaling, indien meer bepaald rekening gehouden wordt met de voederwijze, de samenstelling en de omvang van het veebestand, de soorten huisvesting voor de dieren, de soorten voortgebrachte mest, de hantering ervan, alsmede met de resultaten van de regelmatige analyses die representatief zijn voor de dierlijke mest.

§ 2. Het stikstofgehalte van de dierlijke mest die als referentie gebruikt wordt, inzonderheid voor de berekening van de ingevoerde en uitgevoerde organische stikstof bij de vaststelling van het grondgebondenheidscijfer, is opgenomen in bijlage VI. Landbouwers wier bedrijfszetel evenwel in het Waalse Gewest gevestigd is, kunnen afwijkende waarden verantwoorden op grond van resultaten van regelmatige analyses die representatief zijn voor de dierlijke mest, indien behoorlijk verantwoord en goedgekeurd door de begeleidingsstructuur bedoeld in artikel 39, §§ 2 en 3.

§ 3. Het stikstofgehalte van andere meststoffen kan door het Bestuur vastgesteld worden als het niet gewaarborgd wordt krachtens andere vigerende regelgevingen. Landbouwers wier bedrijfszetel evenwel in het Waalse Gewest gevestigd is, kunnen afwijkende waarden verantwoorden op grond van resultaten van regelmatige analyses die representatief zijn voor de meststoffen, indien behoorlijk verantwoord en goedgekeurd door de begeleidingsstructuur bedoeld in artikel 39, §§ 2 en 3.

§ 4. Het Bestuur beslist over de productievolumes en over het stikstofgehalte zoals voorgesteld door de landbouwer in toepassing van de §§ 1, 2 en 3, uiterlijk op het ogenblik waarop het de landbouwer over de waarde van zijn grondgebondenheidscijfers inlicht.

HOOFDSTUK V. — *Terbeschikkingstelling van inlichtingen*

Art. 37. Elke land bouwer is verplicht om op verzoek van het Bestuur of van het Landbouwbestuur de bij dit besluit vereiste inlichtingen over te maken.

De inlichtingen dienen te worden overgemaakt binnen de maand volgend op het verzoek van het Bestuur of het Landbouwbestuur.

Artikel 45 is van toepassing in geval van niet-naleving van dit artikel.

HOOFDSTUK VI. — *Begeleiding en coördinatie*

Art. 38. Met het oog op de bevordering van een duurzaam stikstofbeheer in de landbouw organiseren de Ministers in het Waalse Gewest een informatieprogramma waarbij zij inzonderheid de landbouwers uitnodigen om de code van goede landbouwpraktijken door te voeren.

Zij organiseren eveneens specifieke communicatiecampagnes voor de kwetsbare gebieden en de gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn.

Art. 39. § 1. De Ministers organiseren de coördinatie van het regelsysteem en de begeleiding van de landbouwers wier bedrijfszetel in het Waalse Gewest gevestigd is.

§ 2. Daartoe vertrouwen zij op grond van een overeenkomst begeleidings- en coördinatie-opdrachten aan één of verschillende instellingen die in dit besluit onder het begrip « begeleidingsstructuur » vallen.

In ieder geval treedt de begeleidingsstructuur op :

1° in het kader van het kwaliteitszorgproces, overeenkomstig de artikelen 31, 33 en 34;

2° in het kader van artikel 36.

De begeleidingsstructuur kan eveneens de landbouwers helpen die niet in het kwaliteitszorgproces zijn gestapt en wier bedrijfszetel in het Waalse Gewest is gevestigd, bij het beheren van het milieurisico voortvloeiend uit hun landbouwbedrijvigheid, wat betreft de nitraatverontreiniging van het water.

§ 3. De begeleidingsstructuur treedt bij voorrang op in de kwetsbare gebieden en in de gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn.

HOOFDSTUK VII. — *Evaluatie en bewaking*

Art. 40. Als uit de ervaring opgedaan bij de uitvoering van een actieprogramma in een kwetsbaar gebied of van een specifiek programma voor het stikstofbeheer in de landbouw in gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn, blijkt dat de daarin vervatte maatregelen niet aangepast zijn of niet voldoen om in het betrokken gebied de doelstellingen bedoeld in artikel 2 te bereiken, treft de Regering alle maatregelen en acties die hij noodzakelijk acht.

Bij de keuze van bedoelde maatregelen of acties wordt rekening gehouden met hun doeltreffendheid en hun kostprijs, in verhouding tot andere in overweging genomen maatregelen.

Art. 41. § 1. Om de kwetsbare gebieden en de gebieden die onderhevig zijn aan een bijzondere milieudruk aan te wijzen, de vastgestelde lijst ervan te herzien en de doeltreffendheid van de algemene maatregelen van de daarop betrekking hebbende programma's te evalueren, wordt door het Bestuur een algemene bewaking van het nitraatgehalte van het water, « survey nitrate » genaamd, georganiseerd, op volgende wijze :

1° het Bestuur stelt een meetnet vast voor nitraat in het oppervlaktewater en in het grondwater, dat wordt aangevuld met de door de waterproducenten verstrekte inlichtingen;

2° de exploitanten van aansluitpunten voor tot drinkwater verwerkbaar grondwater verrichten met een frequentie zoals voorzien in de tabel in bijlage VII, de analyse van representatieve monsternemingen van het ruwe water die betrekking hebben op volgende parameters : ammoniumstikstof, nitriet en nitraat (resultaten uitgedrukt in, respectievelijk, mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ per liter); zij verstrekken de resultaten van de analyses minstens eenmaal viermaandelijks aan het Bestuur;

3° de exploitanten van aansluitpunten voor tot drinkwater verwerkbaar oppervlakte water verrichten met een frequentie zoals voorzien in bijlage VII, de representatieve monsternemingen van het ruwe water die betrekking hebben op volgende parameters : ammoniumstikstof, nitriet en nitraat (resultaten uitgedrukt in, respectievelijk, mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ per liter); zij verstrekken de resultaten van de analyses minstens één maal viermaandelijks aan het Bestuur.

§ 2. De lijst van de kwetsbare gebieden en van de gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn wordt minstens elke vier jaar opnieuw onderzocht en indien nodig herzien en aangevuld, om rekening te houden met de veranderingen en factoren die op het ogenblik van de voorgaande aanwijzing niet te voorzien waren.

Art. 42. De nitraatconcentraties in het water wordt gemeten via spectrofotometrie van moleculaire absorptie of via enige andere meetmethode die door het Bestuur is aanvaard en waarmee vergelijkbare resultaten gehaald kunnen worden.

Art. 43. Jaarlijks stelt de Minister de referentiewaarden op voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen, aan de hand waarvan de impact van de ondernomen acties geëvalueerd en de maatregelen uitgevoerd door de landbouwers die in het kwaliteitszorgproces zijn gestapt met het oog op de bestrijding van de nitraatverontreiniging van het water bijgesteld kunnen worden.

Bedoelde waarden worden inzonderheid vastgesteld op grond van volgende bestanddelen :

1° de weersomstandigheden die het betrokken jaar hebben gekenmerkt;

2° de resultaten van de stikstofprofielen verspreid in een netwerk van representatieve meetpunten, « survey surfaces agricoles » genaamd. De Minister kan de wijze van doorvoering van de « survey surfaces agricoles » vaststellen;

3° het soort gewassen;

4° de ligging en de bodemkundige voorwaarden.

Art. 44. Het Bestuur gaat na of de verplichtingen die landbouwers zijn opgelegd krachtens de artikelen 8 tot en met 15, 16 tot en met 19, 20 tot en met 26, 27, § 3, 28 en 29 en 30 tot en met 35 van dit besluit, worden nageleefd.

In geval van twijfel over de niet-naleving van bedoelde verplichtingen licht het Bestuur de landbouwer bij aangetekend en met redenen omkleed schrijven daarover in, waarbij laatstgenoemde uitgenodigd wordt om de opmerkingen van het Bestuur van antwoord te voorzien. Daarvoor beschikt hij over een termijn van één maand. Binnen een termijn van drie maanden vanaf voornoemd aangetekend schrijven bepaalt het Bestuur of er sprake is van niet-naleving van de verplichtingen. In dat geval is artikel 45 van toepassing.

Art. 45. De bepalingen van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water betreffende de bewaking, de maatregelen van bestuurlijke politie en de strafbepalingen zijn van toepassing bij de uitvoering van dit besluit.

HOOFDSTUK VIII. — *Ophettings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 46. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 juli 1991 houdende regeling van de modaliteiten inzake verspreiding van afvalwater afkomstig van veeteelt;

2° het besluit van de Waalse Regering van 5 mei 1994 tot bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

Art. 47. § 1. De ministeriële besluiten waarbij gebiedsdelen in kwetsbare gebieden worden aangewezen, blijven van toepassing ondanks de opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 5 mei 1994 tot bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

§ 2. Onverminderd paragraaf 1 wordt het actieprogramma bedoeld in artikel 5 uitgevoerd vanaf de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het ministerieel besluit waarbij het kwetsbaar gebied wordt aangewezen.

§ 3. De specifieke maatregelen voor het stikstofbeheer in de landbouw bedoeld in artikel 7 worden uitgevoerd vanaf de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het ministerieel besluit waarbij het gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is, wordt aangewezen.

Art. 48. Onverminderd de artikelen 49 en 50 treedt dit besluit in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 49. § 1. Wat betreft de bestaande opslagaccommodatie die niet in overeenstemming is met de artikelen 12 tot en met 14 de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en die zich in een kwetsbaar gebied en in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is, bevindt, treden de artikelen 12 tot en met 14 en 19 in werking :

op 1 januari 2004 voor alle bedrijven die beschouwd worden als inrichtingen van klasse 1 krachtens de regelgeving met betrekking tot de milieuvergunning;

op 1 januari 2005 voor alle bedrijven die beschouwd worden als inrichtingen van klasse 2 krachtens de regelgeving met betrekking tot de milieuvergunning;

op 1 januari 2006 voor alle bedrijven die beschouwd worden als inrichtingen van klasse 3 krachtens de regelgeving met betrekking tot de milieuvergunning.

§ 2. Wat betreft de bestaande opslagaccommodatie die niet in overeenstemming is met de artikelen 12 tot en met 14 de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en die zich in een kwetsbaar gebied en in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is, bevindt, treden de artikelen 12 tot en met 14 en 19 in werking op 1 januari 2007 voor alle bedrijven die die beschouwd worden als inrichtingen van klasse 1, 2 en 3 krachtens de regelgeving met betrekking tot de milieuvergunning.

§ 3. In afwijking van de §§ 1 en 2 treden de artikelen 12 tot en met 14 en 19 in werking negen jaar na bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* voor wat betreft de bestaande opslagaccommodatie die niet in overeenstemming is met de artikelen 12 tot en met 14 de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en die eigendom zijn van landbouwers die de leeftijd van 56 jaar bereikt hebben de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Art. 50. Artikel 27, § 3, treedt in werking één jaar na bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 51. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 oktober 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

BIJLAGE I

Overeenstemmingstabel met betrekking tot de productie van dierlijke mest

Gemiddeld productievolume van dierlijke mest over zes maanden						
CATEGORIE	STALHOUDING OP ROOSTERVLOER EN TRALIES	GEKLUISTERDE STALHOUDING		STALHOUDING MET HALVE STROBEDEKKING		STALHOUDING MET STROBEDEKKING
	Aalt	Mest	Gier	Mest	Aalt	Mest
	m ³ /dier/6 maanden					
Runderen minder dan 6 maanden	2,1	2,4	0,7	1,6	0,9	3,0
Stierkalveren 6 tot 12 maanden	3,7	4,3	0,9	2,1	0,9	4,5
Stierkalveren 1 tot 2 jaar	5,6	6,6	1,3	4,9	3,1	5,7
Vaarskalveren 6 tot 12 maanden	3,7	4,3	0,9	2,1	0,9	4,5
Vaarskalveren 1 tot 2 jaar	5,6	6,6	1,3	4,9	3,1	5,7
Zoogkoeien	8,7	9,4	2,4	6,3	4,2	11,7
Melkkoeien	10,0	10,6	2,4	6,6	4,9	11,7
Afgedankte koeien	8,7	9,4	2,4	6,3	4,2	11,7
Andere runderen meer dan 2 jaar	8,7	9,4	2,4	6,3	4,2	11,7

	STALHOUDING OP ROOSTERVLOER	STALHOUDING MET STROBEDEKKING MET URINE-OPVANG		STALHOUDING MET VOLLEDIGE STROBEDEKKING
	Aalt	Mest	Gier	Mest
	m ³ /plaats/6 maanden			
Biggetjes (4 à 10 weken)	0,4	0,4	0,1	0,4
Drachtige zeugen	2,5	1,8	1,0	2,7
Zeugen met biggetjes	3,0	2,8	1,3	4,6
Beren	2,5	1,8	1,0	2,7
Mestvarkens	1,0	1,2	0,4	1,5

	TRALIES	OP STROBED
	Aalt of zuivere pluimveemest	Mest
	m ³ /1000 dieren/maanden	
Kweekkippen en kippetjes	22,5	22,5
Legkippen	34,5	27,0
Vleeskippen	21,0	15,0
Parelhoenders		37,5
Ganzen		60,0
Eenden	27,0	60,0
Kalkoenen en haan	45,0	66,0

	m ³ /dier/6 maanden	
Konijnen (100 moederkonijnen)	22,5	0,4
Schape en geitachtigen van minder dan 1 jaar		0,9
Paardachtigen		6,1

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Namen, 10 oktober 2002.













De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE




De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART


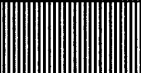


BIJLAGE IISpreidingsperiodes voor meststoffen

Overzichtstabel voor de spreidingsperiodes van organische meststoffen

Spreidingsperiodes van organische meststoffen met een snelle werking												
	mei	juni	juli.	aug	sept.	okt.	nov.	dec.	jan.	feb.	maa.	april
Akkerland												
Weideland												

Spreidingsperiodes van organische meststoffen met een trage werking												
	mei	juni	juli.	aug	sept.	okt.	nov.	dec.	jan.	feb.	maa.	april
Akkerland												
Weideland												

Legende voor de overzichtstabel voor de spreidingsperiodes van organische meststoffen:

	: situaties waarin de spreiding verricht moet worden overeenkomstig artikel 19, § 2, I, tweede lid, van dit besluit.
	: situaties waarin de spreiding verricht moet worden overeenkomstig artikel 19, § 2, I, eerste lid, van dit besluit.
	: situaties waarin de spreiding verricht moet worden overeenkomstig artikel 19, § 2, I, derde lid, van dit besluit.
	: situaties waarin de spreiding verricht moet worden overeenkomstig artikel 19, § 2, II, van dit besluit.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Namen, 10 oktober 2002

De Minister-President,

J-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

BIJLAGE III

Tabel voor de maximumhoeveelheden spreidbare totale stikstof per hectare en per jaar volgens het soort gewassen

Grote gewassen	maximumhoeveelheden totale stikstof (kg N/ha.an)
Bieten	330
Maïs	300
Koolzaad	330
Aardappelen	330
Wintergraangewassen	280
Lentegraangewassen	200
Chicorei	120
Vlas	80
Eiwitrijke erwten	30
Industriële groenten	(kg N/ha.culture)
Conservenerwten	30
Bonen	80
Spinazie	200
Roomse boon	60
Wortelen	120
Spruitjes	180
Weideland	350 kg N/ha.an

De maximumhoeveelheden totale stikstof beantwoorden aan de som van de aanvoer verricht op de groeiende gewassen en daarvoor vanaf de voorgaande oogst. In het bijzonder zijn in de maximumhoeveelheden totale stikstof gemeld voor de bieten, de maïs, het koolzaad en de aardappelen inbegrepen, de organische meststoffen (hoofdzakelijk mest) aangebracht op de wisselbouw en die de daarna volgende gewassen eveneens bemesten. Het gaat om maximumwaarden die eens overschreden een hoog risico op nitraatverontreiniging van het grond- en/of het oppervlaktewater met zich kunnen brengen.

De cijfers van deze tabel zijn bijgevolg geen optimale waarden en kunnen in geen enkel geval als bemestingsadvies gelden.

De behoeften dienen geëvalueerd te worden ten opzichte van de mogelijkheden van elk gewas en de plaatselijke specificiteiten, evenals van de agroklimatische omstandigheden die het jaar kenmerken.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Namen, 10 oktober 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

BIJLAGE IV

Maximumwaarden van gemiddeld spreidbare organische stikstof op akker- en weideland

1°. De maximumwaarden van gemiddeld spreidbare organische stikstof op akker- en weideland worden in hiernavolgende tabel vastgesteld.

	per hectare akkerland (VBA)	per hectare weideland (1) (VBP)
In kwetsbare gebieden (ZV) en in gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn (ZCEP)	80 kg Norg./an	210 kg Norg./an
Buiten ZV en ZCEP	120 kg Norg./an	210 kg Norg./an

2°. De afwijkende maximumwaarden van gemiddeld spreidbare organische stikstof op akker- en weideland worden in hiernavolgende tabel vastgesteld.

	per hectare akkerland (VDA)	per hectare weideland (1) (VDP)
In kwetsbare gebieden (ZV)	130 kg Norg./an (2)	250 kg Norg./an (2)
In gebieden die aan een bijzondere milieudruk onderhevig zijn (ZCEP)	(3)	(3)
Buiten ZV en ZCEP	130 kg Norg./an	250 kg Norg./an

(1) De teruggave aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt worden in rekening gebracht.

(2) Het gemiddelde van 210 kg Norg./ha.an op bedrijfsoppervlakten die in kwetsbare gebieden gelegen zijn mogen evenwel niet overschreden worden.

(3) De afwijkende maximumwaarden van gemiddeld spreidbare organische stikstof op akker- en weideland worden vervangen door de maximumhoeveelheden spreidbare totale stikstof, per hectare en per jaar volgens het soort gewassen, voorgesteld in de tabel van BIJLAGE III.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Namen, 10 oktober 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

BIJLAGE V

Tabel voor de jaarlijkse stikstofproductie per dieren categorie na aftrek van het opslagverlies en rekening houdend met de leegstandperiodes voor varkensachtigen en pluimvee

Soorten Dieren	
	kg N/hoofd.an
Melkkoe	90
Zoogkoe	73
Afgedankte koe	73
Ander rund van meer dan 2 jaar	73
Rund van minder dan 6 maanden	10
Vaarskalf van 6 tot 12 maanden	23
Vaarskalf van 1 tot 2 jaar	44
Stierkalf van 6 tot 12 maanden	28
Stierkalf van 1 tot 2 jaar	53
Schaap- en geitachtigen van minder dan 1 jaar	3,3
Schaap- en geitachtigen van meer dan 1 jaar	6,6
Paardachtigen	56
	kg N /plaats.an
Drachtige zeug en zeug met biggetjes van minder dan vier weken	24
Zeug met biggetjes van 4 tot 10 weken	32
Beer	32
Mestvarken	12
Mestvarken op biobeheerst strobed	6,3
Biggetje (4 tot 10 weken)	3,5
Vleeskip (40 dagen)	0,27
Leg- of kweekkip (343 dagen)	0,62
Kippetje (127 dagen)	0,27
Kweekhaan	0,43
Eend (75 dagen)	0,43
Gans (150 dagen)	0,43
Kalkoen, kalkoenhaan (85 dagen)	0,81
Parelhoen (79 dagen)	0,27
Moederkonijn	3,6
Struisvogel en emoe	3
Kwartel	0,04

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Namen, 10 oktober 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

BIJLAGE VI

Tabel van de gemiddelde stikstofsamenstelling van dierlijke mest

Mest		Aalt of zuivere pluimveemest	
Categorieën dieren	N (kg/t)	Categorieën dieren	N (kg/t)
Runderen	5,0	Runderen	4,0
Schaapachtigen	6,7	Varkensachtigen	6,0
Varkensachtigen	6,0	Pluimvee	
Geitachtigen	6,1	Zachte mest	15
Paardachtigen	8,2	Voorafgedroogde zuivere pluimveemest	22
Pluimvee	23	Gedroogde zuivere pluimveemest	35
		Konijnen	8,5
Gier		Mestcompost	
Categorieën dieren	N (kg/t)	Categorieën dieren	N (kg/t)
Runderen		Runderen	6,5
Gekluisterde stalhouding	2,9		
Afvoeisel uit mestvaalt	0,6		

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Namen, 10 oktober 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

BIJLAGE VII

Tabel voor de frequentie van de analyses van nitraat, nitriet en ammoniumstikstof op de plaatsen van monsterneming in het bewakingsnet

Geproduceerd watervolume in duizenden m ³ /dag	Aantal monsternemingen/an
lager dan 1	3
1 à 2	3
2 à 10	6
10 à 20	12
20 à 30	18
30 à 60	36
60 à 100	60
supérieur à 100	120

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Namen, 10 oktober 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART